

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1501
31 décembre 1981
FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente-huitième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS
ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Situation des droits de l'homme au Guatemala

Note du Secrétaire général

La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 33 (XXXVII) du 11 mars 1981, a prié le Secrétaire général de lui soumettre notamment "toutes les informations qu'il aura recueillies sur la situation des droits de l'homme dans ce pays". C'est pourquoi les informations ainsi recueillies sont présentées à la Commission dans le présent document.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 7
I. RENSEIGNEMENTS RECUS	8 - 12
A) Communications de gouvernements	9
B) Communications d'organismes des Nations Unies et d'institutions spécialisées	10
C) Communications d'organisations intergouvernementales ..	11
D) Communications d'organisations non gouvernementales ...	12
II. BREVES INDICATIONS SUR LES SOURCES D'INFORMATION ET EVALUATION DE CELLES-CI	13 - 15
III. PRESENTATION DE LA DOCUMENTATION RECUE	16 - 23

ANNEXE

Communication présentée par le Gouvernement guatémaltèque

Introduction

1. La Commission des droits de l'homme a examiné la situation au Guatemala à sa trente-cinquième session, au cours de laquelle elle a adopté sa décision 12 (XXXV), exprimant sa décision d'adresser au Gouvernement guatémaltèque un télégramme concernant l'assassinat de M. Alberto Fuentes Mohr, député au Congrès du Guatemala, ancien ministre des relations extérieures et ancien membre du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce télégramme, la Commission disait qu'elle tenait fort à recevoir des renseignements à ce sujet.

2. A sa trente-sixième session, la Commission a été saisie de nombreux documents contenant des informations sur d'autres assassinats commis dans le pays ainsi que les réponses du Gouvernement guatémaltèque. Le 11 mars 1980, la Commission a adopté la résolution 32 (XXXVI) intitulée "La situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala". Elle a exprimé la profonde préoccupation que lui causait la situation des droits de l'homme et demandé instamment au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer le plein respect des droits de l'homme du peuple guatémaltèque.

3. Elle a pris note avec satisfaction de la décision qu'avait prise le gouvernement d'inviter la Commission interaméricaine des droits de l'homme à se rendre dans le pays et à rédiger un rapport sur la situation des droits de l'homme. Elle a décidé qu'à sa trente-septième session, elle continuerait d'étudier la situation sur la base des renseignements reçus de toutes les sources appropriées. A sa trente-septième session, la Commission a été saisie du document E/CN.4/1431, contenant des informations reçues de gouvernements, d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et de sources privées et, elle a adopté, le 11 mars 1981, sa résolution 33 (XXXVII) par 29 voix contre 3, avec 8 abstentions. Le dispositif de cette résolution est conçu comme suit :

"1. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque concernant la situation des droits de l'homme qui existe dans ce pays et de recueillir auprès de toutes les sources appropriées des renseignements sur cette situation;

2. Prie en outre le Secrétaire général de soumettre à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-huitième session, un rapport sur les contacts qu'il aura eus avec le Gouvernement guatémaltèque, ainsi que toutes les informations qu'il aura recueillies sur la situation des droits de l'homme dans ce pays;

3. Prie également le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa trente-sixième session, un rapport intérimaire sur les contacts qu'il aura eus avec le Gouvernement guatémaltèque;

4. Prie le Gouvernement guatémaltèque d'accorder sa coopération au Secrétaire général;

5. Décide de continuer à suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Guatemala et de l'examiner en priorité à sa trente-huitième session, en se fondant sur le rapport du Secrétaire général."

4. Conformément au paragraphe premier de ce dispositif, le Secrétaire général a, par lettre du 17 juin 1981, transmis le texte de la résolution 33 (XXXVII) au Gouvernement guatémaltèque.

5. En vertu du paragraphe 2 de la résolution 33 (XXXVII), le Secrétaire général lui-même a, le 17 juillet 1981, demandé aux gouvernements, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de lui fournir des renseignements sur la situation des droits de l'homme au Guatemala.

6. Pour nouer des contacts directs avec le Gouvernement guatémaltèque, le Secrétaire général a pris les mesures nécessaires pour s'acquitter du mandat que lui a confié la Commission. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa trente-sixième session (A/36/705), le Secrétaire général a rendu compte des efforts qu'il avait faits pour traiter directement avec le Gouvernement guatémaltèque de la situation des droits de l'homme dans ce pays et il a informé l'Assemblée qu'au moment où il rédigeait et présentait son rapport, ses représentants demeuraient en liaison avec le Gouvernement guatémaltèque afin de prendre les contacts directs que souhaite la Commission des droits de l'homme.

7. Le 16 décembre 1981, l'Assemblée générale a adopté à ce sujet une décision par laquelle elle priait d'une part le Secrétaire général de continuer à tâcher de prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque et d'autre part ledit gouvernement de continuer à appuyer les efforts que fait le Secrétaire général pour prendre lesdits contacts.

I. RENSEIGNEMENTS RECUS

8. Un certain nombre de renseignements ont été reçus en réponse à la demande adressée le 17 juillet 1981 aux gouvernements, institutions spécialisées, organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. Aux fins d'analyse, ces documents ont été classés comme suit :

- a) Communications de gouvernements,*/
- b) Communications d'organismes des Nations Unies et d'institutions spécialisées,
- c) Communications d'organisations intergouvernementales,
- d) Communications d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

A) Communications de gouvernements

9. Des réponses ont été reçues des gouvernements des pays suivants : Autriche, Commonwealth des Bahamas, Burundi, Etats-Unis d'Amérique, France, Panama, Pays-Bas, Philippines et République dominicaine. Le Gouvernement français a envoyé le 14 septembre 1981 un document rédigé par l'Ambassade de France au Guatemala qui contient un exposé chronologique des événements qui se sont déroulés dans ce pays du 3 janvier au 30 juin 1981. Dans sa lettre d'envoi, le Représentant permanent de la France déclarait : "Je tiens à souligner que le Gouvernement français ne s'engage pas à garantir l'exactitude de chacune des informations contenues dans ces éphémérides, mais il y voit néanmoins un ensemble concordant d'indices sérieux sur l'existence d'une situation de violence justifiant l'examen de la Commission des droits de l'homme." Le 17 août 1981, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a envoyé le texte d'un chapitre relatif au Guatemala tiré des "Country Reports on Human Rights Practices" publiés en février 1981 par le Département d'Etat dudit pays. Les Gouvernements de l'Autriche, du Burundi, de Panama et des Pays-Bas qui n'ont pas fourni d'informations ont toutefois exprimé leur appui à la résolution 33 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme. Les Gouvernements du Commonwealth des Bahamas, des Philippines et de la République dominicaine n'ont rien à communiquer à ce sujet.

*/ Le texte du gouvernement du Guatemala est reproduit en annexe au présent rapport.

F) Communications d'organismes des Nations Unies et d'institutions spécialisées

10. Des réponses ont été reçues des organismes des Nations Unies et des institutions spécialisées ci-après :

- a) Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Lettre datée du 21 août 1981 indiquant que le HCR procure protection et assistance à un certain nombre de réfugiés en provenance du Guatemala, dont la plupart se trouvent au Costa Rica, au Mexique et au Nicaragua.
- b) Bureau international du Travail. Lettre datée du 17 septembre 1981 transmettant des renseignements sur les cas dont est saisi le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration ainsi que des exemplaires d'un rapport contenant des plaintes dénonçant des violations des droits syndicaux (GB 216/10/20).
- c) Banque mondiale. Lettre datée du 27 juillet 1981 indiquant que la Banque mondiale n'a rien à communiquer à ce sujet.

C) Communications d'organisations intergouvernementales

11. Des réponses ont été reçues du Conseil de l'Europe et de l'Organisation des Etats américains :

- a) Conseil de l'Europe. Lettre datée du 5 août 1981 communiquant une résolution adoptée par l'Assemblée parlementaire sur la situation des droits de l'homme en Amérique latine en 1980 et un rapport No 447/ sur l'Amérique latine.
- b) Organisation des Etats américains. Note verbale datée du 29 juillet 1981 indiquant que la demande de renseignements ainsi que la résolution 33 (XXXVII) sur la situation des droits de l'homme au Guatemala ont été transmises au secrétariat de la Commission interaméricaine des droits de l'homme. En décembre, la Division des droits de l'homme a reçu de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur la situation du Guatemala un rapport, daté du 14 octobre 1981, dont les conclusions et recommandations sont ainsi conçues 1/ :

"A. Conclusions

1. Au vu des informations et considérations générales qui viennent d'être exposées, la Commission interaméricaine des droits de l'homme insiste en conclusion sur l'inquiétant climat de violence qui depuis quelques années prévaut au Guatemala. Cette violence est soit provoquée soit tolérée par le gouvernement qui n'a pris aucune mesure pour y mettre un frein. Elle a fait beaucoup trop de morts et a engendré une détérioration générale du respect des droits de l'homme que proclame la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

1/ Inter-American Commission on Human Rights, 54th session. "Report of the Inter-American Commission on Human Rights on the situation of Human Rights in the Republic of Guatemala. OAS/Serv.P-AG/CP/Doc.295/81, 14 October 1981.

2. Les victimes de cette violence appartiennent certes à tous les secteurs de la société - sans excepter les forces armées elles-mêmes ni ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique - mais il est hors de doute que les plus atteints sont des dirigeants des partis d'opposition, des syndicalistes, des prêtres, des hommes de loi, des journalistes, des professeurs de l'enseignement supérieur et autres enseignants ainsi que des milliers de paysans et d'Indiens qui ont été assassinés.

3. Dans la plupart des cas, les morts violentes sont dues à des exécutions illégales et à des 'disparitions' qu'organisent les services de police ou des groupes civils paramilitaires en étroite connivence avec les pouvoirs publics qui n'ont rien fait pour rechercher correctement et efficacement les auteurs de ces actes criminels.

4. Ces exécutions et disparitions illégales ne constituent pas seulement des violations du droit à la vie; elles ont en outre créé une psychose de profonde inquiétude voire de terreur, où le droit est bafoué et qui dans la pratique a compromis l'exercice de la plupart des droits que proclame la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

5. La violence généralisée a, comme il ressort des divers chapitres du présent rapport, eu pour effet d'altérer gravement et même de restreindre les droits que reconnaissent officiellement la Constitution et les lois guatémaltèques, à savoir : liberté et sûreté de la personne, procès équitable et garanties d'une procédure légale, liberté de conscience et de religion, liberté de pensée et d'expression et liberté de réunion et d'association ainsi que droits politiques.

6. Les grandes disparités socio-économiques qui existent entre les divers secteurs de la population sont pour quelque chose aussi dans la généralisation de la violence. Ces disparités sont manifestes si l'on songe notamment qu'il n'y a guère de rapport entre le taux de croissance qu'a connu le Guatemala au cours des dernières années et la qualité de vie de la moitié environ des habitants dont les droits économiques et sociaux - surtout pour ce qui est des besoins essentiels en matière de santé, de nutrition et d'instruction - restent lettre morte.

B. Recommandations

Compte tenu de ces conclusions, la Commission interaméricaine des droits de l'homme recommande au Gouvernement guatémaltèque de :

1. Prendre les mesures nécessaires pour empêcher des violations graves du droit à la vie; de faire en sorte que les pouvoirs publics et les groupes paramilitaires cessent de participer aux actes de violence et de terrorisme ou de tolérer ces actes; de rechercher et châtier sévèrement les coupables desdits actes.

2. Rechercher et châtier, avec toute la rigueur de la loi les personnes coupables d'exécutions illégales, de disparitions, de détentions arbitraires et de tortures.

3. Garantir efficacement la liberté d'association, le droit de réunion et la liberté syndicale que proclament la Constitution guatémaltèque et la Convention américaine relative aux droits de l'homme.

4. Refondre de fond en comble l'appareil judiciaire de façon qu'une fois doté des ressources humaines et matérielles requises cet appareil puisse jouir d'une véritable autonomie et de facultés assez grandes pour pouvoir enquêter efficacement et promptement sur les violations des droits de l'homme et sanctionner les coupables, quels qu'ils soient, sans craindre de représailles.

5. Engager un ample dialogue avec tous les secteurs de la société guatémaltèque pour mettre un terme à la violence et résoudre les problèmes sociaux et économiques par des voies et moyens démocratiques et pacifiques."

D) Communications d'organisations non gouvernementales

12. Des réponses ont été reçues d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales :

a) Amnesty International. Lettre datée du 18 septembre 1981 communiquant des documents sur des tortures et assassinats commis au Guatemala, sur la répression exercée contre des dirigeants syndicaux et des paysans et sur des disparitions et des assassinats de prêtres et de collaborateurs laïcs du clergé.

b) Union internationale des étudiants. Lettre datée du 3 août 1981, accompagnée de documents concernant l'agression dont furent victimes des étudiants de l'Université San Carlos au Guatemala.

c) Fédération internationale des droits de l'homme. Documentation en date du 2^e juillet 1981 concernant une mission accomplie au Guatemala par un membre du Mouvement catholique international pour la paix et un expert de la Fédération internationale des droits de l'homme.

d) Fédération démocratique internationale des femmes. Lettre datée du 18 août 1981, exprimant la préoccupation et l'inquiétude que causent à cette fédération les enlèvements de femmes, les assassinats de femmes et d'enfants et l'existence d'inhumations clandestines.

e) Union interparlementaire. Lettre datée du 21 juillet 1981, accompagnée d'un rapport sur le cas d'Alberto Fuentes Mohr et d'une résolution qu'a adoptée à l'unanimité le Conseil interparlementaire en avril concernant la situation des droits de l'homme dans un certain nombre de pays latino-américains, dont le Guatemala.

Parmi les communications provenant d'organisations non gouvernementales figurent deux rapports, établis l'un par le Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine, Toronto, Canada (22 janvier 1981), et l'autre par le Conseil oecuménique des Eglises intitulé "Human Rights Violations in Guatemala" (octobre 1980), dont il a été tenu compte lors de la rédaction du présent document. Il a été tenu compte aussi de publications de la Commission internationale de juristes (bulletins Nos 4, 5, 6 et 7).

II. BREVES INDICATIONS SUR LES SOURCES D'INFORMATION ET
EVALUATION DE CELLES-CI

13. Les allégations de violations des droits de l'homme, que contiennent les documents rangés dans la section III, émanent pour la plupart de gouvernements, d'institutions spécialisées, d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales, dont certains se bornent à transmettre des renseignements provenant de sources situées dans le pays.

14. La question de l'appréciation du bien-fondé des allégations de violations des droits de l'homme au Guatemala et du crédit que méritent les renseignements dont font état les documents considérés appelle la remarque suivante : l'Organisation des Nations Unies n'a pas encore pu vérifier sur place la situation des droits de l'homme au Guatemala. Toutefois, les renseignements communiqués par chacune des sources mentionnées semblent révéler un ensemble de violations flagrantes et persistantes des droits de l'homme.

15. Les renseignements sont présentés ci-après dans des sections dont chacune correspond à un article de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais leur ensemble fait apparaître une réalité unique, à savoir que dans ce pays le droit à la vie n'est pas sauvegardé. Il est établi qu'en ville comme à la campagne maintes personnes liées à diverses organisations sociales, religieuses, communautaires, syndicales ou politiques sont victimes d'enlèvements, d'assassinats et autres violations flagrantes des droits de l'homme.

III. PRÉSENTATION DE LA DOCUMENTATION RECUE

16. On trouvera dans cette partie-ci l'exposé des principales allégations de violations des droits de l'homme dont il est fait état dans la documentation reçue. L'élément central et prépondérant de cette documentation est constitué par des plaintes dénonçant des violations des droits qu'énoncent les articles 3, 5, 6-11, 19, 21 et 23 (4) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

17. Depuis 1965, le Guatemala a une constitution qui garantit les droits de l'homme fondamentaux; quant aux instruments internationaux, ce pays a ratifié la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention sur les droits politiques de la femme, la Convention sur la nationalité de la femme mariée et la Convention relative au droit international de rectification. Il a signé la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid et la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il a ratifié aussi, le 25 mai 1979, la Convention américaine relative aux droits de l'homme, en faisant une réserve au sujet de l'article 4. En matière d'emploi, le Guatemala a ratifié la Convention de 1948 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical (No 87) et la Convention de 1949 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective (No 98).

Article 3. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne

"Au Guatemala, tous les êtres humains sont libres et égaux en dignité et en droits. L'Etat garantit comme droits inhérents à la personne humaine : la vie, l'intégrité corporelle, la dignité, la sûreté de la personne et celle de ses biens." (Article 43 de la Constitution du Guatemala).

18. Les allégations qui seront étudiées au titre de cet article peuvent être groupées en trois grandes catégories :

- i) Massacres collectifs commis par des éléments des services de sécurité et par des extrémistes armés.

- ii) Augmentation constante du nombre des disparitions et des enlèvements.
- iii) Pratique régulière d'exécutions sommaires.

19. On trouvera ci-après des extraits de documents reçus qui mettent en lumière ce qui précède.

a) Extraits de renseignements émanant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

"La violence est un fléau dont a toujours souffert le Guatemala au cours de son histoire et nombreux sont les changements de gouvernement qui se sont produits en violation de la Constitution. En 1980, les enlèvements et les assassinats ont été encore plus nombreux qu'en 1979. Le nombre de personnes dont le décès semblait imputable à des raisons d'ordre politique fut en moyenne de 75 à 100 par mois. Ces actes seraient le fait d'extrémistes armés, de gauche et de droite, et d'éléments appartenant aux services officiels de sécurité ... Le gouvernement proclame qu'il a engagé une lutte acharnée contre les groupes armés d'obédience marxiste, qui étaient particulièrement actifs en 1930 sur les hauts plateaux du centre du pays. Les mouvements d'insurrection marxistes opérant dans l'Est du pays ont été matés au début des années 70 au prix de grosses pertes de vies humaines. D'après certaines sources, le gouvernement encouragerait et ordonnerait l'usage de la violence contre les gens qu'il tient pour ses ennemis ...

Les services guatémaltèques de sécurité ont redoublé d'efforts pour éliminer les foyers de guérilla. Des innocents sont fréquemment victimes d'actes de violence des deux côtés, qui frappent sans discrimination. Il est souvent impossible de distinguer entre les violences qui ont des motivations politiques et celles qui procèdent de mobiles privés. Le gouvernement a résisté aux pressions de ceux qui voulaient proclamer l'état d'urgence, qui permettrait de suspendre certaines libertés et garanties constitutionnelles ...

En 1980 ont été victimes d'actes de violence les groupes de personnes suivants : personnel des forces armées et des services de police, fonctionnaires, hommes politiques favorables au gouvernement, hommes d'affaires, dirigeants de partis d'opposition, paysans et un grand nombre d'étudiants, d'intellectuels et de militants syndicalistes. De nombreux intellectuels et hommes politiques d'opposition craignant pour leur sécurité ont été contraints de s'exiler d'eux-mêmes et l'évêque d'El Quiché a mis tout le clergé catholique de son diocèse en disponibilité après l'assassinat de deux prêtres et d'autres incidents survenus dans cette région où la guérilla ne cesse de s'amplifier. Ailleurs, un autre prêtre a été tué, un quatrième a été enlevé. Un citoyen des Etats-Unis qui travaillait à des projets agricoles pour des entrepreneurs privés a été assassiné par des inconnus, au mois d'octobre. Des terroristes de gauche ont enlevé deux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et plusieurs hommes d'affaires guatémaltèques et étrangers, dont le principal représentant local de Nestlé, et ont assassiné le président de la principale association patronale du pays. En janvier 1980, des éléments armés d'une organisation radicale d'étudiants de gauche, qui est présumée avoir des liens avec les guérilleros, ont pris la tête d'un groupe de paysans indiens et ont occupé l'ambassade d'Espagne pour protester contre l'action du gouvernement. Trente-deux manifestants et sept otages ont péri dans l'incendie qui s'est déclaré quand la police, passant outre à la demande de l'Ambassadeur d'Espagne, a donné l'assaut.

C'est au moment où la police pénétrait dans la pièce occupée qu'un manifestant au moins a lancé un cocktail molotov qui a provoqué l'incendie meurtrier. Le Gouvernement espagnol a rompu ses relations diplomatiques avec le Gouvernement guatémaltèque à la suite de l'incident.

Le nombre des personnes dont la mort semble être due à des raisons d'ordre politique a été en moyenne de 75 à 100 par mois. Des extrémistes armés, de gauche et de droite, et des éléments des services officiels de sécurité en seraient également responsables.

Les escadrons de la mort "luttant contre le crime" ont été responsables de treize assassinats en moyenne par mois, selon la presse. On dit que des membres des services de sécurité seraient impliqués, mais le gouvernement dément. Dans les zones rurales, on se plaint beaucoup d'actes de violence commis pour des motifs politiques ou privés par les autorités civiles et militaires locales, par des terroristes d'obédience marxiste et des militants de droite et par des groupes privés. Rien n'indique que le gouvernement ait jamais inculpé ou poursuivi les auteurs de ces actes. En 1979, la Commission internationale de juristes a publié un rapport sur le Guatemala, dans lequel elle reproche au Gouvernement guatémaltèque de n'avoir pas enquêté sur les actes de violence et les activités de "l'Escadron de la mort".

On n'entend pas parler de prisonniers politiques. Les détenus de droit commun qui peuvent améliorer leur condition de détention moyennant finance, sont traités sur un pied d'égalité. Toutes les prisons sont équipées d'hôpitaux ou de dispensaires. La nourriture est celle qui constitue l'alimentation des Guatémaltèques en général. Les détenus peuvent se procurer des suppléments de nourriture pour compléter leur ordinaire. Ils ont une grande liberté de mouvement dans l'enceinte de la prison. Les heures de visite sont généreuses pour les familles et des pièces séparées sont réservées aux visites des conjoints.

En 1980, les personnes enlevées dont on n'a jamais plus entendu parler ont été de plus en plus nombreuses. On suppose généralement que la plupart d'entre elles sont mortes, ce que confirme la découverte accidentelle d'un charnier clandestin contenant une trentaine de cadavres à Comalapa, et d'autres inhumations clandestines. En juin et en août, des hommes armés, non identifiés, ont enlevé 44 personnes au cours de deux réunions de syndicalistes de gauche, on a retrouvé un corps qui a pu être identifié. Des groupes d'opposition de gauche guatémaltèque ont accusé les services de sécurité de l'Etat. Les enquêtes sur les disparitions semblent être de pure forme 2/.

b) Extraits de la documentation présentée par Amnesty International :

"Des attaques et des assassinats de paysans ont continué à être signalés à Amnesty International tout au long de 1978 et de 1979, et le sort tragique de la paysannerie guatémaltèque a de nouveau retenu l'attention mondiale le 31 janvier 1980, jour où 21 Indiens Quichés ont trouvé la mort après l'assaut que donna la police à l'ambassade d'Espagne à Guatemala. Ce matin-là, une délégation de paysans indiens Quichés s'était rendue à l'ambassade d'Espagne dans l'espoir que l'ambassade les aiderait à obtenir que les autorités guatémaltèques consentent à les entendre au sujet d'abus de pouvoir tels que les "disparitions" de membres de leur famille, dont l'armée guatémaltèque était responsable à Quiché. Informée de la présence des paysans, la police nationale encercla le bâtiment. Passant outre à la demande

de M. Máximo Cajal y López, Ambassadeur d'Espagne, et du Ministre espagnol des affaires étrangères, qui souhaitaient que la police ne pénètre pas dans l'ambassade et bien que la délégation des paysans se fût engagée à se retirer dans le calme, la police nationale prit l'ambassade d'assaut. Trente-huit personnes périrent, soit dans la fusillade, soit dans l'incendie qui se déclara. Seul l'Ambassadeur et un paysan indien, nommé Gregorio Yuja Xona échappèrent à la mort. Sur les instances de l'Ambassadeur, Gregorio Yuja, grièvement blessé, fut transporté dans le même hôpital que l'Ambassadeur. Gregorio Yuja, bien que placé sous la garde de la police, fut enlevé cette même nuit à l'hôpital et trouvé mort le lendemain, portant des marques évidentes de torture. L'attaque de la police a été condamnée par l'Organisation des Etats américains pour qui "cet acte de violence est une violation des règles du droit international".

"Le 3 mars 1980, 15 paysans ont été tués et 50 à 60 autres blessés à Nebaj (Quiché), des militaires guatémaltèques ayant ouvert le feu sur la foule des villageois qui faisaient la queue pour retirer leurs cartes d'identité. Selon la version officielle, la foule aurait attaqué une caserne mais, d'après des sources religieuses et des journalistes étrangers qui ont assisté à la scène, c'est l'armée qui a ouvert le feu.

Outre ces événements tragiques, qui ont retenu l'attention de la presse mondiale, Amnesty International a été de façon continue informée de cas de persécutions systématiques subies par certaines familles de paysans. Dans un entretien reproduit dans le rapport d'Amnesty International intitulé "Guatemala : un programme gouvernemental d'assassinats politiques", un paysan explique que la découverte de brochures ou de tracts peut être une raison suffisante pour éliminer une famille tout entière. Par exemple, le 19 avril 1980, Juana Tum de MENCHU, Indienne Ixil de 55 ans, a été appréhendée par une patrouille alors qu'elle rentrait à pied chez elle du couvent paroissial de San Miguel Uspantan à Quiché. Elle était allée avec une délégation de villageois de la région d'Uspantán demander l'élargissement de 9 habitants du village qui avaient été arrêtés par les militaires le mois précédent. Avant d'être arrêtée, elle avait dit à un journaliste que parmi les 9 détenus se trouvait son fils, Patrocino, qui avait été enlevé de chez elle, au hameau de Chimel (voir document d'Amnesty International, AMR 34/08/80, 9 février 1980). Après trois mois de détention au secret, sept des neuf "disparus" ont été retrouvés assassinés au bord d'une route à El Quiché, en décembre 1979. Le mari de Juana Tum de MENCHU, Vicente MENCHU, avait accompagné une autre délégation d'Indiens de Quiché à Guatemala; il était du nombre des 38 Indiens qui trouvèrent la mort à l'ambassade d'Espagne le 31 janvier 1980. Juana Tum de MENCHU a "disparu" et il n'y a plus de famille Menchu au hameau de Chimel.

Les villageois de la province d'El Quiché continuent de subir les plus fortes attaques des opérations militaires dans la région. Le 15 octobre 1980, à Chajbal, des soldats ont tué 7 membres de la famille élargie PU ZEPETA REYNOSO, y compris les enfants. Le seul survivant, Abelino Pu Zepeta, qui a gagné la capitale a été admis à l'hôpital Roosevelt. Des agents de la sécurité, en tenue civile, l'y ont retrouvé et enlevé; on l'a retrouvé assassiné le 20 octobre 1980.

Amnesty International en outre s'inquiète vivement de la "disparition" d'au moins 27 paysans de la région de Santiago Atitlán, dans le district de Sololá (ville d'environ 20 000 âmes, dont la plupart sont des Indiens Tzutuhil), depuis que la ville a été investie par l'armée guatémaltèque le 22 octobre 1980. Un paysan indien de Santiago Atitlán, interrogé par un journaliste étranger au milieu de novembre 1980 (voir document d'Amnesty International AMR 34/08/81) relate que le 23 octobre 1980 des militaires ont pénétré dans deux maisons et ont emmené deux paysans avec eux. Ils les ont frappés et ont aussi frappé les femmes et les enfants.

Le cas le plus récent dont Amnesty International a eu connaissance s'est produit le 7 janvier 1981 : 16 personnes ont été enlevées par des membres des services de sécurité à Santiago Atitlán. Le lendemain, les corps torturés de 7 ouvriers d'une plantation de café de Santiago Atitlán ont été retrouvés sur la route qui mène de Patatul (district de Suchitepéquez) à Nueva Concepción (district de Escuintla). Ils avaient tous été enlevés. Trois d'entre eux ont pu être identifiés : Pedro SAJUEL MENDOZA, 32 ans, Julio MELGAR, 24 ans et Diego CHAJCOL OUIIC, 17 ans 3/. Amnesty International a déclaré aujourd'hui, mercredi 18 février 1981, qu'il existait depuis longtemps au Guatemala un programme gouvernemental d'assassinats et de tortures qu'exécute un service installé dans une annexe du Palais national, sous les ordres directs du Président Romeo Lucas García.

Dans un nouveau rapport intitulé "Guatemala : un programme gouvernemental d'assassinats politiques", publié ce jour, l'organisation internationale de défense des droits de l'homme indique qu'environ 3 000 personnes ont été trouvées assassinées après avoir été appréhendées au cours des 10 premiers mois de 1980 et que des centaines d'autres ont disparu.

Le Gouvernement guatémaltèque attribue tous ces meurtres à des groupes autonomes qui échappent à son contrôle, mais on trouve dans le rapport des indications circonstanciées apportant la preuve que les meurtres sont le fait de l'armée et de la police; à cela s'ajoutent deux nouveaux documents : les révélations d'un rescapé et celles d'un ancien conscrit.

Des milliers et des milliers de personnes ont été assassinées par les services de sécurité au Guatemala depuis une vingtaine d'années pour cause d'opposition réelle ou supposée à la politique du gouvernement. Amnesty International qui, en 1976, estimait à environ 20 000 le nombre des personnes arrêtées au cours des 10 années précédentes, qui ont été ensuite assassinées ou ont 'disparu', calcule que près de 5 000 Guatémaltèques ont été arrêtés et mis à mort depuis l'accession à la présidence du général Lucas García en 1978. On retrouve des cadavres entassés dans des ravins, jetés sur le bord des routes ou enterrés dans des charniers, des cadavres qui le plus souvent portent des marques de tortures. La plupart ont été soit étranglés, soit étouffés dans des cagoules en caoutchouc, soit abattus d'une balle dans la tête.

D'après les indications du rapport, le programme d'assassinats est exécuté par un service présidentiel installé dans le Palais national; ce service, créé en 1964, qui était jusqu'à une date récente connu sous le nom du Centre régional de télécommunications a porté antérieurement divers autres noms.

Les autorités guatémaltèques attribuent les assassinats à l'Escuadrón de la Muerte (Escadron de la mort) et à l'Ejército Secreto Anticomunista (Armée secrète anticomuniste) qui seraient des groupes autonomes; mais pour Amnesty International il n'y a aucune preuve convaincante de l'existence de tels groupes autonomes. Amnesty International note que la guérilla est certes violente au Guatemala, mais estime que cela ne saurait autoriser le gouvernement à commettre des assassinats.

Les entretiens transcrits dans le nouveau rapport sont les propos, recueillis récemment, de témoins oculaires qui viennent corroborer d'autres preuves de la responsabilité des services de sécurité. L'une des personnes interrogées est indiquée

comme étant le seul survivant connu des emprisonnements politiques effectués au Guatemala en 1980. Cet homme raconte sa détention à la base militaire de Huchuetenango où il a assisté à l'assassinat de trois prisonniers et vu les cadavres de six autres pendant ses 11 jours de détention. L'autre personne interrogée, un conscrit qui a reçu un entraînement spécial et a reçu l'ordre de participer aux arrestations et aux assassinats, raconte comment les groupes militaires ont le pouvoir de tuer 'tous ceux qui avaient l'air suspect', ainsi que ceux dont le nom figurait sur les listes noires.

Ce même rapport relate des cas typiques de personnes appréhendées par la troupe ou la police, dont certaines ont été par la suite retrouvées mortes tandis que d'autres sont toujours "disparues" 4/.

Paysans "disparus" ou mis à mort sans jugement
par les services de sécurité

19 juillet 1981 : Massacre de Coya

Amnesty International a été informée que le 19 juillet 1981 de 150 à 300 paysans ont été tués lors du bombardement aérien, par l'armée, du village de Coya, dans la commune de San Miguel Acatán (district de Huchuetenango. La plupart des victimes étaient des femmes, des enfants et des vieillards. Après le massacre, les militaires auraient entassé les cadavres et les auraient mis en pièces à coups de machettes.

17 juin 1981 : Personnes "disparues" de El Arbolito

Daniel RODAS ALVAREZ
Vidaul ROMERO RODAS
Carmen CRUZ RODAS Y RODAS
Erasmus AGUILAR
Benjamin MALDONADO

Antérieurement, le 17 juin 1981, des hommes armés ont pénétré dans le petit village coopératif agricole d'El Arbolito, situé dans la région de la rivière Usumacinta, dans le Peten, province septentrionale du Guatemala, presque totalement couverte de forêt vierge. Les assaillants ont détruit les maisons, incendié les récoltes, confisqué les biens et arrêté un certain nombre de villageois sous la menace de leurs armes. D'autres villageois ont été sommairement abattus alors qu'ils travaillaient dans leurs milpas (champs de maïs) ou que, marchant sur les routes de la région, ils rencontraient par hasard les agresseurs emmenant leurs prisonniers. Une femme a raconté qu'un villageois du nom de Manuel avait été expressément désigné par le chef du groupe qui avait envahi le village et qu'on lui avait arraché les yeux avec une grande aiguille en présence de ses enfants. Il fut ensuite blessé d'un coup de feu et maintenu, la tête sous l'eau de la rivière voisine, jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Les attaquants se présentaient comme des membres de l'Ejército Secreto Anticomunista (Armée secrète anticomuniste) mais les paysans réfugiés au Mexique qui avaient survécu aux tortures et aux interrogatoires ont déclaré qu'ultérieurement les agresseurs avaient revêtu l'uniforme militaire et avaient rejoint dans un campement militaire provisoire situé à une vingtaine de kilomètres de la coopérative, d'autres

4/ Amnesty International, communiqué de presse du 18 février 1981.
INDEX AI : AMR 34/01/81.

militaires en uniforme qui portaient soit le brassard de la Polícia Militar Ambulante (PMA) (police militaire mobile), soit la tenue de combat des unités de l'armée régulière, soit les uniformes rayés caractéristiques des kaibiles (forces spéciales anti-émeutes). Les troupes responsables de la tuerie seraient en garnison permanente à Poptun.

Les rescapés ont rémoigné qu'ils avaient été détenus du 17 au 24 juin, ligotés, sans rien boire ni manger; on les avait roués de coups, brûlés avec des cigarettes, soumis à des exécutions simulées, notamment à des exécutions au garrot et on leur avait recouvert la tête de cagoules en caoutchouc imprégnées de produits chimiques. D'autres prisonniers ont dit qu'on leur avait mis des "gaines" en caoutchouc sur les mains, les testicules, la gorge et les seins puis on y avait mis le feu ce qui dans certains cas avait brûlé la chair jusqu'à l'os avant que la gaine fût entièrement consumée.

Les survivants, dont le corps portait des marques de brûlures et de coups de machette, ainsi que les marques de liens sur les poeces, rapportent avoir entendu dire que d'autres habitants de leur village avaient subi les mêmes tortures et avoir la certitude que plusieurs de leurs amis et parents en sont morts. Ils ont entendu des camions emporter les corps qui, supposaient-ils, avaient été précipités dans la rivière Usumacinta qui coule non loin de là.

Autres cas récents de mises à mort collectives sans jugement

I

Au cours de la première semaine de février 1981, des militaires qui perquisitionnaient dans les hameaux de Papchalá, Patzal et Panimac dans la commune de Comalapa (province de Chimaltenango), auraient, dit-on, assassiné environ 168 paysans, hommes, femmes et enfants.

On rapporte qu'au nombre des victimes se trouvait un nouveau-né qui a été tué à coups de pied et dont la mère fut ensuite assassinée. Les corps auraient été emportés dans des camions pour être jetés dans des charniers clandestins où on les trouva quelques jours plus tard, l'odeur des corps en putréfaction ayant attiré l'attention. Ce cas a été relaté dans le New York Times du 7 mai 1981 où on lisait que les faits avaient été révélés par des missionnaires américains et d'autres personnes travaillant dans la région à des projets d'aide qui avaient ensuite été contraints de quitter la région.

II

Les 4, 5 et 6 février 1981, des militaires auraient fouillé toute la bourgade de Las Lomas, dans la commune de San Martín Jilotepeque (province de Chimaltenango également) et, auraient du camion qui les transportait, fait feu au hasard, en traversant les villages, tuant environ 85 hommes, femmes et enfants. Des corps féminins auraient été retrouvés pendus aux arbres, et les militaires auraient incendié les habitations et les récoltes et dépouillé les victimes. Les villageois qui avaient réussi à s'enfuir auraient subi un bombardement aérien. Chimaltenango étant située dans la région qui a le plus souffert du séisme de 1976, a le plus bénéficié des secours et aides sociales envoyés de l'étranger et il s'y est créé de puissantes organisations communautaires.

De toute évidence, celles-ci ont été considérées par les autorités comme des foyers d'opposition au gouvernement en place et la répression a été très cruelle dans la région. Bon nombre des personnes tuées au cours des derniers mois avaient reçu des lettres contenant des menaces de mort de l'ESA, qui se qualifie d'"escadron de la mort" de droite et qu'Amnesty International croit n'être en réalité que le pseudonyme d'un groupe de membres des services officiels de sécurité qui agissent sur l'ordre des autorités mais revêtent souvent la tenue civile pour procéder à des assassinats et à des enlèvements. Les événements du mois de février se seraient produits après le passage de guérilleros dans la ville.

III

En mars 1981, Chimaltenango a encore été le théâtre de répressions, au cours desquelles, en l'espace de deux semaines, 171 personnes ont été tuées, 43 ont "disparu" après avoir été enlevées et 16 ont été blessées. Dans la semaine du 8 au 15 mars, l'armée a emmené de force 2 paysans du village de Calante, dans la commune de San Miguel Uspantán (district de Quiché). Le 17 mars, des militaires sont retournés à Calante pour emmener avec eux tous ceux, hommes et femmes, qui s'y trouvaient. Le lendemain, 15 corps de femmes ont été retrouvés sur le bord de la route allant de Calante à Uspantán. Elles avaient toutes été décapitées. Pendant les deux dernières semaines du mois de mars, des incidents analogues auraient eu lieu dans des hameaux du Petén, situés le long de la route qui mène à Melchor de Mencos, et à la frontière avec le Belize, dont les villages de Macaché, la Unión, El Cruzadero et El Zapote. Il paraît que ces villages sont maintenant presque déserts car leurs habitants ont péri carbonisés dans leurs huttes incendiées ou ont été emmenés prisonniers. Leurs corps auraient été ensuite trouvés torturés et démembrés.

IV

Le 9 avril 1981, 23 personnes au moins, dont un enfant de 5 ans, ont paraît-il été tuées par 60 membres des services de sécurité qui avaient occupé le village de Chuabajito, toujours dans le district de Chimaltenango (voir documents d'Amnesty International AMR 34/22/81 et AMR 34/24/81). A 19 h 30, le jour du massacre, un groupe d'hommes a surgi de la forêt entraînant 12 habitants de villages voisins, ligotés. Les agresseurs, masqués, ont pénétré dans toutes les maisons de Chuabajito, demandant à voir les gens en les appelant par leur nom. Ils ont rassemblé 12 villageois dont les plus jeunes étaient adolescents et le plus âgé avait une cinquantaine d'années. Au moment où les prisonniers étaient poussés vers une école, la fille de l'un d'eux, qui courait derrière eux, a été tuée d'un coup de machette. A 20 h 30, ceux qui étaient restés au village ont entendu des coups de mitraillettes. Plus tard, s'étant hasardés à descendre la colline, ils ont trouvé 22 cadavres. On dit qu'ils auraient aussi trouvé respirant encore un homme qui avait la gorge tranchée, et qui serait mort peu après. Le journal vénézuélien Diario de Caracas du 14 avril a rapporté que deux autres villageois, Esteban Lovés (53 ans) et Santo Mayor Aguirre (31 ans), laissés pour morts, auraient été transportés pour être soignés à Chimaltenango, chef-lieu du district. L'auteur de l'article du Diario de Caracas précisait que ni l'un ni l'autre ne pouvait parler, car ils avaient reçu des coups de machette au cou et à la gorge et les médecins avaient dû pratiquer une trachéotomie pour les sauver. Les groupements de médecins d'Amnesty International ont lancé un appel au Gouvernement guatémaltèque en faveur de ces deux rescapés (voir document d'Amnesty International AMR 34/26/81) mais on n'a jamais su ce qu'il était advenu d'eux. Une semaine plus tard, l'armée a publié un communiqué dans lequel elle exprimait la peine que lui causait la tragédie cruelle de ce village, qu'aucune "force de sécurité ne défendait" et promettait que l'armée allait faire une enquête pour identifier les auteurs du massacre. L'enquête ne comportait

pas, semble-t-il, les dépositions des survivants et les villageois déclarent qu'ils n'ont vu depuis les événements ni militaire ni policier.

Entre-temps, le Sunday Times de Londres a rapporté le 25 mai 1981 que le chroniqueur politique américain Jack Anderson s'était procuré le texte d'un télex confidentiel du Département d'Etat dans lequel les fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Guatemala déclaraient soupçonner fortement que les assassinats étaient le fait d'un groupe de droite, constitué en escadron de la mort, jouissant de la complicité de l'armée guatémaltèque. Il était dit dans ce télex que la thèse de l'armée, qui attribuait le massacre à des guérilleros était difficile à croire. Il était dit en outre que les guérilleros ne se livraient pas à des massacres de ce genre et qu'en tout état de cause, ils n'auraient pas fouillé les maisons des paysans pour y chercher des armes. La conclusion du télex était que si les assaillants avaient été des guérilleros qui se seraient proposé de compromettre le gouvernement dans des atrocités, ils auraient porté l'uniforme.

V

Le 11 avril 1981, 24 paysans ont été tués dans le hameau isolé de Chinanbac, à 65 kilomètres à l'ouest de Guatemala-Ciudad. A cette occasion encore les autorités ont imputé le massacre à des éléments subversifs mais rien n'indique qu'une enquête officielle ait eu lieu.

VI

Le 15 avril 1981, des militaires sont arrivés au hameau de Cocob, dans la commune de Nebaj (district de Quiché) et ont assassiné neuf paysans qui rentraient des champs. Ils sont revenus le lendemain à Cocob et ont tué 60 personnes, c'est-à-dire tous les autres habitants du village, sans excepter les vieillards, les femmes et les enfants.

VII

Le 24 mai 1981, une unité de l'armée dont les membres étaient en tenue civile et obéissaient aux ordres d'un lieutenant serait arrivée dans la plantation San Francisco, commune de San Juan Cotzal (district de Quiché). Après avoir examiné les cartes d'identité des adultes, ils auraient fait mettre en rang les hommes, les femmes et les enfants et les auraient mitraillés sans discrimination, tuant 70 personnes et blessant les autres. Ce n'était pas la première fois qu'il y avait des exécutions sommaires massives à San Juan Cotzal; en juillet 1980, quatre officiers et 40 soldats auraient été tués par les guérilleros lors de l'attaque d'une caserne. Les guérilleros s'étaient retirés et les troupes des villes voisines étaient arrivées et avaient rassemblé la population sur la place centrale. Soixante personnes avaient été tuées. Les militaires se seraient alors retirés après avoir averti la population que si d'autres militaires étaient assassinés, ils reviendraient et tueraient 60 femmes et 60 enfants.

Une autre fois, en juillet 1980, à Quiché, des militaires arrivés en camions, jeeps et hélicoptères de l'armée, ont occupé le village de La Estancia à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu du district. Quatre paysans auraient été torturés sur la place publique puis tués par les militaires. Selon les rapports reçus, les victimes étaient deux frères du nom de Chavez et deux autres hommes appelés Morales et Tzoy qui furent brûlés vifs sous les yeux de leurs familles et dans le corps desquels on introduisit des bâtons dans le rectum, les oreilles, la bouche et les yeux alors qu'ils vivaient encore (voir document d'Amnesty International AMR 34/17/80 pour de plus amples

renseignements concernant les exécutions sommaires opérées en 1980 par l'armée à Nebaj, dans la province de Quiché, et le document AMR 34/11/79 pour des renseignements concernant les massacres commis par l'armée à Panzos dans le district d'Alta Verapaz en mai 1978).

VIII

A une autre occasion, près de la frontière mexicaine cette fois, 36 hommes, femmes et enfants au moins auraient été tués et cinq autres grièvement blessés dans le district Huaxix de San Mateo Ixtatan (province de Huehuetenango) juste après minuit, le 1er juin 1981. Au nombre des victimes se trouvaient huit enfants âgés de 5 à 10 ans. Un groupe d'hommes armés qui appartiendraient à l'armée guatémaltèque, est arrivé dans la ville en voiture, a forcé les portes des maisons de briques et de boue séchée à la lisière de la ville et a exécuté les victimes à la mitrailleuse en l'espace de 15 minutes. Ce massacre s'est produit peu après qu'un autre groupe armé eut traversé la ville, peignant sur les murs des slogans antigouvernementaux. Deux membres de l'armée sont venus après le massacre et ont fait une enquête très sommaire." 5/

- c) Extraits de la communication émanant de la Fédération démocratique internationale des femmes :

"CAS D'ASSASSINATS DE FEMMES ET D'ENFANTS"

- Parmi les nombreux cas de femmes assassinées au cours de 1980, nous relèverons ceux de dynamiques dirigeantes de l'UNAM (Union des femmes du Guatemala), à savoir RITA NAVARRO, licenciée ès lettres, professeur, GUADALUPE NAVAS, professeur à l'Université, avocate, LUCILA RODAS DE VILLAGRA, directrice de l'institut féminin de Quezaltenango et GUADALUPE NAVAS, poétesse, assassinée le 30 août 1980.

- Dans le domaine agricole San Luis Urriola, on a trouvé en novembre 1980 le corps sans vêtements d'une femme d'une trentaine d'années qui portait des traces manifestes de tortures. Les mains avaient été amputées et le visage était défiguré par de multiples blessures qui ont rendu impossible l'identification.

- JULIETA PATRICIA LINARES, âgée de 7 ans, est morte d'une rafale de mitrailleuse tirée par des inconnus sur son père, José Hector Linares, âgé de 65 ans. Ces faits se sont produits dans la localité de Moyuta Jutiapa lorsqu'un groupe d'une dizaine d'hommes non identifiés, armés de mitraillettes, ont tenté d'enlever M. Linares à son domicile.

CAS D'ASSASSINATS DE FAMILLES ENTIÈRES

- En novembre 1980, dans la localité de San Juan de Ostuncalco, trois familles de paysans ont été massacrées. Des policiers armés jusqu'aux dents firent irruption dans leurs modestes logements entre minuit et l'aube d'un dimanche et tuèrent de sang froid à l'aide d'armes à feu et d'arme blanche ROSALFO ALONZO LEON, âgé de 45 ans, BERNABELLA VAZQUEZ ROMERO, âgée de 40 ans, JUANA JUAREZ PEREZ, âgée de 25 ans, MARCOS ALONZO VICENTE, âgé de 45 ans, VICTOR ALONZO ROMERO, âgé de 18 ans, PABLO ALONZO ROMERO, âgé de 15 ans, FRANCISCO ALONZO ROMERO, âgé de 8 ans, ANGEL ALONZO JUAREZ, âgé de 11 ans, JULIANA ALONZO ROMERO, âgée de 7 ans, CECILIA ALONZO JUAREZ, âgée de 6 ans et BERNARDA ALONZO JUAREZ, âgée de 10 ans. Deux humbles habitations furent incendiées par les auteurs du crime qui prirent la fuite.

- Dans la localité de Cotapeque, dans le domaine agricole Palmira, en décembre 1980, ont été sauvagement assassinées FIDELINA VILLATORO, âgée de 55 ans, et ses filles, AURA ELENA VILLATORO, âgée de 30 ans, AMELIA SANTAY VILLATORO, âgée de 17 ans et ALICIA SANTAY VILLATORO, âgée de 9 ans.

- Dans la bourgade de Los Alonsos de Quetraltenango, 12 personnes ont été massacrées, dont sept mineurs.

- On a signalé, dans la région du Quiché, d'Ixil, de Kekchi et de Rio Negro, de nombreux cas d'assassinats de familles et de groupes de paysans indigènes qui tentaient d'empêcher l'armée de s'emparer de leurs terres.

CHARNIERS CLANDESTINS

En l'espace de quelques mois, on a découvert dans divers lieux du Guatemala des charniers clandestins où étaient enterrés des corps mutilés portant des traces manifestes de cruelles tortures ou défigurés pour empêcher l'identification des victimes.

On peut notamment mentionner :

- le charnier de Comalapa, Chimaltenango où on a trouvé 24 cadavres mutilés dans des sacs en polyéthylène.
- les cadavres de Jutiapa qui n'ont pu être identifiés.
- le charnier du département de Quetzaltenango (plus de 50 corps).
- le charnier de Zacapa (42 cadavres mutilés).^{6/}

d) Extraits de la communication émanant de la Fédération internationale des droits de l'homme :

"L'état de guerre civile n'est pas reconnu ouvertement, comme au Salvador. Toutefois, les estimations les plus prudentes chiffrent, pour le premier semestre à 30 par jour le nombre de morts, et à une dizaine, celui de "disparitions forcées" ou "séquestrations", soit plus de 5 000 morts et de 1 500 disparus en 6 mois. Il convient de préciser d'abord que ces chiffres doivent être considérés comme un minimum, car ils résultent d'une simple compilation de la presse locale, toujours en dessous de la réalité. (Etude faite notamment par les services de l'Ambassade de France.) Ensuite, ces données ne visent que le massacre des populations civiles, et ne tiennent pas compte des affrontements nombreux entre l'armée gouvernementale et les forces de guérilla.

Ces massacres, comme les disparitions, visent tous les secteurs de la population. Les paysans et indigènes sont les plus touchés, mais les communautés chrétiennes, les prêtres, religieux et religieuses, le secteur ouvrier, les juristes, intellectuels, professeurs, sont également atteints : 70 avocats tués ou disparus depuis ces trois dernières années; plusieurs prêtres et religieux également tués (7 en 1980-1981) ou disparus.

^{6/}Fédération démocratique internationale des femmes, lettre du 18 août 1981.

Il n'est pas aisé d'attribuer la responsabilité de ces massacres, qui sont le fait - dans la plupart des cas - de bandes paramilitaires, parfois de l'armée (comme ce fut le cas, par exemple, à PANZOS, en mai 1978, où furent massacrés 100 Indiens KEKCHI) ou des forces de sécurité (assaut de l'Ambassade d'Espagne et massacre consécutif de 30 paysans en janvier 1980).

Dans la plupart des cas, des cadavres sont retrouvés, en ville ou dans les campagnes, démunis de documents d'identité, tués par "des inconnus", comme le relate la presse.

Soulignons que les groupes paramilitaires opèrent au vu des autorités, certains étant d'ailleurs formés d'agents dotés de responsabilités de maintien de l'ordre." 7/

e) Extraits de la communication émanant du Conseil oecuménique des Eglises :

"Il sied de relever qu'il y a dix fois plus de victimes dans les rangs de la gauche que dans ceux de la droite.

L'enquête fait état de 201 cas d'enlèvements opérés devant témoins auxquels ont participé le plus souvent des hommes armés jusqu'aux dents parfois revêtus d'uniformes.

Quatre cent trente-quatre corps retrouvés portaient des marques de torture et/ou étaient mutilés et 483 cadavres n'ont pu être identifiés (peut-être parce que les noms des victimes n'ont pas été communiqués à la presse).

Selon les statistiques officielles de la police nationale pour les dix premiers mois de 1979, 3 240 personnes dont le corps portait des marques de torture ont été assassinées, c'est-à-dire si l'on prend ce chiffre pour le total de 1979, un nombre correspondant au double du taux établi par évaluation pour la période 1966-76.

Le rapport intitulé 'Violencia en Guatemala . 1979' faisant uniquement état d'articles de presse indique comme suit l'augmentation du nombre des victimes avant 1980 :

Janvier-juin 1978	Prés. Jaugerud.	62 victimes par mois
Juillet-décembre 1978.	Prés. Lucas.	94 victimes par mois
Janvier-décembre 1979.	Prés. Lucas.	114 victimes par mois

Les chiffres pour 1980 révèlent en tout état de cause un nouvel accroissement. Selon une source, il y aurait eu au total 542 morts entre le 11 et le 25 août. La même source indiquait une moyenne de 205 victimes par mois pendant le premier semestre de l'année 8/.

f) Extraits de la communication émanant du Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine :

"Le Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine (Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America) (ICCHRLA) (Canada) suit de près la situation des droits de l'homme au Guatemala depuis 1978. Le Comité a envoyé deux missions d'enquête au Guatemala en 1980 pour recueillir des témoignages de première

7/ Fédération internationale des droits de l'homme, déclaration sur le Guatemala, 26 août 1978.

8/ Conseil oecuménique des Eglises, "Human Rights violations in Guatemala", octobre 1980, p. 19.

main sur les violations des droits de l'homme tant dans la capitale que dans les campagnes. Les membres du Comité ont eu également de longs entretiens avec un certain nombre de Guatémaltèques qui se sont rendus au Canada en 1980 sur l'invitation d'organisations religieuses. Les renseignements obtenus au cours de ces entretiens comprennent les témoignages d'une délégation de cinq membres du Front démocratique de lutte contre la répression, recueillis lors de la visite officielle que la mission a effectuée au Canada en mai. Au cours de réunions avec des représentants du ministère des affaires extérieures, avec des membres du Parlement représentant les trois principaux partis politiques fédéraux et avec des personnalités ecclésiastiques et des dirigeants syndicaux, ces Guatémaltèques ont apporté des témoignages précis sur le régime de terreur systématique que les autorités guatémaltèques imposent à la population de ce pays.

Les témoignages que le Comité a recueillis aux sources les plus diverses nous incitent à penser que la situation des droits de l'homme au Guatemala s'est gravement détériorée en 1980 sous le gouvernement militaire du général Romeo Lucas García. Avec un bilan de 30 à 40 victimes par jour, la vague actuelle de répression est la pire qu'ait connue, à l'échelle nationale, l'histoire du Guatemala.

Le règne de la peur

Les membres du Comité qui se sont rendus au Guatemala en janvier-février et en juillet 1980 ont été immédiatement frappés par l'atmosphère de peur qui régnait dans tout le pays. À la fin janvier, nous avons interviewé quatre des paysans du Quiché qui s'étaient rendus dans la capitale pour demander une enquête officielle sur l'occupation militaire du Quiché et sur la répression brutale dont étaient victimes leurs concitoyens. Deux des paysans auxquels nous avons parlé ont été tués le jour suivant dans le massacre qui a eu lieu le 31 janvier à l'Ambassade d'Espagne et qui a fait 39 victimes - massacre qui a été perpétré par la police guatémaltèque bien que l'Ambassadeur d'Espagne Maximo Cajal y Lopez eût demandé au Gouvernement guatémaltèque de ne pas intervenir car personne dans l'ambassade n'était en danger. Nous avons entendu, vu et lu la version tendancieuse que le Gouvernement a donnée des événements de ce jour-là à la radio, à la télévision et dans les journaux. Nous avons assisté au cortège funéraire des paysans assassinés et nous avons constaté nous-mêmes la présence menaçante de la police et d'hommes en civil armés jusqu'aux dents (qui utilisaient des véhicules dont les plaques d'immatriculation étaient camouflées) à tous les coins de rue le long de la route suivie par l'immense cortège funéraire auquel ont participé entre cinq et six mille personnes. Au cours d'un séjour d'une semaine en juillet, nous avons constaté que le climat de terreur avait visiblement empiré. D'importants détachements de police et de personnel militaire étaient en évidence dans les rues de la ville et dans les campagnes. Presque toutes les entrevues que nous avons eues avec des membres de l'Église, des défenseurs des droits de l'homme, des travailleurs sociaux et avec des paysans et des chefs de groupes populaires n'ont été arrangées qu'avec la plus grande difficulté parce que beaucoup de gens vivaient sous une surveillance constante. Il a été pratiquement impossible de rencontrer des syndicalistes ou des professeurs et des étudiants de l'université nationale San Carlos en raison des incessants enlèvements et assassinats qui ont eu lieu dans ce secteur au cours des six premiers mois de 1980. Des douzaines de personnes que le Comité connaissait personnellement, après de longues années de rapports avec des organismes religieux canadiens, ont été forcées de quitter le pays pendant cette période parce que les menaces de mort ou la surveillance constante les empêchaient de vivre et de travailler normalement.

L'un des pays de l'hémisphère occidental où les droits de l'homme sont le plus gravement violés

Le brutal mépris du droit à la vie et de tous les autres droits de l'homme fondamentaux fait du Guatemala l'un des pays de l'hémisphère occidental où les droits de l'homme ont été le plus gravement violés en 1980. Disparitions, assassinats, menaces de mort, arrestations, attaques contre les activités et les locaux des syndicats, confiscation de terres appartenant à des paysans pauvres - dont la plupart sont des indigènes - attaques contre le clergé et les biens de l'Eglise ainsi que contre les universités et les organes d'information, tout cela fait partie de la violence que subit ce pays d'Amérique centrale. Le Council on Hemispheric Affairs - groupe de surveillance des droits de l'homme qui a son siège à Washington - estime que plus de cinq mille personnes ont été tuées en 1980. Il s'agit là d'une estimation très prudente, car certaines sources ont évalué le nombre des victimes à un chiffre situé entre quinze et vingt par jour et d'autres à un chiffre encore plus élevé depuis qu'on a découvert plusieurs charniers et qu'on a signalé des corps non identifiés portant des vêtements indigènes qui flottaient sur les rivières entre le Guatemala et le Mexique. Par exemple, on a signalé en mai 1980 que les restes d'au moins 26 corps avaient été trouvés dans un ravin profond près de San Juan Comalapa (Chimaltenango) par des étudiants qui cherchaient un résident local, Neemias Cumes, qui avait été enlevé peu de temps auparavant. Les corps découverts portaient des marques de tortures. La presse avait déjà signalé à plusieurs reprises la découverte d'inhumations clandestines dans plusieurs régions du pays. Il semble en outre que, vers cette époque, la rivière Chicoy dans le Quiche jouait le rôle d'un charnier car elle charriait tous les jours des cadavres non identifiés portant des marques de blessures par balle.

Un ancien haut fonctionnaire du Gouvernement guatémaltèque a fait, en 1980, des révélations stupéfiantes sur la participation de très hautes autorités civiles et militaires guatémaltèques aux opérations des escadrons de la mort, qui passent pour des commandos paramilitaires indépendants. Elias Barahona y Barahona, secrétaire de presse auprès du Ministre de l'intérieur, Donaldo Alvarez Ruiz, de 1976 à la mi-1980, a dit, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée lorsqu'il a cherché refuge au Panama, qu'il était, en réalité, membre de l'EGP (Ejercito Guerrillero de los Pobres) qui s'était infiltré dans le gouvernement. Dans ses dénonciations, Barahona a notamment affirmé que le Gouvernement guatémaltèque était directement responsable du massacre du 31 janvier 1980 qui avait eu lieu à l'Ambassade d'Espagne. Il a dit qu'il était présent lorsque le Président Lucas Garcia avait personnellement ordonné l'attaque de l'ambassade et aussi le jour suivant, lorsque les responsables du gouvernement avaient inventé de toutes pièces la version officielle des événements" 2/.

Article 5 - Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

"... Aucun détenu ou prisonnier ne peut se voir infliger des tortures physiques ou morales, des mauvais traitements, des punitions ou des contraintes infâmantes ou être molesté ou soumis à toute autre forme de coercition ..." Article 55 de la Constitution guatémaltèque.

20. Les documents examinés contiennent maintes allégations de violations de l'Article 5, en particulier d'exécutions opérées par moyens cruels ainsi qu'un grand nombre de récits de tortures, faisant état notamment :

2/ Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine, 22 janvier 1981, p. 53 à 55 du texte anglais.

- i) de coups répétés et de sévices sur la personne des détenus;
- ii) de mutilations;
- iii) d'exécutions sommaires par des méthodes cruelles et barbares.

21. Voici, à titre d'exemple, quelques extraits de ces documents :

a) Extraits de la communication émanant du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

"Des violations des droits de l'homme, telles que traitements dégradants, arrestations arbitraires et exécutions sommaires sont dénoncées régulièrement, en particulier dans les régions rurales où les guerilleros marxistes ont intensifié leur action violente contre le gouvernement, ses alliés et les milieux d'affaires. Les forces de sécurité guatémaltèques ont redoublé d'efforts pour éliminer les guerilleros. Des personnes innocentes sont souvent victimes d'actes de violence aveugle imputables à l'un ou à l'autre. Il est rare qu'on puisse distinguer entre la violence d'inspiration politique et la violence provenant de motifs d'ordre privé. L'Article 55 de la Constitution et l'Article 10 du Code de procédure criminelle interdisent la torture. Les services de sécurité de l'Etat sont accusés d'infliger des tortures et d'autres traitements arbitraires et injustes. Selon la presse guatémaltèque, c'est chose courante que les corps des victimes assassinées portent des marques de torture ou de mutilations. Rien ne donne à penser qu'un seul des auteurs de ces sévices ait jamais fait l'objet de sanctions" 10/

b) Extraits d'une communication de la Fédération internationale des droits de l'homme :

La plupart des cadavres trouvés sont affreusement mutilés et portent des marques distinctes de tortures; celle-ci est érigée en système d'interrogatoire, et très souvent suivie de mort. Les témoignages sont difficiles à recueillir; nous avons pu toutefois rencontrer un jeune paysan du Quiché qui avait réussi à s'enfuir, avec 4 de ses compagnons, après un mois et demi de tortures quotidiennes (yeux bandés, station debout prolongée, brûlures à l'électricité et au chalumeau, torture psychologique, etc.)

La Constitution de 1965 prévoit, dans son article 79 une forme d'"Habeas Corpus", appelée "recours en exhibition personnelle", mais ce texte, comme le Code pénal de 1973 interdisant l'arrestation arbitraire et la séquestration, reste inappliqué; la police ne se livre jamais à une enquête sérieuse lors de la découverte de cadavres ou à l'occasion de disparitions. Les Magistrats s'avouent impuissants face à l'ampleur du phénomène. En 20 ans un seul recours a abouti (en 1978) à la présentation de la personne disparue.

Il convient donc de souligner que le Guatemala ne compte pas de prisonniers politiques : la forme d'élimination des adversaires politiques est l'assassinat pur et simple." 11/

10/ Country Reports on Human Rights Practices, 2 février 1981, p. 441-442.

11/ Fédération internationale des droits de l'homme, déclaration sur le Guatemala, 26 août 1978.

- c) Extraits de la communication émanant du Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine :

"Paysans torturés"

Au cours de cette même période l'agglomération de San Martin Jilotepeque a été envahie par l'armée à plusieurs reprises. Les soldats ont fouillé les maisons, saccageant les intérieurs et cherchant les dirigeants du CUC. Six paysans ont été enlevés et on les a torturés pendant quatre jours pour essayer d'en tirer des informations permettant de localiser des paysans portés sur la liste de l'armée.

A Parramos, le 30 septembre, à 9 heures, plusieurs inspecteurs en civil accompagnés de 10 policiers en uniforme se sont rendus chez un paysan et ils ont accusé la famille de fabriquer des bombes. Dans une autre maison, ils ont accusé la famille de cacher des armes et, ne trouvant pas le chef de famille chez lui, ils ont battu son épouse et ses enfants, volé leurs produits artisanaux, leur argent et une machine à écrire.

Les Canadiens se sont particulièrement émus (parce qu'il s'agissait d'un citoyen des Etats-Unis qui avait séjourné et travaillé au Canada) de l'enlèvement, de la torture et du meurtre de Kai Yutah Clouds (également connu sous le nom de Veit Nikolaus Stoscheck). Cet homme de 32 ans était un membre actif de la Société religieuse des Amis (Quakers) et un adepte convaincu de la non-violence. Il travaillait avec les indigènes du Guatemala, s'occupant principalement de la lutte phytosanitaire et de l'agriculture avec des engrais organiques. D'après ce qu'ont rapporté des témoins oculaires, il a été établi que le 10 octobre, à 13 h 15 environ, cinq hommes en civil armés jusqu'aux dents (que l'on dit être des membres des forces de sécurité) l'ont enlevé à Chilmaltinango, à 100 m du parc central du village, l'ont frappé à la tête avec un fusil et jeté dans une Honda Civic rouge (un modèle de véhicule communément utilisé par les forces de sécurité). Son corps a été retrouvé par la suite dans la ville d'Antigua; il portait à la tête des marques de blessures multiples et selon les estimations, il serait mort le 11 octobre, à 4 heures du matin." 12/

- d) Extraits des allégations émanant d'Amnesty International :

"Des rescapés ont déclaré être restés ligotés du 17 au 24 juin, sans nourriture ni boisson, avoir été frappés et nourrés de coups de pied, brûlés avec des cigarettes, soumis à des simulacres d'exécution ou poussés jusqu'au seuil de l'asphyxie et coiffés de capoules en caoutchouc imprégnées de produits chimiques. Dans d'autres cas, les tortionnaires plaçaient sur les mains, les testicules, la gorge et la poitrine de certains des prisonniers des "gaines" auxquelles ils mettaient le feu et qui parfois avaient brûlé la chair jusqu'à l'os avant de se consumer.

Le corps des rescapés portait des traces de brûlures et de coups de machette ainsi que des marques de liens sur les poignets. Ils ont déclaré avoir entendu dire que d'autres habitants de leur village avaient subi les mêmes tortures et avoir la certitude que certains de leurs parents et amis en étaient morts. Ils avaient entendu des camions qui emportaient des cadavres qui - supposaient-ils - étaient ensuite précipités non loin de là dans la rivière Usamacinta." 13/

12/ Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine, 22 janvier 1981, p. 65 du texte anglais.

13/ Amnesty International, 25 août 1981, AI INDEX : AMR 34/39/81.

Articles 6-11 : concernant la reconnaissance de la personnalité juridique, le droit à une égale protection de la loi, le droit à un recours effectif, le droit de ne pas être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé, le droit de faire entendre équitablement et publiquement sa cause et le droit d'être présumé innocent :

"Toute personne a le droit de libre accès devant les tribunaux pour exercer ses actions conformément à la loi.

Les étrangers pourront recourir à la protection diplomatique uniquement dans les cas de déni de justice. Le seul fait qu'une décision soit contraire à leurs intérêts ne sera pas considéré comme tel. Dans tous les cas, les recours juridiques prévus par les lois guatémaltèques devront avoir été épuisés."

"Quiconque se trouve illégalement arrêté, détenu ou entravé de quelque manière que ce soit dans la jouissance de sa liberté individuelle, menacé de perdre sa liberté ou victime de vexations, même s'il a été emprisonné ou détenu en vertu de la loi, a le droit de demander à sa présentation immédiate devant les tribunaux judiciaires que ce soit pour être remis en liberté, pour faire cesser les vexations ou pour mettre fin à la contrainte à laquelle il est soumis. Si le tribunal ordonne la mise en liberté de la personne illégalement détenue, celle-ci sera libre sur-le-champ. Si on le demande ou si le juge ou le tribunal l'estime opportun, la présentation aura lieu à l'endroit où se trouve le détenu, sans avis préalable ni notification aux parties. Il est obligatoire que le détenu en faveur duquel a été présenté le recours d'habeas corpus se présente en personne. Les autorités qui ordonneraient de cacher le détenu ou refuseraient de l'amener devant le tribunal compétent, ou fausseraient de toute autre manière le jeu de cette garantie, ainsi que ceux qui exécuteraient leurs ordres, seront coupables du délit d'enlèvement et encourront les sanctions prévues par la loi."

"Toute personne a le droit de réclamer protection (amparo) dans les cas suivants :

1. Pour se faire maintenir ou rétablir dans la jouissance des droits et garanties qu'établit la Constitution.

2. Pour faire déclarer, dans des cas particuliers, qu'une loi, un règlement, une décision ou un acte de l'autorité ne lui est pas applicable, du fait qu'il porte atteinte à l'un quelconque des droits garantis par la Constitution ou le limite."

Ce sont les articles 24, 25 et 29 de la Constitution guatémaltèque.

22. Bien que la protection des droits de l'homme soit prévue par la loi, les documents fournis allèguent que le système judiciaire ne fonctionne pas correctement du fait que des mesures d'intimidation sont prises à l'encontre des juges et des avocats. Des personnes sont arrêtées par des groupes paramilitaires, emprisonnées et torturées comme s'il n'existait pas la moindre garantie légale.

23. On trouvera ci-après des extraits des documents précités :

a) Extraits de la documentation communiquée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

"L'article 55 de la Constitution garantit une procédure régulière aux personnes traduites en justice. Ces personnes bénéficiaient généralement d'un procès public équitable. Les tribunaux sont indépendants du pouvoir exécutif ou militaire. Les magistrats de la Cour suprême élus par le Parlement désignent à leur tour les juges des instances inférieures. En vertu de la loi guatémaltèque, les avocats peuvent voir leurs clients une fois que l'inculpation a été prononcée au cours d'une audience préliminaire qui doit avoir lieu dans les 48 heures suivant l'arrestation. Le tribunal désigne un défenseur d'office si l'accusé n'a pas d'avocat personnel.

L'article 259 de la Constitution dispose que, sauf cas d'urgence, les tribunaux militaires n'ont compétence pour juger des civils que si ces derniers ont agi en tant que chefs ou dirigeants d'une action armée contre les pouvoirs publics. L'organisation, la composition et les fonctions de ces tribunaux sont régies par le code de justice militaire complété par la législation ordinaire. Aucun civil n'a été jugé par un tribunal militaire au cours des dernières années. Les jugements d'un tribunal militaire comme ceux des instances civiles sont susceptibles d'appel à un tribunal civil de niveau supérieur.

Malgré les garanties constitutionnelles et légales, on s'accorde généralement à dire que l'appareil judiciaire ne fonctionne pas efficacement parce que les juges, les avocats, les parties aux procès et les témoins sont en butte à des mesures d'intimidation. La crainte qu'inspirent les menaces de représailles violentes explique que les condamnations soient rares. Trois juges et six avocats au moins ont été assassinés en 1980, apparemment victimes de représailles. Selon le rapport de la Commission internationale de juristes pour 1979, les opérations des forces paramilitaires ont eu raison des institutions judiciaires et de la primauté du droit 14/."

b) Extraits de la communication du Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine :

"Dix-sept dirigeants syndicaux et un administrateur catholique ont été enlevés le 24 août 1980 alors qu'ils participaient à un séminaire à 'Emaus Medio Monte', exploitation agricole servant de centre de retraite qui appartient au diocèse d'Escuintla, sur la côte sud du Guatemala. Le gouvernement affirme ne rien savoir de cet enlèvement massif et n'y être pour rien. Des sources dont dispose l'ICCHRLA indiquent toutefois que le gouvernement a directement participé à l'opération de la manière suivante : l'opération a été menée par Alfonso Ortiz, chef adjoint du service d'enquête de la police nationale, avec des éléments de l'armée; les syndicalistes ont été forcés, sous la menace des revolvers, de monter dans plusieurs véhicules appartenant aux forces de sécurité d'Etat (deux des véhicules portaient des plaques d'immatriculation gouvernementales P - 78165 et P - 78077); les syndicalistes ont été conduits dans les garages du service d'enquête de la police nationale de Guatemala City où ils ont été battus et torturés sous la direction de Pedro Arredondo, récemment nommé chef du service d'enquête de la police nationale. En dénonçant cet incident, l'évêque Mario Enrique Rios Mont (diocèse d'Escuintla) a rendu le gouvernement responsable de l'enlèvement; l'évêque a reçu par la suite des menaces de mort à cause de cette dénonciation 15/."

c) Extraits de la communication du Conseil oecuménique des Eglises :

"Selon Amnesty International, toutefois, il est rare que le recours d'habeas corpus permette de retrouver les personnes disparues dans les affaires politiques. Il semble certes que les autorités judiciaires cherchent à appliquer la procédure mais il est manifeste que, sans la collaboration des services de sécurité, elles ne sauraient s'acquitter de leur tâche."

Dans le cas que cite Amnesty International dans le même rapport, un militant politique détenu alors que le président Arana Osorio était au pouvoir a présenté plusieurs recours d'habeas corpus qui ont été rendus vains par les autorités, qui,

14/ Country Report on Human Rights Practices, 2 février 1981, p. 443.

15/ Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine, 22 janvier 1981 p. 58 du texte anglais.

l'ayant fait étendre pieds et poings liés sur le plancher d'une camionnette, firent, une semaine durant, circuler le véhicule à travers la capitale aux heures où les représentants du pouvoir judiciaire se rendent normalement dans les locaux de détention.

La situation semble s'être aggravée, selon un rapport ultérieur d'Amnesty qui fait état d'un cas datant de 1979 où les autorités judiciaires elles-mêmes ont enfreint les dispositions de la Constitution.

Yolanda de la Luz Aguilar Urizar, âgée de 16 ans, fille d'une avocate des syndicats, Yolanda Urizar de Aguilar, a été arrêtée, emprisonnée et torturée avec une autre personne pour avoir distribué des tracts protestant contre l'assassinat du dirigeant syndical Miguel Archila. La quarantaine de demandes d'habeas corpus qui furent présentées en son nom pendant les sept heures qu'a duré sa détention furent toutes rejetées" 16/.

- d) Communication de la Commission internationale de juristes concernant des sévices infligés à des juristes au Guatemala :

"Communications sur les actes de violence dirigés
contre des avocats et des magistrats au Guatemala

Depuis sa création en 1978, le Centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats reçoit des rapports concernant les actes de violence dirigés contre les membres de la profession juridique au Guatemala. Nous avons reçu, récemment, des informations au sujet de quinze autres cas de disparitions ou d'assassinats de juristes, de magistrats et de professeurs des facultés de droit, qui ont eu lieu fin 1980 et début 1981. Le nombre de personnes assassinées ou portées disparues au Guatemala, de janvier 1980 à janvier 1981 atteint ainsi le chiffre de trente-cinq.

Ce chiffre représente un dramatique accroissement par rapport au nombre d'incidents analogues signalés au cours des années précédentes. Une campagne aussi vaste et aussi violente est presque sans précédent en Amérique latine. Elle ne peut qu'entraîner les conséquences les plus graves sur la possibilité qu'ont les magistrats et les avocats de remplir leurs obligations professionnelles sans peur et en toute indépendance, ainsi que sur le droit de tout citoyen de revendiquer efficacement la protection de ses droits légaux, à travers l'appareil judiciaire.

Le genre d'activité professionnelle des victimes constitue la seconde caractéristique de cette campagne de violence. Parmi les victimes, on compte des juristes exerçant des activités diverses, mais les spécialistes du droit du travail, et qui exercent leur profession au 'Bufete Popular' de l'Université en représentant des organisations indigènes ou paysannes, ont été particulièrement visés. De la même manière, il semble évident qu'au moins dans certains cas, c'est en raison de leurs activités professionnelles que des magistrats ont été la cible de ces actes de violence. Tel fut le cas des assassinats des juges Marroquin, Villagran et Valdez en septembre 1980, relatés dans la liste ci-jointe. On peut donc penser qu'il s'agit d'un effort délibéré, de la part des responsables, pour priver réellement certains secteurs de la société des droits reconnus par le droit guatémaltèque, ainsi que pour décourager l'exercice impartial du pouvoir judiciaire.

A partir des cas relatés dans la liste ci-jointe, il faut bien noter que les assassinats et les disparitions ont lieu le plus souvent dans la journée, dans des quartiers animés de la ville ou dans la banlieue, et que les méthodes employées

16/ Conseil oecuménique des Eglises, "Human rights violations in Guatemala", octobre 1980, p. 9 et 10.

sont presque toujours les mêmes. A notre connaissance, dans aucune des affaires signalées dans cette communication les responsables n'ont été traduits en justice. Cela pourrait corroborer l'accusation souvent exprimée de l'approbation, voire de la collaboration, des forces de sécurité dans cette série d'actes de violence.

Voici quelques détails sur les assassinats et les disparitions qui ont eu lieu récemment :

Jaime Rafael Marroquin Garrido, juge au Tribunal correctionnel de Guatemala City, fut assassiné le 9 septembre 1980 à 14 h 45, alors qu'il traversait la capitale en voiture, par deux hommes tirant des coups de feu d'une motocyclette. Il fut allégué que le juge s'était occupé de certains procès politisés et avait reçu des menaces de mort. On ne lui connaissait aucune activité ou appartenance politique.

Cristobal Arnulfo Villagran Diéguez, adjoint juridique du juge Marroquin, a été tué lors du même attentat.

Hector Augusto Valdez Diaz, 54 ans, membre du même tribunal, a été assassiné le 16 septembre 1980, le jour même où il devait se charger des affaires assignées auparavant au juge Marroquin. Le juge Valdez fut mitraillé par des hommes tirant d'une voiture et d'une motocyclette, alors qu'il se rendait à son travail à 7 heures, au volant de sa voiture.

Fulgencio Napoleon Rivas Herrera, avocat bien connu dans la ville de Huehuetenango, fut lui aussi assassiné le 16 septembre 1980. Le soir, alors qu'il fermait son cabinet, deux hommes arrivés à bord d'une voiture le mitraillèrent à bout-portant.

César Augusto Santallana Hernandez, juge de paix d'Escuintla, fut enlevé le 24 septembre 1980 par un groupe d'hommes armés.

Ricardo Galindo Gallardo, avocat. On a signalé sa disparition après son arrivée à Guatemala par un vol en provenance de Panama, le 6 octobre 1980. Nous ne disposons pas d'autres renseignements sur cet événement.

Pablo Emilio Valle de la Pena, avocat réputé, spécialiste en droit du travail, a été assassiné le 10 octobre 1980. Alors qu'il était au volant de sa voiture dans une banlieue de Guatemala City il fut mitraillé à partir d'une voiture en marche.

Rodolfo Montoya Guzman, conseiller juridique au cabinet d'assistance juridique de la branche de l'Université de San Carlos fonctionnant à Escuintla, a été assassiné le 17 octobre 1980. Il fut mitraillé chez lui, devant son épouse et ses trois enfants.

Rigoberto Aroche, juge de paix à San José, Escuintla, fut retrouvé mort par strangulation le 16 novembre 1980.

Leonel Roldan Salguero, 42 ans, spécialiste des sciences sociales et titulaire d'une chaire à la faculté de droit de l'Université de San Carlos fut enlevé dans la capitale alors qu'il se rendait à son travail au volant de sa voiture. Son épouse, qui l'accompagnait, fut mitraillée au cours de l'incident. Dix-huit jours plus tard, le cadavre du professeur Roldan fut découvert sur l'autoroute, à quelques kilomètres de la capitale. Il portait de nombreuses blessures par balles et des traces de tortures.

Miguel Angel Currichiche Gomez, avocat, dont les bureaux se trouvaient à Chimaltenango et à Guatemala City, fut abattu le 20 novembre à 13 heures dans la capitale par des rafales de mitrailleuse alors qu'il circulait en voiture. Son fils, âgé de quatorze ans et un autre homme qui voyageait avec lui ont aussi été tués au cours de l'attentat. M. Currichiche était le représentant légal d'une association d'indigènes de Comalpa.

Gilberto Jiménez Gutierrez, Contrôleur général des Cours, a été assassiné à Guatemala City le 12 décembre 1980. Avant d'assumer ces fonctions il avait exercé sa profession à titre privé, rempli la fonction de juge à un tribunal civil et fonctionné également comme l'homme de confiance d'un ancien président de la Cour suprême du Guatemala. A l'époque de son assassinat, il était suspendu pour quelque temps de ses fonctions de Contrôleur général pour des raisons qui n'avaient pas été rendues publiques. Il fut tué à bout portant par des rafales de mitraillette provenant d'une camionnette, à 13 heures, alors qu'il rentrait chez lui en voiture, pour le déjeuner. Son chauffeur fut tué au cours de cet attentat.

Augusto Sac Necancoj, 70 ans, avocat, fut assassiné le 16 décembre 1980. Il se rendait chez lui, au sortir de son cabinet, lorsque sa voiture fut arrêtée sur l'autoroute. On l'en fit sortir et on le tua par balles. M. Necancoj était membre du Partido Revolucionario, qui participe au gouvernement de coalition, mais il n'avait pas eu d'activité politique au cours des dernières années. Il était membre de l'Association des professionnels indigènes.

Saul Najarro Hernandez, avocat, fut assassiné le 21 janvier au matin, lorsqu'il arrivait à son cabinet dans le centre de la capitale. Les témoins signalent que ses agresseurs essayèrent de l'enlever, mais il résista et fut abattu de neuf coups de feu. A l'époque de son assassinat, M. Najarro, ancien juge, était engagé dans plusieurs affaires importantes. Il avait fait l'objet de menaces de mort, et selon certaines informations, il avait demandé la protection de la police.

Abel Lemus Véliz, 45 ans, avocat, fut assassiné le 27 janvier 1981. A midi, alors qu'il circulait dans la capitale au volant de sa voiture, il fut abattu à coups de feu tirés par ses agresseurs d'une voiture en marche. Avocat très actif en droit pénal et en droit civil, M. Lemus était également Secrétaire aux affaires des travailleurs et des paysans du FUR, parti social-démocrate.

Parmi les agressions récentes, nous signalons la tentative d'enlèvement dirigée contre l'avocat Fredy Rolando Rios Cifuentes, aux alentours du 7 novembre 1980 à Mazatenango, les blessures infligées au juge de paix Oscar Armado Gomez Figueroa de Chichicastenango aux alentours du 28 décembre 1980 et la tentative d'assassinat dont le licencié en droit (Licenciado in fieri) Eliézer Nehemias Cifuentes y Cifuentes fut la victime, fin 1980, à Chimeltenango." 17/

Article 19 : Concernant le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le droit de chercher, de recevoir et de répandre les informations

"Est libre, sans censure préalable, la manifestation de la pensée."

Article 65 de la Constitution guatémaltèque

a) Extraits de la communication du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

"La Constitution garantit la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de culte. Toutefois, le climat de violence politique qui règne empêche l'exercice de la liberté d'expression. L'Association interaméricaine de la presse a exprimé l'inquiétude qu'engendre l'atmosphère d'insécurité dont souffre l'action de la presse et les associations locales de moyens d'information ont déploré

la violence qui en 1980 a frappé plus d'une douzaine de leurs membres d'appartenance politique diverse. Les enquêtes ouvertes sur la mort de ces personnes n'ont pas abouti. Néanmoins, la presse et la radio-télévision critiquent souvent les autorités et la police sans faire l'objet de censure ni de représailles, continuent à diffuser des annonces payantes émanant de groupes militants d'opposition de gauche et rendent compte des attaques contre le gouvernement dans les bulletins d'information. L'office de la censure cinématographique a empêché la projection dans le circuit commercial du film américain "Norma Rae", qui traitait de l'organisation de syndicats en Amérique du Sud 18/."

b) Extraits de la communication de la Fédération démocratique internationale des femmes :

"- La journaliste IRMA FLAQUER a été enlevée le 16 octobre 1980 en plein centre de la capitale par un petit groupe d'hommes armés jusqu'aux dents, membres des forces paramilitaires du régime guatémaltèque. Son fils Fernando Valle, âgé de 23 ans, qui l'accompagnait, a été tué par balles alors qu'il essayait de la protéger. Irma Flaquer n'a pas reparu.

- Le 19 décembre 1980, dans la matinée, ALIDE FOPPA, journaliste et professeur de renom, a été enlevée. Elle était venue du Mexique, où elle habitait, au Guatemala pour voir sa mère qui était malade. Selon des témoins oculaires, elle a été emmenée par un groupe d'hommes armés jusqu'aux dents dans sa propre voiture et en compagnie de son chauffeur, Ajtún Chiroy, pour une destination inconnue. A ce jour elle n'a pas reparu.

- En janvier 1981, ZOILA ORBELINA MORALES, écolière âgée de 13 ans, et PATRICIA RAMOS GOMEZ sa mère, âgée de 48 ans, ont été enlevées. Le jour suivant le père a trouvé le cadavre de la fillette à quelques mètres de son domicile." 19/

c) Extraits de la documentation envoyée par le Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine :

"La liberté d'expression et d'information est sérieusement compromise aujourd'hui au Guatemala, où les moyens de répression les plus brutaux sont utilisés : menaces à l'adresse des journalistes qui critiquent les pouvoirs publics, puis assassinat s'ils ne tiennent pas compte des avertissements. Au cours des huit premiers mois de 1980 seulement, 13 journalistes de la presse et de la radio ont été assassinés. Trois autres, qui ont "disparu", étaient entre les mains de la police quand ils ont été vus pour la dernière fois. Chacune de ces victimes avait été préalablement avertie qu'elle devait cesser d'exprimer des critiques à l'égard des autorités guatémaltèques. En outre, depuis mai 1980, près d'une vingtaine de personnes travaillant pour les médias et notamment des journalistes de la presse écrite, des directeurs et des présentateurs de radio et des professeurs de journalisme ont fui le Guatemala après avoir reçu des menaces de mort (voir Amnesty International, AMR 34/47/80, 27 août 1980).

Cette violence à l'encontre des médias met en lumière l'extension croissante de la répression, qui vise à réduire au silence les voix de la critique et à supprimer les sources d'information sur la situation actuelle au Guatemala, et elle témoigne de l'orientation totalitaire des auteurs de la répression et de leur volonté arrêtée de saper les fondements de la démocratie.

18/ Country Report of Human Rights Practices, 2 février 1981, p. 445 et 446.

19/ Fédération démocratique internationale des femmes, 18 août 1981, p. 4.

Parmi les informations que l'ICCHRLA a reçues de sources dignes de foi, nous nous bornerons à citer quatre cas d'assassinat de journalistes, qui tous ont eu lieu en octobre 1980, pour montrer la forme de répression utilisée contre les médias :

- Le 24 octobre, Gaspar Culan, directeur de La Voz de Atitlan, station de radio installée à Santiago Atitlan, a été enlevé à son domicile, torturé et assassiné. Cette station de radio, qui a l'appui d'institutions internationales comme Christian Aid, le World University Service et War on Want, émet des programmes éducatifs dans les langues indiennes locales. L'assassinat de Culan a eu lieu au cours d'une occupation militaire de Santiago Atitlan.
- Le présentateur de radio Felipe Zapeta a été enlevé et tué à Santa Cruz del Quiche, chef-lieu de district. Zapeta faisait des émissions en langue quiche.
- Le journaliste Victor Hugo Pensamiento Chavez, journaliste qui travaillait pour plusieurs journaux et stations de radio, a été tué par balles alors qu'il quittait le bureau de poste d'El Progreso. Il était connu pour avoir rendu compte de façon complète et en s'appuyant sur des documents sérieux d'une tentative de spoliation de terres indiennes à Santa Maria Xalapan.
- Irma Flaquer, journaliste connue dans toute l'Amérique centrale pour son travail à La Hora et plus récemment à La Nacion, a été grièvement blessée et kidnappée dans le centre de la ville de Guatemala, le 16 octobre. Elle circulait en voiture avec son fils, Fernando Valle Flaquer, âgé de 23 ans, quand des agents des autorités en tenue civile, qui se trouvaient dans un véhicule en marche, ont ouvert le feu avec des armes de gros calibre. Le fils a été tué sur le coup; Mme Flaquer a été enlevée; on ne l'a ni vue ni entendue depuis et on pense qu'elle est morte. Quelques mois plus tôt, elle avait été contrainte de démissionner de son poste de rédactrice en chef associée de La Nacion après une longue persécution : menaces répétées, tentative d'enlèvement par la police nationale tandis qu'elle faisait son métier de journaliste et blessures graves par l'explosion d'une bombe placée dans sa voiture, à la suite de critiques formulées contre le général Carlos Arana Osorio. Mme Flaquer était la fondatrice de la Commission guatémaltèque des droits de l'homme et sa coordonnatrice jusqu'au 19 juillet, date à laquelle elle a annoncé, dans une lettre ouverte publiée dans La Nacion, la dissolution de la Commission en raison de la répression brutale exercée par le régime guatémaltèque qui empêchait les membres de la Commission de s'acquitter de leurs tâches et rendait la Commission inefficace." 20/

Article 21 : Concernant le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays et l'organisation d'élections honnêtes, ayant lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret.

"Les droits et les devoirs suivants sont inhérents à la citoyenneté :

1. Le droit d'élire et d'être élu.
2. Le droit d'accéder aux emplois publics.
3. Le droit de veiller à la liberté et à l'efficacité du suffrage et à l'honnêteté des opérations électorales."

"Le vote est universel et secret; il est obligatoire pour ceux qui savent lire et écrire et facultatif pour les analphabètes."

"L'Etat garantit la libre formation et le libre fonctionnement des partis politiques obéissant à des normes et à des principes démocratiques.

Sont interdits la formation de partis ou d'organisations qui défendent l'idéologie communiste et qui, par leurs tendances doctrinaires, leurs moyens d'action ou leurs liens internationaux, attentent à la souveraineté de l'Etat ou sapent les fondements de l'organisation démocratique du Guatemala."

Articles 14, 19 et 27 de la Constitution guatémaltèque.

a) Extraits de la communication du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

"Pendant la plus grande partie des deux dernières décennies, la politique guatémaltèque a été dominée par les militaires. La Constitution fixe les conditions dans lesquelles doivent avoir lieu les élections. Sauf au niveau le plus élevé, les fonctions publiques sont exercées par des civils. Les élections de 1978 ont donné le pouvoir à une nouvelle administration, les militaires conservant leur suprématie traditionnelle. Désignés par les partis politiques civils, les trois candidats étaient des officiers dont l'un était à la retraite. Bien que libres et librement discutées, les élections présidentielles de 1978 ont été entachées de fraudes dénoncées de toutes parts. Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité requise, c'est le Congrès qui a choisi le Président comme le prévoit la Constitution. Le général Lucas, qui avait réuni le plus grand nombre de suffrages populaires (42 %), a été proclamé vainqueur. Environ 65 % des électeurs inscrits s'étaient abstenus.

Les partis d'opposition existent mais sont dans l'incapacité de constituer une opposition viable et efficace en raison des menaces de violence et d'assassinat. Des hommes politiques et des militants ont été assassinés. Le gouvernement actuel a autorisé quatre partis supplémentaires. Au total sept partis politiques, dont trois partis d'opposition et plusieurs comités locaux ont participé aux élections municipales de 1980. Toutefois, six ou sept dirigeants d'un parti de gauche officiellement enregistré ont été tués au cours des trois mois qui ont précédé le scrutin et ce parti n'a donc pas présenté de candidat. Les opérations électorales proprement dites ont été considérées dans l'ensemble comme techniquement correctes et libres. Environ 30 % des électeurs inscrits ont voté. L'inscription et le vote sont théoriquement obligatoires pour tous les adultes sachant lire et écrire, qui sont la minorité, mais facultatifs pour les analphabètes.

L'article 43 de la Constitution interdit la discrimination fondée sur le sexe, mais des préjugés d'ordre historique, culturel et social font que les femmes sont reléguées dans une position inférieure. Le taux d'analphabétisme est plus élevé parmi elles, mais elles sont de plus en plus nombreuses à tirer parti des possibilités d'accès à l'enseignement supérieur et constituent le quart de l'effectif universitaire. Les femmes peuvent conclure un contrat de mariage qui leur permet de reprendre, après dissolution de la communauté, tout bien qu'elles ont apporté. Les hommes jouent encore un rôle prépondérant dans la vie politique et publique." 21/

b) Extraits de la documentation communiquée par le Conseil oecuménique des Eglises :

"Quand le Président Lucas est arrivé au pouvoir en juillet 1978, il a déclaré qu'il autoriserait l'enregistrement de tous les partis politiques de façon à introduire le pluralisme dans la vie politique et on a pu espérer que cela aboutirait à une élection présidentielle véritablement démocratique en 1982.

En fait, le gouvernement Lucas a fait le contraire. Certains partis politiques ont bien été enregistrés, mais bon nombre de dirigeants des formations de caractère social démocratique ont été assassinés." 22/

c) Résolution adoptée le 15 septembre 1980 par le Conseil interparlementaire, au sujet du cas du député Alberto Fuentes Mohr :

Rappelant qu'il ressort de la communication reçue par le Comité spécial que le député Alberto Fuentes Mohr a été assassiné le 25 janvier 1979, vers 13 heures, sur la voie publique alors qu'il sortait du Palais du Congrès national, à Guatemala City; que quelques jours avant d'être assassiné, il avait reçu des menaces de mort s'il persistait à vouloir inscrire à l'Office du registre électoral du Guatemala le Parti socialiste démocratique dont il était le fondateur; que l'un des témoins de l'assassinat, l'ancien agent de police Alvarado, a été enlevé à son domicile l'après-midi même du crime et assassiné à son tour; et qu'il ressort d'informations transmises en mars 1980, en réponse aux demandes du Conseil, par le Congrès national, les autorités gouvernementales et la Cour suprême du Guatemala qu'une procédure d'enquête (No 109/79) ouverte le 25 janvier 1979 et conduite par le premier juge de la 9ème Cour pénale de première instance, en est encore à la phase d'instruction, que de ce fait et en application de la législation en vigueur, le contenu du rapport d'enquête produit par la section judiciaire du Ministère public ne peut être divulgué et que le Ministère public, agissant au nom de l'Etat, s'est constitué partie plaignante,

Considérant qu'il ressort d'autres éléments d'information versés au dossier que l'assassinat du député Fuentes Mohr s'inscrit dans un contexte général de suppression de la liberté d'expression par la violence et d'élimination par l'assassinat, en toute impunité, des opposants politiques,

Constatant que les autorités parlementaires, gouvernementales et judiciaires du Guatemala n'ont donné aucune suite aux communications réitérées qui leur ont été adressées en application de la résolution de la 126ème session du Conseil (avril 1980),

Constatant en outre que les deux personnalités désignées par le Parlement du Venezuela pour se rendre au Guatemala en mission d'information sur l'assassinat du député Fuentes Mohr, à savoir M. C. Canache Mata, alors vice-président du Congrès et Président de la Chambre des députés, et M. E. La Riva Araujo, Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat, n'ont pu se rendre au Guatemala, les visas nécessaires ne leur ayant pas été délivrés, que le Conseil interparlementaire avait fait part, en temps utile, aux autorités guatémaltèques du grand intérêt qu'il attachait au bon accomplissement de cette mission,

1. Déplore que le Groupe du Guatemala et les autorités gouvernementales et judiciaires de ce pays n'aient donné suite ni aux demandes réitérées d'information du Conseil interparlementaire sur le déroulement et les résultats de l'enquête

relative à l'assassinat du député Fuentes Mohr, ni à la demande de visas des membres de la mission parlementaire vénézuélienne d'information;

2. Est amené à conclure, des faits rapportés dans le dossier, du silence observé par les autorités du Guatemala à l'égard de ses demandes réitérées d'information et du manque de coopération opposé à la mission d'information désignée par le Parlement du Venezuela, à la responsabilité, directe ou indirecte, du Gouvernement du Guatemala dans l'assassinat du député Alberto Fuentes Mohr."

Article 23 (4) : Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

"Les habitants de la République ont le droit de s'associer librement aux diverses fins qui intéressent la vie humaine, en vue de promouvoir, d'exercer et de protéger leurs droits et leurs intérêts, en particulier ceux que consacre la constitution."

"Le régime national du travail doit être organisé conformément aux principes de la justice sociale."

"Les lois régissant les relations entre le capital et le travail visent à la conciliation; elles tiennent compte de tous les facteurs économiques et sociaux et servent à protéger les travailleurs."

"Les principes de justice sociale sur lesquels la législation du travail repose sont les suivants :

"Le droit qu'ont les employés et les employeurs de s'organiser librement aux seules fins de protéger leur situation économique et d'améliorer leur condition sociale. Ces organisations et leurs dirigeants n'ont pas le droit d'intervenir dans la politique des partis.

Le droit de grève et de lock-out, exercé dans le respect de la loi et en dernier recours quand toute autre tentative de conciliation a échoué.

Ces droits ne peuvent être exercés que pour des raisons d'ordre économique ou social. La loi détermine les cas où la grève ou le lock-out est licite" (Articles 64, 111, 113 et 114 de la Constitution guatémaltèque).

a) Extraits de la documentation présentée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique :

"Les libertés relatives au travail et à l'action syndicale sont sévèrement limitées par la situation de violence qui règne au Guatemala. Les grèves sont autorisées dans le secteur privé, mais interdites dans le secteur public. L'intimidation exercée par des groupes terroristes, de gauche et de droite, surtout de droite, qui sont de notoriété publique associés, dans certains cas, au patronat et aux services officiels de sécurité, empêche la constitution de syndicats forts et indépendants, qui sont donc peu nombreux. L'activité syndicale est aussi entravée par la surabondance de la main-d'oeuvre non qualifiée et l'absence de véritables dirigeants. Ce dernier facteur est dû pour une part au fait qu'en 1980 plus de 80 dirigeants et militants syndicaux ont été enlevés ou assassinés par des agresseurs dont l'identité est inconnue. Cela a créé un climat de peur qui, non seulement empêche que se développe un mouvement syndical libre et dynamique, mais aussi affaiblit et paralyse les syndicats existants. La procédure d'enregistrement de nouveaux syndicats est compliquée et difficile. Le gouvernement a proposé un nouveau Code du travail dont certaines dispositions, conformes aux normes de l'OIT, pourraient en théorie, renforcer les syndicats.

L'opposition du patronat et du salariat a empêché que la législation soit adoptée. Les syndicats considèrent que les tribunaux du travail favorisent le patronat et le fait est pour une bonne part à l'origine du mécontentement des salariés. A la suite d'une grève illégale des travailleurs agricoles au début de 1980, face à laquelle les autorités ont réagi avec modération, de très fortes augmentations de salaire ont été imposées par le Gouvernement dans les plantations, l'agriculture, l'industrie et le commerce." 23/

b) Extraits de la documentation présentée par le Conseil oecuménique des Eglises :

"Le Code du travail en vigueur, promulgué en 1947, a été par la suite modifié quatre fois. Le législateur a cité comme l'une des principales caractéristiques doctrinales de ce code le principe que la législation du travail protège les travailleurs parce qu'elle vise à compenser leur infériorité économique en leur accordant une protection judiciaire préférentielle. En outre, dans le préambule, le Congrès guatémaltèque proclame que les règles de ce code doivent s'inspirer du principe général de la bonne entente entre le patronat et le salariat. Ces intentions trouvent d'une façon générale leur expression dans le code. Par exemple, il est stipulé à l'Article 61 c) que les employeurs feront preuve de considération envers leurs employés, s'abstenant de tout mauvais traitement en paroles ou en actes.

Le code contient toutes les dispositions pour régir des questions telles que le renforcement de l'organisation des salariés en syndicats, les salaires minimaux, la sécurité sociale pour les travailleurs urbains, les heures de travail et les congés.

L'effet de ces dispositions a toutefois été ultérieurement contrarié par des ordonnances et des décrets comme ceux qui interdisent aux syndicats d'avoir une activité politique, augmentent le nombre de motifs pour lesquels les employeurs peuvent licencier leurs ouvriers, amputent le droit de grève des travailleurs et font une discrimination à l'encontre des syndicats ruraux.

En outre, la loi a été injustement appliquée, les tribunaux du travail usant de manœuvres dilatoires qui ont par exemple rendu plus difficile, d'impossible parfois, pour les syndicats de se faire reconnaître légalement et ont en revanche permis aux employeurs de licencier impunément les travailleurs. Pour qu'une grève soit autorisée en vertu du code, il faut qu'il y ait d'abord une audience de conciliation et que les deux tiers des employés se prononcent pour la grève. Le scrutin n'est pas secret mais il se déroule devant un juge désigné par le Ministre du travail. La Commission internationale de juristes signale dans son rapport que selon une fédération syndicale guatémaltèque une seule grève a été déclarée légale en vertu de cette loi : ce fut la grève déclenchée à la fabrique de chaussures INCATECU qui dura 49 jours; le tribunal ayant statué en faveur des travailleurs, ordonna que leurs salaires leur soient payés intégralement conformément à la loi, ce qui fut fait; mais, par la suite les syndicalistes furent licenciés et tous les efforts déployés pour obtenir leur réintégration ont été vains. (Commission internationale de juristes "Human Rights in Guatemala", p. 51). Dans ce même rapport, la Commission internationale de juristes ajoute que le fait que les tribunaux n'appliquent pas la lettre de la législation du travail, et respectent encore moins son but déclaré qui est d'aider la classe ouvrière, entraîne une radicalisation de plus en plus marquée". (Ibid., p. 52)

La situation a été décrite dans plusieurs articles et ouvrages par Mario López Iarrave, le plus éminent juriste guatémaltèque en matière de droit du travail, qui a été assassiné en juin 1977. Selon cet auteur par exemple les tribunaux refusent de siéger en audience publique ce qui porte préjudice aux travailleurs et empêche l'opinion publique de porter un jugement sur la qualité de la justice. Il mentionne aussi le fait que la procédure permettant d'attaquer une loi inconstitutionnelle n'est pratiquement pas utilisable par les travailleurs parce que l'article pertinent exige que la procédure soit engagée "avec l'aide de dix juristes inscrits au barreau"; or, rares sont les gens qui peuvent rémunérer les services d'un avocat; quant à en engager dix ...

(Iarrave, Procedencia de la Vista Pública en el Proceso Laboral Guatemalteco, De la convenance de l'audience publique dans la procédure judiciaire des conflits du travail au Guatemala, 8 Revista del Colegio de Abogados de Guatemala (1978))

Iarrave dit aussi que dans les procès concernant un conflit du travail, il ne sert généralement à rien d'interjeter appel devant la Cour suprême en raison de l'extrême technicité de la procédure. (Iarrave, la Inconstitucionalidad de las Leyes en Materia Laboral y Como Motivo de Casación, L'inconstitutionnalité des lois en matière de droit du travail et en tant que motif de cassation, 8 Revista del Colegio de Abogados 11 (1978)).

Toutes les tentatives qui ont été faites pour remédier à cet état de choses ont échoué. Quand, en 1976, le Congrès a prié la Cour suprême d'enquêter sur les plaintes émises contre les tribunaux du travail, il lui fut répondu qu'il n'avait pas à empiéter sur le domaine judiciaire.

Le nouveau projet de code du travail qui fut déposé sur le bureau du Congrès en août 1979 n'est pas encore entré en vigueur.

Bien que les autorités prétendent que ce nouveau code marque un grand progrès par rapport à celui qui est en vigueur, les syndicats libres, qui n'ont pas été suffisamment consultés, affirment que s'il est voté, le nouveau code leur retirera même certains droits dont ils jouissent actuellement et ils le rejettent d'emblée.

Par exemple, avec le nouveau code :

- i) il sera encore plus difficile aux syndicats de se faire reconnaître;
- ii) l'interdiction faite aux syndicats de s'organiser par corporation sera maintenue de sorte qu'il ne pourra jamais exister de syndicat compétent pour tout un secteur d'activité;
- iii) les syndicats ne seront toujours pas autorisés à prendre part à la vie politique;
- iv) le droit de grève sera encore plus limité;
- v) les droits restreints des travailleurs agricoles ne seront pas étendus.

(Le Guatemala n'a pas signé la Convention No 141 de l'OIT (concernant les organisations de travailleurs ruraux et leur rôle dans le développement économique et social)).

Des avocats des Etats-Unis, représentant la National Lawyers Guild et la Hispanic Legal Alliance, à une conférence de presse tenue le 28 mars 1978 au terme d'un voyage de deux semaines au Guatemala, ont déclaré qu'ils avaient acquis la conviction que le régime juridique guatémaltèque était foncièrement injuste, car partout où ils s'étaient rendus, les gens ne cessaient de parler de la partialité des lois, en particulier de la législation du travail dont on usait pour défendre les intérêts du patronat et faire échouer toute tentative des travailleurs pour fonder des syndicats. (Amnesty International. Lawyers Attacked Kidnapped and Murdered, 1979 P19).

Enfin, il convient de noter que le Guatemala, qui a ratifié les Conventions Nos 87 et 98 de l'OIT, ne garantit à ses citoyens ni la liberté d'association ni la protection du droit de s'organiser et de négocier collectivement, droits que consacrent ces deux Conventions" 24/.

c) Renseignements fournis par l'Organisation internationale du Travail le 17 septembre 1981 :

"En relation avec votre lettre (réf. G/SO 214(34)) relative à la situation en matière de droits de l'homme au Guatemala, j'ai l'honneur de vous communiquer les informations qui suivent :

En matière de liberté syndicale, le Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration du BIT a été saisi d'un grand nombre de cas relatifs au Guatemala; il s'agit des cas suivants :

Cas No 954 : Législation restrictive en matière syndicale

Plainte en date du 11 mars 1980 présentée par la Confédération mondiale du travail. La plainte a été transmise au gouvernement pour observations. A ses sessions de mai et novembre 1980 et février et mai 1981, le comité a ajourné l'examen du cas dans l'attente des observations du gouvernement.

Cas No 957 : Ce cas a été examiné par le comité dans son 208ème rapport approuvé par le Conseil d'administration à sa 216ème session (mai-juin 1981) dans les paragraphes 274 à 289. Le comité est parvenu à des conclusions intérimaires dans le paragraphe 289. Ci-joint une copie dudit rapport en anglais et en français.

Cas No 975 : Mort, arrestation de dirigeants syndicaux et perquisition de locaux syndicaux

Plaintes présentées par la Confédération internationale des syndicats libres, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes, le Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine et la Confédération mondiale du travail en date des 25 juin et 7 juillet 1980, respectivement. Par des communications en date des 24 juin, 8 et 26 août et 2 septembre 1980, le Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine et l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des branches connexes ont fait parvenir des informations complémentaires. Les plaintes ainsi que les informations complémentaires ont été transmises au gouvernement pour observations. A ses sessions de novembre 1980 et février et mai 1981, le comité a ajourné l'examen du cas dans l'attente des observations du gouvernement.

Cas No 978 : Mort de dirigeants syndicaux

Plainte présentée par la Fédération internationale des employés et techniciens en date du 30 juin 1980. La plainte a été transmise au gouvernement pour observations. Par un télégramme du 11 juillet 1980, la Confédération internationale des syndicats libres s'est associée à la plainte présentée par la FIET. A ses sessions de novembre 1980 et février et mai 1981, le comité a ajourné l'examen du cas dans l'attente des observations du gouvernement.

24/ Conseil oecuménique des Eglises, "Human Rights Violations in Guatemala", octobre 1980, p. 11 à 14.

Cas No 1026 : Mort d'un dirigeant syndical

Plainte présentée par le Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine en date du 3 février 1981. La plainte a été transmise au gouvernement pour observations. A ses sessions de février et mai 1981, le comité a ajourné l'examen du cas.

Le comité, à sa session de mai 1981, avait observé que le gouvernement n'avait pas encore envoyé de réponse malgré des appels réitérés. Il avait en conséquence estimé utile d'avoir recours à la procédure selon laquelle le Président du comité prend contact avec les représentants du gouvernement concerné pour un échange de vues sur les cas en instance au cours de la Conférence internationale du Travail de juin. Ces contacts ont eu lieu, mais, pour autant, les réponses du gouvernement sont toujours attendues. Ces cas seront examinés par le comité, quant au fond, à sa prochaine session (novembre 1981).

La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations a formulé des commentaires au sujet de l'application par le Guatemala, en particulier, des Conventions No 87 sur la liberté syndicale et protection du droit syndical, 1948, No 95 sur la protection du salaire, 1949, No 105 sur l'abolition du travail forcé, 1957, et No 110 sur les plantations, 1958; ci-joint une copie desdits commentaires, en français et en anglais.

Lors de la 67ème session de la Conférence internationale du Travail (juin 1981), la Commission pour l'application des conventions et recommandations examina, en particulier, l'application par le Guatemala de la Convention No 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et décida de mentionner ce cas dans son rapport comme un cas de défaut continu d'application d'une convention ratifiée, étant donné que depuis de nombreuses années, et malgré de nombreuses incitations, il existe des divergences sérieuses et continues en fait comme en droit et que le gouvernement refuse de collaborer avec les organes de contrôle (ci-joint une copie en français et en anglais des extraits pertinents du rapport cité)."

Recommandations du Comité de la liberté syndicale (OIT) concernant le Guatemala

"Dans ces conditions, le Comité recommande au Conseil d'administration d'approuver le présent rapport intérimaire et en particulier les conclusions suivantes :

Le Comité regrette vivement que, malgré ses demandes réitérées, le gouvernement n'ait pas répondu de façon précise aux allégations de l'organisation plaignante et que, de ce fait, il se soit vu obligé d'examiner le cas sans avoir reçu des observations détaillées du gouvernement.

Le Comité déplore profondément les morts et assassinats des dirigeants syndicaux et des travailleurs et exprime sa préoccupation face à la gravité des faits allégués.

Le Comité signale à l'attention du gouvernement qu'un mouvement syndical libre et indépendant ne peut se développer que dans un régime garantissant les droits fondamentaux de l'homme et prie le gouvernement - compte tenu des décès qui se sont produits et de la gravité des allégations - d'adopter une politique visant à la mise en oeuvre de moyens spéciaux garantissant pleinement le droit à la sécurité des personnes, la protection contre les arrestations et les détentions injustifiées, le droit de réunion et de manifestation et la protection des locaux et des biens syndicaux.

Le Comité prie le gouvernement de fournir ses observations sur les allégations formulées et notamment sur la mort des syndicalistes mentionnés dans la plainte ainsi que sur la situation actuelle des travailleurs et dirigeants syndicaux arrêtés.

Comme indiqué dans l'introduction, le Comité charge son président de prendre contact avec les représentants gouvernementaux à la prochaine session de la Conférence internationale du Travail en vue de discuter des questions en instance dans le présent cas." 25/

d) Extraits de plaintes présentées par le Comité des Eglises pour les droits de l'homme en Amérique latine

Pendant la présidence du général Lucas Garcia, les syndicats et leurs membres ont fait partie des secteurs les plus atteints par la répression au Guatemala.

On a assisté au Guatemala à une résurgence des organisations syndicales après le tremblement de terre de 1976, lorsque les travailleurs ont dû faire face au problème de la détérioration de leurs salaires réels due à une inflation croissante. Mais cette résurgence s'est heurtée à des mesures légales de contrôle - la révision du code national du travail, mentionnée dans l'exposé de l'ICCHRLA sur la situation au Guatemala en 1979, qui décourage la formation de syndicats et interdit les grèves - et à des attaques directes - assassinats, disparitions et menaces continues dont font l'objet les dirigeants et les membres des syndicats. Les travailleurs sont exposés à des tracasseries sur leur lieu de travail, à des tentatives d'intimidation lorsqu'ils acceptent un poste de dirigeant syndical, à des menaces d'assassinat lorsqu'ils assistent à des réunions syndicales, et éventuellement à des enlèvements sur leur lieu de travail, chez eux ou dans des réunions publiques - tout en ne bénéficiant que d'une protection minimale de la part du pouvoir judiciaire. Le gouvernement, comme le Président Lucas Garcia l'a dit lui-même à une conférence de presse en décembre 1979, considère le syndicalisme comme une activité subversive.

Bien qu'il y ait eu constamment des violations des droits syndicaux et des attaques perpétrées contre des syndicalistes pendant toute l'année 1980, on peut citer plusieurs incidents spécifiques d'un caractère extrêmement grave pour illustrer la situation actuelle dans ce secteur :

- a) répression liée aux activités du 1er mai : Le soir du 29 avril 1980, un groupe de 20 à 25 hommes armés ont envahi les bureaux de la Confédération nationale des travailleurs (CNT) dans le centre de Guatemala City, alors qu'une réunion syndicale était en cours. Les attaquants ont enlevé 18 personnes, les ont battues, leur ont ordonné, sous peine de mort, de cesser leurs activités syndicales et de ne pas parler à la presse, et les ont plus tard relâchées dans les rues. Lors des manifestations du 1er mai proprement dit, un nombre indéterminé de personnes ont été enlevées; la presse guatémaltèque a signalé plus tard que 19 personnes avaient été trouvées assassinées à Guatemala City, bien que les sources de l'ICCHRLA signalent l'enlèvement, la disparition ou le meurtre d'au moins 100 personnes. Parmi les personnes trouvées mortes figuraient plusieurs ouvriers et parents d'ouvriers employés dans l'usine Ray-O-Vac, filiale de la société INCO Ltd. qui a son siège à Toronto. Des communiqués de presse ont signalé que 31 personnes avaient été tuées dans l'ensemble du pays le 1er mai ou peu après. La plupart des personnes assassinées portaient des marques de tortures physiques.

b) Enlèvement des dirigeants de la Confédération nationale des travailleurs (CNT)

Le 21 juin, 26 syndicalistes ont été enlevés au bureau central de la CNT à Guatemala City. Les syndicalistes - dont la plupart étaient des dirigeants ou des membres du Comité exécutif de la CNT - s'étaient réunis pour discuter des mesures à prendre à la suite d'une série de tortures et d'assassinats dont avaient été victimes certains de leurs camarades syndicalistes au début de la même semaine. Vers 3 heures de l'après-midi, les rues qui entourent les bureaux du syndicat ont été barrées et une soixantaine d'hommes armés ont pénétré de force dans les locaux de la CNT, saccageant le bâtiment et enlevant 26 personnes, dont une femme enceinte. Des témoins qui se trouvaient à proximité ont dit qu'ils avaient entendu des coups de feu pendant l'enlèvement, et on a trouvé des taches de sang sur le sol du bureau. Les visites effectuées par des syndicalistes guatémaltèques dans les centres officiels de détention n'ont pas permis de déterminer où se trouvaient les personnes enlevées. Bien que le bureau de la CNT soit situé à moins de deux rues du siège de la police judiciaire et du siège de la quatrième division de la police nationale, le Ministre de l'intérieur et le chef de la police judiciaire ont nié que les forces de sécurité guatémaltèques aient participé à l'enlèvement et ont prétendu ne pas savoir où se trouvaient les personnes disparues. Sur la base du témoignage de syndicalistes qui avaient échappé au coup de main du 21 juin contre le bureau de la CNT, le Comité national pour l'unité syndicale (CNUS) a attribué la responsabilité des enlèvements à des forces de sécurité officielles placées sous le commandement du chef du service des enquêtes de la brigade des stupéfiants. Lors d'une visite effectuée au Guatemala en juillet 1980, des membres de l'ICCHRLA ont eu la preuve que les syndicalistes étaient torturés dans des centres de détention secrets mais qu'ils étaient encore en vie. Au début de 1981, on ne savait toujours pas où se trouvaient les 26 personnes dont les noms suivent, et la plupart des observateurs concluent avec regret qu'elles ont été assassinées.

1. Orlando Garcia - TURSA (transports)
2. Bernardo Marroquin Salazar - KERNS (jus de fruits et produits alimentaires)
3. Mario Campos Valladares
4. Manuel Sanchez - INDUPLAST
5. Irma Pérez - INDUPLAST
6. Florencia Xocop - ACRICASA (textiles)
7. Sara Cabrera Flores - ACRICASA : Sara est enceinte de six mois
8. Hilda Carlota Perez - ACRICASA
9. Cristina Yolanda Carrera - Sistemas Electronicos
10. Rafael Antonio Aguilar - Sistemas Electronicos
11. Ismael Vasquez - Usine de Coca Cola EGSA
12. Florentino Gomez - Usine de Coca Cola EGSA
13. Irvin Rene Hernandez - CERMACO
14. Selvyn Arnoldo García - CERMACO
15. Sonia Aledio - VICKS
16. Mario Martinez - FOREMOST
17. Cresencio Cornel Ordonez - Enlozados Nacionales
18. Jorge Luis Serrano - Enlozados Nacionales
19. Manuel Rene Polanco Salguero - Prensa Libre
20. Alvaro Estrada - CERMIACO
21. Luis Rodolfo Bonilla - FOREMOST
22. Oscar Salazar
23. Bernabe de la Cruz - ADAMS
24. Jorge Zamora - APOLO Industrial (savon)
25. Sonia Furio
26. Manuel Antonio Rodriguez - KERNS" 26/

ANNEXE

Communication présentée par le Gouvernement guatémaltèque

Conformément au paragraphe premier du dispositif de la résolution 33 (XXXVII) de la Commission et comme il est indiqué au paragraphe 4 (E/CN.4/1501), le Secrétaire général a adressé au Gouvernement guatémaltèque le 17 juin 1981 la lettre suivante :

"J'ai l'honneur de me référer à la résolution 33 (XXXVII) qu'a adoptée la Commission des droits de l'homme le 11 mars 1981 et dont copie est jointe à la présente lettre.

Je tiens à appeler votre attention sur le paragraphe premier de cette résolution, dans lequel la Commission des droits de l'homme "prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque concernant la situation des droits de l'homme qui existe dans ce pays et de recueillir auprès de toutes les sources appropriées des renseignements sur cette situation". Vous constaterez que le Secrétaire général est également prié, dans cette résolution, de présenter à l'Assemblée générale, à sa trente-sixième session, un rapport intérimaire sur les contacts qu'il aura eus avec le Gouvernement guatémaltèque et de soumettre un rapport à la Commission des droits de l'homme, à sa trente-huitième session.

Je serais très désireux de recevoir toutes les informations que votre Gouvernement souhaiterait communiquer conformément à la demande de la Commission des droits de l'homme.

Veillez agréer, etc..."

Le 15 janvier 1982, la Mission permanente du Guatemala a adressé au Président de la Commission des droits de l'homme la lettre et les pièces jointes ci-après, qui sont, comme il est demandé dans la lettre, présentées en annexe au document E/CN.4/1501.

MISSION MISSION PERMANENTE DU GUATEMALA
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève
GENEVE (Suisse)

Genève, le 15 janvier 1982

Réf. 024/DH/82

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joints, pour information, les documents suivants :

- 1) un communiqué officiel diffusé le 5 mars 1981 par le Gouvernement de la République du Guatemala;
- 2) une copie de la lettre datée du 31 août 1981, référence 781/81 avec annexe 27/, qu'a adressée à M. Théo van Boven, Directeur de la Division des droits de l'homme, la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et qui contient le texte du communiqué publié par le Gouvernement guatémaltèque au sujet de l'intervention d'organisations extrémistes internationales et de la participation de personnes étrangères aux actes de violence que connaît le Guatemala;
- 3) une copie de la lettre datée du 11 septembre 1981, référence ES/2.5.4/776, qu'a adressée à M. Kurt Waldheim, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York;
- 4) la déclaration publique qu'a faite le 30 septembre 1981 le père jésuite Luis Eduardo PELLECER PAENA concernant sa participation à l'Ejército Guerrillero de Los Pobres (EGP), et
- 5) la déclaration qu'a faite le 15 décembre 1981 le Congrès de la République du Guatemala.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et des documents joints en tant que documents officiels de la Commission des droits de l'homme et en annexe au document E/CN.4/1501, sous l'intitulé "Informations communiquées par le Gouvernement guatémaltèque", au titre du point 12 de l'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session de la Commission.

Je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Président, les assurances de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur
Représentant permanent

(Signé) Ana María LUCAS DE RIVERA

Monsieur le Président
de la Commission des droits de l'homme,
Palais des Nations,
GENEVE (Suisse)

27/ L'annexe et les informations qu'elle contient sont disponibles au secrétariat, où elles peuvent être consultées.

MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES

COMMUNIQUE OFFICIEL

Le Gouvernement de la République du Guatemala, soucieux de tenir informés, comme il y est obligé, la population guatémaltèque en général et les peuples libres du monde,

DECLARE CE QUI SUIT :

Premièrement : Au cours des dernières escarmouches qui ont eu lieu dans la région d'El Quiché, l'armée guatémaltèque a encerclé un campement de factieux. Au cours de l'affrontement, périt le criminel subversif, qui utilisait le pseudonyme de "Comandante Manolo"; on a saisi sur lui des documents très importants, notamment des plans et directives qu'avaient mis au point les dirigeants de la subversion au cours de réunions, organisées d'abord à Managua (Nicaragua) et ensuite à La Havane (Cuba), au cours desquelles il fut beaucoup parlé de l'aide matérielle que les gouvernements de ces pays ont offerte, à titre inconditionnel, aux assassins et terroristes qui trahissent la cause du Guatemala.

Deuxièmement : Les documents provenant de l'EGP qui ont été saisis soulignent le pouvoir et l'influence que cette organisation clandestine "prétend" avoir sur les autres mouvements subversifs et qu'elle se propose d'imposer, à l'avenir, par l'intermédiaire de l'organisation subversive Unidad Cuadripartita dont on a annoncé la création à la fin du mois de septembre dernier et qui regroupe l'EGP, l'ORPA, le PGT et les FAR. Cette union de groupes subversifs a pour objet d'imposer au peuple guatémaltèque une dictature communiste, avec l'appui international des pays d'obédience marxiste-léniniste.

Troisièmement : Le commandat Manolo était revenu de Cuba avec mission d'unifier les organisations subversives; il devait être directement responsable de cette opération auprès de la direction nationale de l'EGP.

Quatrièmement : A la mi-septembre de l'année dernière, les quatre organisations subversives précitées ont tenu trois réunions et constaté les graves divergences de vues qui les séparent et que, malgré leur unité, elles n'ont pu résoudre de façon satisfaisante. L'un des points de désaccord concernait la participation du Frente Democrático contra la Represión de Guatemala (FDCR), ainsi que les activités entreprises contre le Guatemala à San José (Costa Rica).

Cinquièmement : Aux successives réunions "au sommet", ont surtout participé des fantoches de l'impérialisme soviétique délégués par La Havane (Cuba) : Pour l'EGP, Ricardo Ramírez De León, alias Comandante Rolande; 2) pour l'ORPA, Rodrigo Asturias Amado, alias Comandante Gaspar Ilon; 3) pour les FAR, Jorge Ismael Soto García, alias Pablo Monsanto ou Manzana; 4) pour le PGT, José Alberto Cardoza Aguilar, alias Comandante Marcos, qui tous sont dénoncés aujourd'hui comme traîtres à la patrie et complices du régime communiste.

Sixièmement : Ensuite, ces individus ont décidé de se mettre à négocier les accords avec les dirigeants cubains, y compris Fidel Castro lui-même, de sorte que les plans en question ne pouvaient être définitivement mis au point au Guatemala. C'est pourquoi il fut décidé de les examiner et de les adopter à Managua (Nicaragua), afin de pouvoir compter sur la collaboration sur le plan matériel, politique et militaire des quatre dirigeants de la subversion, ainsi que de deux autres terroristes, utilisant

le pseudonyme de Manolo et de Juan et sont membres de l'EGP et du PGT, respectivement, lesquels étaient chargés de confirmer les accords, de créer des antennes locales et d'assurer l'unité.

Septièmement : Sous la protection des forces de sécurité communistes du Nicaragua et avec leur aide, des réunions furent organisées où l'on a projeté la destruction du Guatemala, l'assassinat d'hommes, de femmes et d'enfants innocents, l'appauvrissement général du pays, ainsi que des actes d'agression, de provocation et de terrorisme de la part du régime de Fidel Castro et du Fronte Sandinista pour appuyer ouvertement la subversion dirigée contre le Guatemala, avec l'aide des traîtres qui haïssent la terre qui les a vu naître.

Huitièmement : Les responsables de la subversion pensaient initialement signer l'Acte final de trahison à La Havane (Cuba), en présence du dictateur communiste de l'île; mais pour des raisons indépendantes de leur volonté, ils ont dû le faire à Managua. Le "centroamericanismo" qu'affichent volontiers les ennemis de l'ordre et de la liberté n'est ainsi qu'un prétexte destiné à permettre à des gouvernements étrangers de s'ingérer dans nos affaires intérieures. Le sympathisant communiste Bayardo Arce, membre du PSLN, et d'autres ont assisté à la signature du document en tant que représentants du Nicaragua.

Neuvièmement : Si l'on examine de façon plus détaillée la signature du document consacrant l'unité des quatre organisations, on constate qu'il a été signé spécialement par les chefs des quatre factions, qui ont décidé d'en établir un exemplaire unique qui serait remis en main propre au fantoche du communisme soviétique à Cuba, Fidel Castro Ruz. Les signataires tenaient ce document pour historique et ils avaient raison car aucun mouvement politique n'a jamais commis, jusqu'à présent, un acte de trahison aussi grave contre le Guatemala. Les signataires pensaient que quand le Guatemala serait tombé entre les griffes de l'impérialisme soviétique, le dictateur cubain lui-même apporterait au Guatemala le seul exemplaire dudit document. Ce pacte solennel du régime communiste contre le système économique, politique et social de notre peuple a reçu l'appui d'autres personnalités communistes comme le sieur Benadril et le militaire cubain Manuel Fívero, qui sont venus à Managua à la tête d'une délégation tout exprès pour assister à la signature de l'acte, avec d'autres responsables des affaires américaines comme Abreu et Canó et les dirigeants de la Dirección Revolucionaria Unitaria d'El Salvador, ainsi que les secrétaires du Parti communiste du Honduras et du Costa Rica, Efraín Cardona et Manuel Mora, respectivement.

Dixièmement : Au Nicaragua, les délégués communistes guatémaltèques ont, après avoir apprécié les capacités et la manoeuvrabilité d'un bataillon de miliciens sandinistes, eu la possibilité de procéder à des échanges de vues et de projets avec les conseillers cubains et avec les sandinistes communistes Bayardo Arce et Humberto Ortega Saavedra, qui sont chargés de fonder la révolution communiste dans El Salvador et au Guatemala, ainsi que le processus révolutionnaire dans les Caraïbes en orientant, pour cela, l'aide politique et militaire du camp socialiste (Vict-Nam, Corée du Nord et Chine continentale), qui les approvisionne en fusils AK (bulgares et nord-coréens), en armes de fabrication française utilisées auparavant en Algérie, en fusils de type FAL, G3, M-16, Galil et en lance-grenades (tubes de fabrication chinoise).

Onzièmement : Le Nicaragua s'est déjà engagé à autoriser les cargaisons d'armes et de munitions que se procureront les bandes d'assassins subversifs à transiter, venant de Cuba, par le territoire nicaraguayen afin d'être expédiées au Guatemala par voie terrestre, aérienne ou maritime.

Pour le moment ils ont déjà envoyé un lot de 1 800 carabines de fabrication française, marque SAS, et de 100 000 cartouches de ce type provenant des arsenaux sandinistes. En résumé, le personnel chargé d'assurer la coordination des différents mouvements logistiques comprend le sandiniste Joaquín Cuadra, vice-ministre de la défense et chef de l'état-major sandiniste, ainsi que le communiste Julio Ramos, chef du service de renseignements (espionnage) et par l'adjoint du commandant Bayardo Arce.

Douzièmement : D'autres groupes de traîtres à la patrie résidant à l'étranger ont assisté à la réunion de Managua; ont été jusqu'ici identifiés : Luis Cardozay Aragón, "patriarche" des assassins et traîtres terroristes Guillermo Toricilo Garrido (qui exerce des fonctions politiques et diplomatiques à l'extérieur), Alaide Popa, veuve Solórzano, chargée des groupes féminins marxistes, et le traître Carlos Paz Tejada, tous membres fondateurs du Frente "Democrático" contra la represión de Guatemala, organisation qui sert de façade à l'IGP et s'efforce de discréditer et de mettre en quarantaine le Guatemala et son gouvernement démocratique en dénaturant à sa guise la politique des droits de l'homme et en mystifiant des organisations comme Amnesty International. Etaient également présents à Managua les communistes guatémaltèques dont les noms suivent : Carlos Gallardo Flores, Guillermo Colon Argueta, Liguel Angel Albuzurez Pedroza, Israel Marquez Pivaral, l'architecte Gilberto Castañeda Sandoval, ancien doyen de la faculté d'architecture de l'Université San Carlos de Guatemala, et Alfonso Bauer Paiz, lesquels tous sont membres du Frente "Democrático" Pro-liberación de Guatemala, dont le siège est à San José (Costa Rica).

Treizièmement : Durant leur voyage à Cuba, les chefs des organisations subversives en bons laquais de l'impérialisme soviétique ont rendu hommage aux représentations diplomatiques de la Russie, de la Corée du Nord et du Viet-Nam. En se rendant à l'ambassade soviétique à Cuba, les chefs des délégations souhaitaient faire approuver par leurs maîtres communistes des plans échafaudés au Nicaragua et demander leur aide économique, idéologique et militaire pour renverser le gouvernement constitutionnel de la République du Guatemala.

Quatorzièmement : Dans des circonstances analogues, une délégation de l'Unidad Revolucionaria Nacional, qui regroupe les organisations totalitaires du Guatemala, a participé, en décembre de l'année passée, au congrès du Parti communiste cubain; cette délégation était dirigée par le communiste Marcos, dont le vrai nom est José Alberto Cardoza Aguilar.

Quinzièmement : Des documents précités, il ressort de manière sûre qu'il existe actuellement à Cuba 245 camps d'entraînement en activité où l'on forme un grand nombre de Guatémaltèques, appelés à servir d'agents d'encadrement politique et militaire au niveau des chefs de compagnie, de section et d'escouade. La plupart de ces jeunes Guatémaltèques, poussés à une insurrection impopulaire par la tromperie ou par la contrainte se trouvent, aujourd'hui, dans une situation pénible précaire et incertaine, car en participant à la révolution communiste, ils vont à la mort.

Seizièmement : Les rebelles guatémaltèques, qui n'obtiennent guère ou pas du tout la collaboration de la jeunesse du pays, recrutent à Cuba, en qualité de conseillers internationaux, des mercenaires qui possèdent une riche expérience - car ils ont collaboré à l'expansion soviétique en Ethiopie, en Angola et au Nicaragua - et sont avec le sadisme qui les caractérise, tout disposés à se rendre au Guatemala pour y défendre une cause dont notre peuple ne veut pas.

Dix-septièmement : Les documents saisis font état, par ailleurs, de la décision de créer et de mettre en activité de nouveaux foyers de subversion, dans l'intention avouée de semer la terreur, la destruction, la mort et la faim parmi des populations sans défense, dans des localités que le fléau de la subversion épargnait encore. C'est pourquoi tous les Guatémaltèques épris de liberté et de justice sociale sont invités à faire connaître aux autorités la localisation et la création des groupes de délinquants subversifs qui pourraient apparaître dans leur région ainsi que, si possible, donner le nom de leurs membres dont un bon nombre sont des délinquants de droit commun que faute de soutien populaire la rébellion a recrutés.

Dix-huitièmement : Signalons enfin que les communistes ont acheté en grosses quantités des armes perfectionnées grâce aux sommes "libérales" que leur a procurées une série d'agressions, d'enlèvements, d'extorsions, etc., dont, dans certains cas, ont été victimes d'honorables familles de notre société.

Dix-neuvièmement : Le Gouvernement de la République exhorte le peuple guatémaltèque à tenir tête unanimement à la subversion communiste et à contribuer au maintien de la paix.

Vingtièmement : L'Etat a le devoir de veiller à ce que le fonctionnement des services publics ne soit pas entravé et d'éviter que les Guatémaltèques soient victimes de ceux qui prétendent fomenter le chaos et l'anarchie.

Vingt et unièmement : Devant la menace du régime de terreur que les marxistes-léninistes ont, à l'issue des deux réunions mentionnées, décidé de faire régner dans des pays de la région, le Gouvernement guatémaltèque rappelle à tous les peuples du monde qu'il respecte et applique le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures des autres Etats et qu'il exige, en retour, l'application de ce principe afin que le Guatemala puisse préserver sa liberté, sa souveraineté et son indépendance.

Vingt-deuxièmement : Le peuple guatémaltèque, enfin, est invité à faire preuve de sagesse et de compréhension et à ne pas se laisser abuser par les agitateurs professionnels qui obéissant aux consignes d'origine étrangère, tâchent d'entraver le progrès des programmes du gouvernement nationaliste du Président constitutionnel de la République, Romeo Lucas.

Guatemala, le 5 mars 1981 .

Genève, le 31 août 1981

Réf. 781/81

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous à propos de diverses notes et communications concernant le Guatemala qui ont été envoyées à la Mission guatémaltèque par la Division dont vous avez la charge, ainsi qu'à propos de l'entretien qui a eu lieu dans votre bureau au mois de juin dernier.

Je tiens, à cette occasion, à vous réitérer combien la Mission que je dirige est soucieuse de collaborer et de coopérer, dans la mesure du possible, avec vous ainsi qu'avec les autres fonctionnaires de la Division des droits de l'homme.

A cette fin, je me permets de joindre à la présente lettre, à titre d'information, le texte du communiqué de presse émanant du Gouvernement guatémaltèque et publié par l'intermédiaire du Secrétariat aux relations publiques de la Présidence de la République, concernant l'intervention d'organisations extrémistes internationales et la participation de ressortissants d'autres pays aux actes de violence qui compromettent la tranquillité du Guatemala.

Vous trouverez également ci-joint des photocopies, fournies par ce secrétariat, des papiers d'identité des personnes qui ont été mêlées à de telles activités ainsi qu'un jeu de photographies les représentant.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, une fois de plus, les assurances de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Ana María LUCAS DE RIVERA

P.J. Les annexes mentionnées dans le corps de la lettre.

Monsieur Theo van Boven,
Directeur de la Division des droits de l'homme
de l'Organisation des Nations Unies
Palais des Nations
GENEVE

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'intervention impudente d'organisations extrémistes internationales et la participation, parallèlement, d'agents de la subversion étrangers aux actes de violence qui compromettent la tranquillité du Guatemala ont été démontrées, une fois de plus, par l'identification sans équivoque de trois terroristes qui ont trouvé la mort - en même temps que d'autres factieux de nationalité guatémaltèque - lors d'une intervention des forces de sécurité de l'Etat qui a abouti au démantèlement d'un réduit subversif dans la zone 14 de la capitale.

C'est ainsi qu'ont été démasqués les trois étrangers qui se dissimulaient sous des noms d'emprunt, dont deux prêtres catholiques qui exerçaient leur sacerdoce, tout au moins pour ce qui est de leurs activités ordinaires, alors que leur mission consistait en réalité à semer la haine parmi la communauté guatémaltèque.

On se rappellera que le 25 juillet écoulé, les forces de sécurité de l'Etat découvrirent un repaire d'extrémistes dans la troisième rue "A" 19-96 de la zone mentionnée.

Les agents de la subversion qui s'y trouvaient réunis furent sommés de se rendre par les autorités, qui firent leurs sommations au moyen de haut-parleurs.

A ces sommations, les extrémistes répondirent par des coups de feu, déclenchant une intervention armée, qui se solda, outre l'anéantissement du repaire en question, par la mort des terroristes.

L'un d'entre eux, avant de rendre l'âme, révéla que, parmi ces hors-la-loi, se trouvaient trois "commandants" étrangers, qu'il désigna par les noms d'emprunt de "Miguel", "Pedro" et "Antonio" ou "Juan José" pour le troisième.

Les deux premiers furent identifiés comme étant des prêtres catholiques et le troisième comme étant un militaire communiste cubain. Les autres factieux, deux hommes et trois femmes, étaient de nationalité guatémaltèque, mais entièrement dévoués à la subversion internationale et sous les ordres de terroristes étrangers.

Les renseignements fournis par le moribond furent minutieusement vérifiés par les forces de sécurité de l'Etat, grâce aux documents que l'on trouva dans le repaire des factieux et dans les dossiers des archives de la Direction générale des migrations et de la police nationale.

L'enquête donna les résultats suivants :

Ledit "commandant Miguel" était un prêtre canadien du nom de Raoul Joseph Léger, ainsi qu'en témoigne le permis de conduire d'une motocyclette dont il était titulaire et qui lui avait été délivré à son nom légal. Il était domicilié à Concepción Chiquirichapa, Département de Quezaltenango. Son identité a été confirmée grâce au registre du Service des empreintes digitales.

Au dossier du curé catholique Raoul Joseph Léger que l'on trouve à la Direction générale des migrations, figurent les documents suivants :

1. Une demande, datée du 20 avril 1979, émanant de l'Evêque de Quezaltenango, Luis Manresa Formosa, sollicitant la délivrance d'un permis de séjour au Guatemala en faveur du "missionnaire" Raoul Joseph Léger, de nationalité canadienne, titulaire du passeport AF - 31827. D'après cette demande, le prêtre devait exercer son sacerdoce dans la paroisse de la commune de Concepción-Chiquirichapa, relevant du diocèse de Quezaltenango.
2. Une demande, datée du 6 juillet 1979, émanant du notaire apostolique Oscar García-Urizar, visant la prorogation du permis de séjour au Guatemala du prêtre canadien Raoul Joseph Léger.
3. Une demande, datée du 6 juillet 1981, émanant du même notaire apostolique Oscar García-Urizar, visant une nouvelle prorogation du permis de séjour au Guatemala du même prêtre canadien, Raoul Joseph Léger.

Ledit commandant "Pedro" fut identifié comme étant Angel Martínez Rodrigo, de nationalité espagnole, titulaire du passeport E.B. 238323, délivré le 9 novembre 1977 par l'Ambassadeur d'Espagne, et signé par le Consul espagnol accrédité au Guatemala en fonction à cette date, Jaime Ruiz del Arbol.

D'Angel Martínez Rodrigo, on apprit également qu'il exerçait son sacerdoce dans notre pays, activité confirmée par le témoignage de l'un des terroristes moribonds.

Ledit "commandant Antonio" ou "commandant Juan José" était le milicien communiste cubain Sergio Reyes qui, entré clandestinement sur le territoire guatémaltèque, était surveillé par les forces de sécurité nationales.

Deux autres terroristes furent identifiés grâce à leurs empreintes digitales; il s'agit de : Horacio Mendizábal García, Guatémaltèque censé exercer la profession d'architecte et Mireya Cifuentes Pérez de Aguilar, alias "Alba".

L'identification sans équivoque de cinq des huit terroristes qui ont trouvé la mort au cours de l'affrontement avec les forces de sécurité démontre bien que la lutte subversive est soutenue au Guatemala par l'intervention étrangère, aussi bien dans les régions rurales qu'en zones urbaines.

Elle met, en évidence, le militantisme politique armé de prêtres catholiques qui, sous le couvert de l'habit ecclésiastique et de leur sacerdoce, se vouent activement au terrorisme afin de détruire les institutions sociales guatémaltèques.

Elle expose aussi au grand jour le fait que les dirigeants des mouvements subversifs marxistes actifs au Guatemala sont étrangers, faisant la preuve que la lutte subversive est entretenue dans notre pays de manière totalement artificielle.

Le Guatemala a dû faire face à une intense agression internationale, qui s'est manifestée par l'activisme terroriste; nous n'en avons pas moins réitéré, en combattant les fanatiques extrémistes, notre inébranlable décision de préserver le bon fonctionnement des institutions démocratiques sans lesquelles il ne saurait y avoir de liberté, de progrès et de bien-être.

Guatemala, 3 août 1981

MISSION PERMANENTE DU GUATEMALA
AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

New York, le 11 septembre 1981

ES/2.5.4/776

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en réponse à la note datée du 24 août de l'année en cours, émanant de M. William B. Buffum, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, dans laquelle il est proposé au Gouvernement guatémaltèque que M. Julio Prado Vallejo, ressortissant équatorien et membre du Comité des droits de l'homme, serve d'intermédiaire aux fins d'application du dispositif de la résolution 33 (XXXVII) de la Commission des droits de l'homme, adoptée le 11 mars 1981, aux termes de laquelle ladite Commission vous prie : "de poursuivre [vos] efforts pour prendre directement contact avec le Gouvernement guatémaltèque concernant la situation des droits de l'homme [au Guatemala] et de recueillir auprès de toutes les sources appropriées des renseignements sur cette situation".

Après avoir consulté le Ministère des relations extérieures au sujet de cette proposition, je me permets de vous faire savoir, que nonobstant le désir sincère de coopération de mon Gouvernement, celui-ci juge inacceptable la désignation proposée de l'éminent équatorien qu'est M. Julio Prado Vallejo, estimant que les contacts que vous êtes prié de prendre conformément à la résolution mentionnée doivent s'établir par l'intermédiaire d'un fonctionnaire approprié du Secrétariat, comme cela s'est toujours fait dans les cas analogues dont nous avons connaissance, et non par celui d'un membre de la Commission des droits de l'homme et moins encore du Comité des droits de l'homme qui relève du Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel le Guatemala n'est pas partie. Il importe, à notre avis, en ce qui concerne l'établissement de ces contacts, de demeurer dans la ligne impartiale, objective et sans a priori politique que vous-même avez su imprimer avec tant de dignité à toutes les activités du Secrétariat. Le contraire signifierait l'acceptation de la solution du rapporteur spécial que j'ai expressément refusée au nom de mon Gouvernement lors de la trente-septième session de la Commission des droits de l'homme qui a eu lieu en février de l'année en cours à Genève.

✓ Je tiens ici à rendre hommage à l'éminente personnalité qu'est M. Julio Prado Vallejo; mon Gouvernement estime néanmoins que compte tenu de ses fonctions et du poste qu'il occupe, il ne saurait être en mesure de s'acquitter dûment du mandat dont vous a chargé la Commission des droits de l'homme, c'est pourquoi je vous prie de bien vouloir reconsidérer cette proposition.

Monsieur Kurt WALDHEIM
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y.

Le Gouvernement guatémaltèque estime que le Guatemala est en butte à une attaque internationale qui attise la violence des groupes clandestins de tendances extrêmes, et que c'est en vertu d'un mandat constitutionnel que les autorités nationales luttent en permanence pour veiller au plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales que garantissent la Constitution et les lois de la République; c'est la raison pour laquelle, il tient tout particulièrement à ce qu'aucune information sur les droits de l'homme au Guatemala ne soit tendancieusement interprétée selon des critères politiques partisans, comme les renseignements que divulguent certaines organisations internationales connues.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma plus haute considération.

L'Ambassadeur
Représentant permanent
Eduardo CASTILLO ARRIOLA

Déclarations publiques du père jésuite LUIS EDUARDO PELLECCER FAENA,
devant l'Association professionnelle des ouvriers

Exposé liminaire de M. Carlos Toledo Vielman, Secrétaire aux relations publiques de la Présidence et journaliste :

Messieurs les membres du corps diplomatique et consulaire, Messieurs les ministres d'Etat, vice-ministres, secrétaires et sous-secrétaires de la Présidence, Messieurs les hauts fonctionnaires du Gouvernement; Messieurs les correspondants de la presse internationale; Messieurs les journalistes guatémaltèques, Mesdames et Messieurs,

Nous tenons à vous remercier tout particulièrement d'avoir pris la peine de venir, malgré la pluie, à cette conférence de presse à laquelle le Secrétariat des relations publiques de la Présidence vous a invités, par mes soins, et au nom du Général Romeo Lucas, Président de la République.

L'objet de cette réunion est de vous annoncer un fait d'une importance capitale dans la vie politique et la vie sociale de notre pays, en vous présentant un père jésuite guatémaltèque qui passait pour avoir disparu ou avoir été séquestré, mais qui avait en fait cherché volontairement refuge auprès des forces de sécurité du pays, auxquelles il avait fait d'importantes révélations sur l'engagement qu'il avait pris en tant que membre de l'"Armée de guerrilla des pauvres" (EGP), où il a exercé différentes fonctions pendant quelque temps, et dont il va vous parler lui-même en détail.

Le Gouvernement de la République tient tout particulièrement à préciser qu'en présentant le père jésuite Luis Eduardo PELLECCER FAENA, il ne prétend pas le moins du monde s'en prendre à l'Eglise catholique en tant qu'institution et qu'au contraire, les paroles, les révélations, le repentir, la conversion et le pardon de ce père jésuite doivent être la flamme spirituelle qui éclairera tous les Guatémaltèques et le monde en général en leur révélant les dangers qui guettent notre peuple, et surtout notre jeunesse. Je parlais à M. Pelleccer de la sérénité qu'il ressent et de la joie qu'il éprouve de pouvoir annoncer ici au Guatemala et au monde entier sa conversion et son repentir pour les raisons qu'il va vous exposer.

Car le père, qui a dans cette intention rejoint volontairement les forces de sécurité, a été fort bien traité et nous tenons à dire d'ores et déjà officiellement qu'il pourra, à son gré, soit continuer d'exercer son ministère dans notre pays soit gagner le pays de son choix.

Dans ce dernier cas, la presse guatémaltèque, les correspondants étrangers et tous les Guatémaltèques qui le souhaiteraient, sont invités d'ores et déjà à l'accompagner à l'aéroport le jour de son départ, si tel est son désir.

Je vais donc avoir la joie de vous présenter le père jésuite, M. Luis Eduardo Pelleccer Faena, car je pense que ce qu'il vous dira à propos de ce qu'il a vécu, du rôle qu'il a joué dans la "EGP", de sa conversion, de son repentir et finalement du pardon qu'il demande, sera la plus belle expérience que vous pourrez vivre cet après-midi.

Mon père, je vous prie ...

Déclaration du Père Pellecer Faena :

Bonjour à vous tous qui m'écoutez et merci d'avance de m'accorder toute votre attention.

Comme M. Carlos Toledo Vielman vous l'a dit, je m'appelle Luis Eduardo Pellecer Faena, j'ai 35 ans, je suis prêtre jésuite, Guatémaltèque et j'étais membre de l'"EGP" jusqu'au 8 juin dernier, date à laquelle j'ai décidé librement de rejoindre les forces de sécurité pour mettre un terme à ma vie subversive et à mon militantisme au sein de l'"EGP".

Cette démarche, je l'ai faite avec l'aide d'un vieil ami, qui militait dans les forces de sécurité. Un jour, à l'étranger, il me donna son adresse et son numéro de téléphone pour qu'en cas de besoin je puisse faire appel à lui. C'est ce que j'ai fait et nous avons organisé ma "disparition volontaire".

Je crois savoir que la presse nationale et, probablement aussi, la presse internationale ont répandu la nouvelle de ma disparition en la présentant comme un enlèvement. Dans le domaine de l'information, chaque fois que les témoins sont des tierces personnes, étrangères aux faits, il y a naturellement une grande marge d'erreur, car la version définitive repose sur des interprétations ou des possibilités.

Je souhaite vous faire part de quelques éléments de mon curriculum vitae, car je pense qu'il faut que vous connaissiez les privilèges, les possibilités, la formation que j'ai pu acquérir en 14 années d'étude, ce qui vous permettra d'apprécier en toute connaissance de cause et avec plus d'indulgence ce repentir, que je vous demande à tous d'accepter dès maintenant ... le pardon que je vous demande à tous de m'accorder dès maintenant.

Je suis sorti du "Liceo Guatemala" en 1963, avec un diplôme de bachelier ès sciences et lettres. En 1967 je suis entré à la Compagnie de Jésus où j'ai fait toutes les études correspondantes à la carrière sacerdotale, obtenant le grade de bachelier en sciences de la communication et humanités classiques de l'Université catholique de Quito, en Equateur. Ensuite j'ai acquis la licence en philosophie à l'Université autonome de Mexico, la "UNAM", en même temps que le diplôme d'ingénieur civil de l'Université hispano-américaine, de Mexico également; après quoi j'ai suivi avec succès les cours d'administration des affaires attachées à l'Ordre des jésuites et pour terminer j'ai obtenu une licence en théologie au Centre de recherche théologique d'El Salvador, qui dépend de la Faculté des sciences humaines et naturelles de l'Université "José Simeón Cañas".

Mon propos est non pas de me mettre en valeur mais uniquement de vous donner des éléments avant de poser les questions suivantes :

Une personne qui comme moi n'a jamais manqué de rien du fait de sa situation de famille.

Une personne qui a eu de telles possibilités, tant sur le plan des études, de la profession et de l'expérience que du point de vue du niveau universitaire et intellectuel.

Comment un chrétien, religieux, ordonné prêtre, a-t-il pu en venir à opter pour la violence, à adhérer à cette organisation révolutionnaire clandestine qu'est l'"Armée de guerrilla des pauvres" ?

Vous devez sûrement vous poser ces trois questions et peut-être d'autres encore.

Je vais tâcher d'y répondre clairement, précisément et très sincèrement, en abordant différents aspects :

Premièrement, je ne suis servi ou j'ai appris à me servir de trois armes principales, qui ne sont pas de calibres courants, qui n'utilisent pas de poudre mais qui sont, au contraire, des armes beaucoup plus puissantes, plus explosives et d'une portée beaucoup plus grande que toutes celles que nous connaissons.

C'est d'abord tout l'arsenal de la théologie de la libération.

Je pense que vous avez tous, sans excepter les journalistes étrangers, une idée de l'histoire récente de l'Eglise et je me permets d'attirer votre attention sur certains événements.

En 1968, l'Eglise latino-américaine, représentée par de très nombreux évêques du continent, s'est réunie à Medellín, en Colombie, pour mettre à jour les principes généraux de la nouvelle Eglise, qui avaient été élaborés deux ans auparavant par le Concile Vatican II.

Medellín : La Conférence épiscopale latino-américaine qui s'y est réunie voulait apporter une réponse religieuse aux problèmes urgents, aux problèmes immédiats des pays dits du "tiers monde".

Les directives pastorales énoncées par ladite Conférence, ont été transmises peu à peu aux diverses hiérarchies des différents pays d'Amérique latine ainsi qu'aux divers ordres religieux, notamment à celui dont je fais partie, à savoir la compagnie de Jésus.

Quelle est donc cette théologie de la libération, cette nouvelle optique religieuse née à Medellín, qui s'est affirmée l'an dernier à la Conférence de Puebla et qui trouve son aboutissement dans les voies propres à chaque ordre religieux ?

Pour commencer, il s'agit de présenter à tout le peuple pauvre un nouveau Jésus, un Jésus totalement différent de celui que nous ont enseigné l'Evangile et le catéchisme de préparation à la première communion, un Jésus rebelle, un Jésus ennemi du capitalisme, un Jésus révolutionnaire, un Jésus qui s'est fait "Dieu-homme" sans rien garder de la dimension humaine; un Jésus qui était, dès lors et pour toujours, le Dieu partial, le Dieu des pauvres, le Dieu qui sauvait uniquement et exclusivement le pauvre, le nécessiteux, l'indigent et excluait toute possibilité de salut pour le riche, le puissant, l'homme à la tête du gouvernement.

C'était donc là un premier facteur de trouble; la foi était incorrectement enseignée; dès le début de l'Evangile surgissait l'erreur d'un Jésus, Dieu des pauvres et des seuls pauvres.

Naturellement, ceux qui recevaient ce message pouvaient se demander ce qu'il en était des autres, à savoir des riches ?

L'Eglise, l'Eglise de ma génération pour être précis, a répondu ce qui suit : "Les riches ont dominé quatre ou cinq siècles de l'histoire de l'Eglise, pendant lesquels leurs coeurs se sont endurcis, et le moment est venu pour l'Eglise de se séparer définitivement du pouvoir, de se désolidariser des riches et de se mettre définitivement et totalement au service des pauvres, et des pauvres uniquement, en faisant en sorte que ce Dieu, le Dieu des pauvres, soit le Dieu des seuls pauvres".

L'année dernière, nous avons prêché cela et nous sommes même allés jusqu'à dire "Seul le pauvre devrait célébrer la nativité parce que celui qui naît est son Dieu, le Dieu des seuls pauvres; nous ne savons pas ce que le riche célèbre le 24 décembre".

Voici donc pour le premier aspect : la théologie de la libération présente un Jésus différent, un Jésus révolutionnaire.

Passons au deuxième aspect : ce Jésus a un projet concret, il est chargé d'une mission spéciale; on suppose que le Père l'a envoyé sur terre pour édifier un royaume, un royaume que nous autres, et surtout les jésuites de ma génération, nous identifions au socialisme, un royaume socialiste qui nous obligerait à construire une société socialiste, ce pourquoi il nous fallait naturellement conquérir le pouvoir.

Comment allait-on s'emparer du pouvoir ? C'est le sujet que je vais aborder maintenant.

Ce Jésus, qui nous obligeait à édifier ce royaume socialiste ici, sur terre, était en outre un Jésus étranger à l'Eglise institutionnelle, un Jésus qui rejetait toutes les structures institutionnelles et hiérarchiques de l'Eglise, qui s'opposait à la morale traditionnelle; qui ne s'intéressait pas aux principes moraux qui guident notre confrérie et nourrissent nos espoirs depuis plusieurs générations.

Certes, on prêchait une nouvelle morale inspirée de l'idée suivante : "La seule chose importante, la seule vérité absolue à nos yeux, était la révolution, le socialisme et tout le reste viendrait de surcroît".

Qu'il n'y eût pas de mariages légaux, qu'il y eût des divorces et que les gens se livrassent pour ainsi dire au libertinage sous toutes ses formes, tout cela était implicite dans cette nouvelle morale, où la vérité absolue était le socialisme et la prise du pouvoir.

Voilà pour la première arme. La deuxième est le marxisme-léninisme, que tous les Jésuites, je répète, presque tous ceux de ma génération, apprennent à l'Université pendant quatre ou cinq ans.

Dans mon cas précis, c'est au Mexique et à El Salvador que je l'ai étudié pendant quatre ans.

On supposait que, pour pouvoir répondre aux besoins du monde actuel, un prêtre devait être un spécialiste, un expert en matière de marxisme-léninisme; en outre, pensions-nous, ce que nous acquérions n'était qu'un outil, une technique qui permettrait d'analyser les causes de l'exploitation dans nos pays et la façon de mettre fin à cette exploitation; et pourtant, il y avait là un problème que, malgré les apparences, je n'ai pas su résoudre. Pourquoi ?

Parce que je croyais que cette technique d'analyse pouvait demeurer théorique, ne pas sortir de la spéculation intellectuelle, se cantonner dans l'écrit ou l'imprimé alors qu'elle était comme le bistouri du chirurgien qui n'a de sens qu'à la salle d'opérations qui doit pénétrer l'organisme du patient à traiter.

Telle est la réalité du marxisme, je n'aurais pas dû penser intelligemment que cela pouvait rester théorique; il était fatal que cela aboutisse au résultat qui s'est effectivement produit, c'est-à-dire à la pratique.

Une troisième arme, extrêmement puissante, fut la position prise par la Compagnie de Jésus ou par les jésuites, il y a deux ans, à la congrégation générale, où notre confrérie était pleinement représentée.

A cette congrégation, il fut décidé que l'oeuvre des jésuites devait privilégier les pauvres des campagnes et des villes, et que nous devions contribuer à radicaliser le message que nous avions initialement reçu.

Notre vie, nos ressources, nos connaissances, notre argent et nos meilleures aptitudes devaient ainsi être mis au service de cette prédication, que nous avions déjà commencée parmi les paysans et les ouvriers.

Nous pouvons déjà tirer quelques conclusions de l'exercice de ces trois armes fondamentales.

Partant de la foi, ce sentiment le plus profond et le plus sacré de notre peuple, nous avons semé un premier ferment de corruption : un nouvel Evangile, un Jésus inconnu, un Jésus sanguinaire, pour ainsi dire.

Et cela, alors que nous concevions une Eglise polarisée, accueillant les seuls pauvres, étrangère à la hiérarchie, totalement indifférente aux principes moraux traditionnels, et que nous avons décidé de devenir de véritables combattants, animés par une foi et un esprit religieux.

On pourra sûrement en tirer beaucoup d'autres conclusions et notamment celle-ci : nous avons été capables, nous, Jésuites, de gagner le peuple à nos idées, de doser la théologie et le marxisme pour les mettre à la portée de ceux qui n'ont que de pauvres rudiments de culture générale et de connaissances politiques, nous avons été capables de mettre au point toute une pédagogie pour l'opprimé, nous avons transmis nos connaissances en enseignant un catéchisme élémentaire, à l'aide de moyens audio-visuels, avec l'autorité que confère le sacerdoce, le fait d'être l'élu de Dieu, d'être reconnu comme membre de l'Eglise.

C'est ainsi, pour ne rien cacher, que nous avons remporté un tel succès auprès des âmes simples.

Mon expérience de religieux, utilisant ces trois armes, je l'ai acquise premièrement en El Salvador, deuxièmement au Nicaragua et, troisièmement, au Guatemala.

Vous comprendrez que cette riche expérience doit faire partie du curriculum vitae dont je vous ai parlé.

Quel rôle m'a-t-on attribué en El Salvador ? Nous faisons partie d'un mouvement religieux, appelé "Los Delegados de la Palabra de Dios" (Délégués de la parole de Dieu); c'est l'oeuvre qu'accomplissaient les anciens "catéchistes" dans les communautés rurales, de concert avec les curés de campagne, mais ce mouvement était néanmoins différent car il avait une dimension organique qui lui était propre. Il offrait aux habitants des campagnes la possibilité d'appartenir à un groupe social, de se sentir membre d'un tout, d'un corps, d'avoir des tâches propres à accomplir.

Par exemple, il y avait les "préparateurs" du message qui devait par la suite être transmis aux autres; il y avait ceux qu'on appelait les "explorateurs", c'est-à-dire les personnes qui se rendent sur un terrain nouveau, y découvrent quelles sont les moeurs de la population, de quelle manière on peut les toucher, et d'autres encore étaient les "consolidateurs", c'est-à-dire des personnes qui rendent visite à la

communauté, amplifient ses besoins et assurent le maintien du mouvement des "Delegados de la Palabra de Dios", avec lequel nous avons remporté un premier succès, nous avons réussi à agglomérer la masse paysanne, nous étions parvenus, par la parole, à capter son attention, nous lui avons appris à connaître et à savourer le sentiment d'être de ceux qui sont capables de s'organiser. Mais, vous comprenez bien tous que nul n'organise pour le seul fait d'organiser.

Tout acte d'organisation s'effectue précisément en "fonction" de cela. C'est ce que nous voulions faire en El Salvador : édifier une seconde structure organique au-dessus de cette plate-forme fondée sur un fait religieux. Quelle était cette seconde structure ? C'était précisément un objectif politique : "Vous devez lutter contre les patrons qui vous exploitent dans vos diverses activités, vous devez tenir tête à l'exploitation. Comment faire ? En utilisant les rudiments du marxisme que nous vous avons enseignés. Comment les utiliser efficacement ? En vous unissant, en vous prémunissant contre la riposte des patrons. Que devez-vous savoir d'autre ? Apprendre à vous défendre. Et comment allez-vous vous défendre ? En prenant une série de mesures d'auto-défense, qui ne sont que la voie d'accès au véritable repaire de la violence.

C'est ainsi que nous sommes parvenus à rassembler une grande masse paysanne, à lui inculquer un profond sentiment social, religieux et politique, terrain fertile que les "Forces populaires de libération Farabundo Martí" se sont approprié en un clin d'oeil.

A aucun moment je n'ai voulu cela. Néanmoins, j'ai effectivement été de ceux qui ont préparé le terrain, qui ont "mâché la besogne" aux Forces populaires de libération qui n'eurent plus qu'à dévorer tous ces innocents paysans qu'avaient subjugués la parole du Père et l'autorité de l'Eglise.

Les conséquences pour El Salvador, vous les connaissez tous. Je ne peux pas dire que je sois totalement responsable du sang versé par ce peuple frère. Mais je reconnais devant vous et tous ceux qui m'écoutent, que j'ai une part de responsabilité dans la mort, la douleur et tant d'autres maux qu'engendre la violence, parce que j'ai contribué à provoquer cet état de misère, de pauvreté et de violence dans lequel se trouve un peuple qui m'a accueilli sur son territoire pendant plus de six ans.

Après avoir été ordonné prêtre, le 5 décembre 1976, à Aguilares, où je vivais, j'ai été transféré au Nicaragua pour y faire exactement le même travail, mais comme le Gouvernement de Somoza était encore au pouvoir nous devions procéder avec beaucoup plus de circonspection.

La situation du paysan au Nicaragua était moins explosive, parce qu'il y avait plus de terres et parce que les gens n'étaient pas en lutte au moment où je suis arrivé dans ce pays. Néanmoins, de même qu'en El Salvador, nous avons développé l'oeuvre des "Delegados de la Palabra de Dios" pour agglomérer, pour réunir un grand nombre de personnes, tout en effectuant des travaux de type coopératif afin de montrer à la population que l'idéologie que nous étions en train de leur enseigner avait un fondement réel.

L'exploitation en commun des terres que nous leur propositions avait trois fonctions essentielles : premièrement, procurer des capitaux pour faire fonctionner la coopérative et réinvestir; deuxièmement, donner à manger à ceux qui mouraient de faim dans la région, et, troisièmement, procurer des fonds aux éléments du Front sandiniste qui, à ce moment-là, luttait dans les montagnes de las Segovias, au nord du pays et cette fonction, pour nous, était la plus importante.

Voilà, en résumé, le rôle que j'ai joué en El Salvador et au Nicaragua. Je peux dire que j'ai fait la même chose au Guatemala.

Au début de l'année 1977 je fus transféré du Nicaragua au Guatemala mais à mon arrivée dans ce pays, on m'envoya dans une communauté, de Jésuites également, connue sous le nom de "CIRS", c'est-à-dire Centre d'investigation et de réflexion sociale; dans ce centre se trouvaient des Jésuites qui avaient eu l'occasion de faire des études supérieures, des études spécialisées; "l'élite", pour ainsi dire, de la Compagnie de Jésus se trouvait rassemblée là.

Pour donner eux-mêmes l'exemple de la pauvreté, les Jésuites décidèrent de vivre dans une maison simple, qu'ils louèrent à proximité des marchés de la Palmita dans la zone 5. Par la suite, ladite communauté allait être connue comme "communauté de la zone 5".

Cela faisait six ou sept ans que les Jésuites qui la composaient faisaient leur oeuvre dans la région occidentale de notre pays.

Ils y étaient venus pour faire de l'apostolat et donner des cours dans divers domaines : alphabétisation, premiers soins, catéchisme, cours préparatoires à l'action coopérative; en d'autres termes, ils préparaient le terrain, terrain qui allait devenir le si fertile champ d'action du "CUC", le Comité de l'unité paysanne.

Je ne crois pas que la Compagnie de Jésus ait jamais revendiqué la paternité de ce mouvement; ce ne fut probablement pas ce à quoi visait son action au début; mais il eut certainement sa bénédiction; elle l'appuya, l'aida à se renforcer et surtout contribua à lui obtenir une audience internationale.

Il paraissait très important alors de faire savoir dans le monde entier que les autochtones non seulement se mobilisaient, mais encore qu'ils constituaient la base, le fondement même de l'organisation politique révolutionnaire de notre peuple.

C'est ainsi notamment, en faisant connaître en dehors de nos frontières une situation dont tous nous sommes conscients et dont nous connaissons les conséquences pour notre pays, que mes ex-compagnons jésuites se sont rendus complices de tout le reste.

Je n'ai pour ma part jamais travaillé dans la campagne guatémaltèque, pour raisons de santé, mais aussi parce qu'il fallait des gens pour travailler en ville. On estimait qu'il y avait une lacune énorme au niveau de l'action ouvrière, qu'il ne nous était pas possible de pénétrer les syndicats comme cela s'était fait les années précédentes; mais qu'il restait une importante possibilité; c'était d'aller trouver l'ouvrier chez lui, de s'occuper de lui dans son foyer, lorsqu'il s'installait pour vivre dans les bidonvilles à la périphérie de la cité.

C'est ainsi que l'on m'envoya ranimer l'organisation politique connue sous le nom de "Coordination des bidonvilles" (Coordinación de Pobladores); cette organisation n'avait pratiquement plus aucune activité au milieu de 1977, et ne servait plus qu'à faire un peu de propagande en diffusant des slogans à la radio ou en placardant quelques affiches.

J'ai commencé alors à travailler dans différents bidonvilles, en me faisant assister de quelques jeunes, également nouveaux venus à la ville, pour accélérer une action que l'on considérait alors comme prioritaire.

Les dix jeunes qui m'accompagnaient ne suffirent pas à la tâche. C'est à ce moment-là que les religieuses du Collège belge me proposèrent de leur servir de conseiller dans ce qu'elles appelaient "l'opération Uspantán". Celle-ci consistait à envoyer les élèves, d'une année sur l'autre, passer un ou deux mois de leurs vacances en compagnie des paysans d'Uspantán et dans divers villages d'El Quiché, où je ne suis jamais allé personnellement; il s'agissait là, à la fois, de prêter main forte aux paysans et de sensibiliser les élèves à la rude réalité de la vie dans les campagnes. J'acceptai la proposition et devins le conseiller, le formateur, pour ainsi dire, responsable de l'élément formation de l'opération Uspantán. Pendant l'année scolaire, j'invitais les élèves qui participaient le plus activement à cette opération à contribuer à l'action que je menais dans le milieu des bidonvilles; je continuais ainsi à m'occuper de ce genre d'activités jusqu'à la moitié de l'année 1978, en usant des trois armes dont j'ai parlé précédemment, sans toutefois être explicitement lié à aucun mouvement clandestin de guérilla du Guatemala. En juin ou juillet 1978, une jeune fille nommée Laura Hurtado prit contact avec moi et me proposa de devenir membre de l'Armée des guérilleros des pauvres "EGP" (Ejército guerrillero de los Pobres); j'avais fait sa connaissance à l'occasion de mes activités dans les bidonvilles, et elle me dit qu'elle appréciait la qualité de mon travail et mes aptitudes sur le plan humain, et que le meilleur moyen d'utiliser efficacement ce potentiel était de m'enrôler dans l'Armée des guérilleros des pauvres. Je lui répondis que cela m'étant absolument impossible à ce moment-là, pour deux raisons fort simples; la première étant que je comptais me marier dans les quatre ou cinq mois à venir avec une jeune fille du Nicaragua qui n'était pas encore arrivée au Guatemala et que je ne voulais pas prendre une telle décision sans lui en parler, et la seconde étant que je pensais que la vie conjugale était incompatible avec la vie violente et les activités subversives d'un guérillero; elle insista cependant me disant que l'on me pressentirait probablement encore. Un an plus tard, ayant exercé des activités plus vastes dans le cadre de Coordination des bidonvilles, activités auxquelles j'avais spécialement contribué dans le domaine de la propagande, j'estimais avoir atteint une maturité politique suffisante; d'autre part le mariage que j'envisageais n'avait pu se faire. C'est moi qui pris alors contact personnellement avec Enrique Corral Alonso, ancien jésuite, espagnol nationalisé guatémaltèque, qui était le mari de Laura Hurtado, à qui j'annonçais que j'étais prêt à m'enrôler dans l'Armée des guérilleros des pauvres.

Deux mois plus tard, on me fit savoir que j'étais accepté. Un homme se présenta à moi sous le pseudonyme de Manolo, pour me dire que ma proposition était agréée, que l'EGP se réjouissait de m'accueillir parmi ses membres, encore qu'en tant que membre non militant, distinction qui vaut d'être faite, car le membre militant voue tout son temps à l'organisation, vit dans des locaux lui appartenant, dépend économiquement de l'EGP, reste dans la clandestinité et se plie à toutes les exigences qu'impose le militantisme. Pour moi, je ne fus jamais autre chose qu'un collaborateur, et n'ai donc pas été astreint à de telles conditions. Je travaillai au total 17 mois avec l'EGP. Manolo, m'expliqua à ce moment-là comment celle-ci voyait et analysait la situation socio-politique, économique et religieuse du pays, pourquoi la lutte armée était en définitive la bonne solution, par quels moyens elle allait travailler les masses et cimenter l'unité religio-politique, comment elle allait prendre le pouvoir, quel était, une fois celui-ci entre ses mains, son projet révolutionnaire, ajoutant que les choses étaient en route et les plans arrêtés pour la fin de 1981 ou le début de 1982.

Manolo me dit alors que je continuerai de m'acquitter de la tâche qui allait m'incomber en tant que membre de l'EGP dans le cadre de la "Coordination des bidonvilles", mais dans une optique politique différente, et que je devrais m'efforcer d'orienter ladite organisation suivant les principes politico-militaires de l'EGP.

A short while ago, before I came to speak to you, I also had an opportunity to talk to the bishops, whom I cannot see from here because of the lights, but I also requested, or to be more exact, demanded, of them something about which I feel very strongly; that the Christian church should be united, that there should be one pastoral leadership, that it should be, so to speak, the vanguard of that traditional and everlasting faith which cannot be wiped out by any kind of revolutionary movement. It should be made obvious that there is a Christian church in Guatemala, people should know who the leaders of that church are and how they breathe life in its body, so that para-ecclesiastical or parallel church organizations never emerge, so that there are no more organizations like Justice and Peace, Revolutionary Christians, or Vicente Menchú, which, in trying to provide a partial answer, tend to proffer simplistic responses that are then seized upon by revolutionary organizations, which are always eager to manipulate the masses.

There are many more recommendations I would like to make if I had time. Perhaps the last which springs to my mind now directly concerns parents present here and those listening to me in their homes. 1981 is not the moment to commit your children to Catholic education blindly, simply because you know that the school is run by monks or priests; while you have always been responsible for playing a part in the education of your children, today more than ever you have to find out about the extra-curricular activities which form a child's conscience, you have to know about the work outside the classroom in which pupils are introduced to new social ideas; who are the teachers who provide the main guidelines for consciousness raising activities; who teaches the humanities and religion. Now more than ever, parents must communicate with their children, and share the responsibility for their education; all of us are partly to blame for our present situation.

I am coming to the end, the culmination, of my statement to you; there is a profoundly human aspect in my narration of the following experience: in handing myself over to the security forces in whom I trusted - initially, I must admit, with certain misgivings - I found, thanks to them, forgiveness for my life. While I was with them, precisely as a result of their preferential treatment and their respect for the integrity of my life, I became more deeply converted, understanding my sins and planning a new future. Thanks to those of you who have been able to hear me and who have been a good audience, and thanks to all the people of Guatemala, who are listening to me and who, I am certain, are bound to forgive me, I ask that supreme forgiveness in which there are two stages: the first and most important is when any one worth his salt acknowledges his error, his culpability, his shortcomings and faces up to the situation saying, "I am responsible, I am a party in what has happened in my country". That is when you can believe or disbelieve; you can say to me here and now, I forgive you or I do not forgive you; man's freedom is a profound mystery and must always be respected. But, I know that I shall find true forgiveness in you in the second stage of conversion, when I show you - in my deeds, my daily work, the honesty and probity with which I discharge my mission as a priest - the new works I shall be carrying out; and the new way I shall be organizing my life. In the last days of my life, on the day of my death, you will know whether the forgiveness you gave me immediately or months afterwards was right or wrong.

It is abundantly clear that only history can give someone who has fallen so low the space and time to be able to find the forgiveness which, I repeat, I am sure I will find in all of you. That forgiveness is as essential as it was essential to acknowledge my sin, think of the social consequence of that sin, why did my parents, my brother and my brother-in-law, whom I adore, have to suffer indescribable anxiety for over 120 days? While for me each day that remained was one more day of hope, for them each day that passed was doubtless one more day of grief.

I beg forgiveness a thousand times from the people of Guatemala. I am ready to answer any questions that those of you who are present may care to ask; believe me when I say that I am deeply sorry and that I am determined never to fall so low again. Never place yourselves in a position where you can be infected by the virus of mass revolutionary organizations, settlers' associations, etc., not to speak of the organizations which allegedly wish to make an end of the means and, in so doing, distort the means and make the end impossible. Violence cannot lead to love; the kingdom of God cannot be built on the roots of sin and no more can the sisterly and brotherly reconciliation we all need.

Thank you all very much.

(applause)

(Toledo Vielman, journalist): Fellow journalists, Father Luis Eduardo Pellocer Faenc is perfectly ready and willing to answer any questions you may care to ask him. In order to facilitate this exchange of ideas, we would request journalists, diplomats, members of private entities, representatives of the Chamber of Commerce, industry, building, etc., and the rectors of universities to ask specific questions and to ask only one question at a time so that the priest can answer them more easily.

I give the floor to Mr. Hernández, journalist:

Mr. Secretary for Public Relations of the Office of the President, I would just like to ask Father Pellocer if other Jesuit priests joined the movement of the Delegates of the Word of God and how the rural population and the working-class reacted to the work they carried out in El Salvador and his own work with "EGP" here in Guatemala.

(Father Pellocer replies): In order to answer that question, I have, as it were, to change register: earlier I generalized the phenomenon as such, so that everyone would be aware of the situation and able to analyse it in terms of his particular area of work. Now I have to go into detail in order to be more honest and to avoid involving people who have nothing to do with this situation. To give you an accurate answer, we performed the work of the movement in question in three countries; it gave rise to an immediate response, an almost spontaneous response, in that nearly all the young Jesuits, and some older ones as well, such as Father Rutilio el Grande, enrolled in this kind of work which goes on throughout Central America, in Choluteca, Honduras; Aguilares, El Salvador; the high plateau in our country; the Central and Northern part of Nicaragua; and the Chiriquí region in Panama. In other words, this kind of work has become universal. Almost all the

Jesuits of my generation I knew were involved then, and there were about 15 of us in all, plus others from the lay clergy, in other words, priests who had not taken their vows and who were directly dependent upon the bishops. You asked me about the reaction of the people in El Salvador, changes are needed here, and I would ask you to cast your minds back to the special circumstances in El Salvador and Nicaragua. We research analysts, if we can call ourselves that, stated on one occasion that the explosive conditions in El Salvador caused by the shortage of land and the population problem, coupled with the absence of a middle class, polarized the forces of the poor and the rich to such an extent that almost any well-formulated message would have found the revolutionary spark touched off by the religious message. Obviously a religious message has the advantage, as I said before, of the authority of the person who delivers it, the prestige, tradition and faith of countless years, but almost any well-formulated message would have had the same effect.

In Nicaragua, the reaction was not as strong; at the end of 1977, the peasants and the Nicaraguan people in general were not really concerned with the problem of dictatorship; this was because it was an accepted fact that someone of 40 was someone who had become accustomed to the situation after 40 years of dictatorship and the people did not see how they could replace Somoza until the famous take-over of the house of José María Quant (Somoza's ex-Minister) in December 1977. That was when there emerged the idea, a feeling that the dictatorship might be vulnerable after all, and, as a result, the peasants' reaction to the Delegates of the Word movement, which claimed ...

(Olga Pantoja Herrera, journalist): After listening to you, I would like to ask you what is the extent of the Jesuit order's involvement in the other orders in Guatemala.

(Father Luis Eduardo Pellecer replies): The Society of Jesus has always made it a principle, so to speak, to work in sectors or groups which will in turn enhance its activities. The Jesuit colleges throughout Latin America and in the 92 countries where the Society of Jesus is established were always set up for that purpose, to try to influence the education of the men the Society considered to be the men of tomorrow, in other words, the men who would be in power, so as to generate a humanist and Christian attitude from above, from the top of the pyramid. This approach was subsequently abandoned because it was discovered that it was practically useless. The order then decided to start influencing all the sectors in which power was concentrated; this is what happened, for example, with the Confederación de Religiosos de Guatemala (Confederation of Churchmen of Guatemala) (CONFARREGUA), which comprises all the religious orders and congregations in the country. CONFARREGUA was then the ideal place to exercise influence and so multiply the effect of the Society's work. That was the relationship of the Society of Jesus with other orders, although it maintained close links in Guatemala with the Holywell Fathers and the Fathers of the SILEM Congregation, and in Panama with the Dominicans, in Nicaragua with the Salesians, etc.

(Antonio Ortiz, journalist on the Diario de Centroamérica): Father Pellecer, do you think there are other priests who would like to revert to their mission if they had the chance?

nécessaire que je reconnaisse ma faute. Imaginez combien de gens ont souffert par moi; mes parents, mon frère et mon cousin, que j'aime profondément, et qui ont enduré plus de 120 jours durant des tourments indescriptibles; alors que chaque jour qui s'écoulait m'apportait à moi un surcroît d'espérance, eux s'abîmaient, n'en doutons pas, chaque jour un peu plus profondément dans la douleur.

Pardon, mille fois pardon, peuple du Guatemala. Me voici maintenant prêt à répondre à toutes les questions que vous tous ici présents voudrez bien me poser; croyez bien que mon émotion est profonde et que ma résolution de ne plus retomber dans l'erreur est ferme. Gardez-vous toujours des occasions où vous pourriez être contaminés par le virus des organisations révolutionnaires de masse, "coordination des bidonvilles" et autres, et plus encore de ces organisations qui, confondant les moyens et la fin, vous entraînent traitreusement sur la mauvaise voie qui jamais ne vous mènera au but. La violence n'est pas le chemin de l'amour; jamais sur le péché on ne pourra édifier le royaume de Dieu, et moins encore parvenir à la réconciliation cordiale et fraternelle dont nous avons tous le plus grand besoin.

Je remercie tous ceux qui sont ici.

(applaudissements)

--- (Le journaliste Toledo Vielman prend la parole) : Messieurs les journalistes, le Père Luis Eduardo Pellecer Faena va répondre avec la meilleure bonne volonté et la meilleure disposition aux questions que vous voudrez bien lui poser. Afin de mieux conduire cet échange d'idées, nous prions messieurs les journalistes, messieurs les diplomates, les membres d'organismes privés, de chambres de commerce, d'industrie, du bâtiment, etc., et messieurs les recteurs d'universités, de poser une seule question à la fois, afin que le père Pellecer puisse répondre plus facilement.

--- (Le journaliste Hernández prend la parole) : Monsieur le Secrétaire aux relations publiques de la présidence, je voudrais simplement demander au père Pellecer si d'autres pères jésuites font partie de ce mouvement des Delegados de la Palabra de Dios, quel travail ils ont accompli en El Salvador et ici, au Guatemala, dans le cadre de l'"EGP". Quelle a été la réaction dans la paysannerie et en milieu ouvrier?

--- (Le Père Pellecer répond) : Pour répondre à cette question, il nous faut adopter un ton nouveau, pour ainsi dire, en ce sens que tout à l'heure j'ai généralisé le phénomène en tant que tel pour que chacun soit mis en garde, et puisse analyser ce qui est pertinent dans son domaine de travail particulier. A présent il me faut donner des détails pour être tout à fait honnête et ne pas impliquer des personnes qui n'ont rien à voir avec cette situation. Le travail du mouvement des Delegados de la Palabra a été accompli par nous dans les trois pays; c'est un travail qui a suscité une réaction immédiate et pratiquement spontanée, auquel ont participé, pour répondre avec précision à la question, pratiquement tous les Jésuites jeunes ainsi que quelques autres plus âgés, comme par exemple le Père Rutilio el Grande. Ces activités se déroulent dans toute l'Amérique centrale : à Choluteca au Honduras, à Aguilares en El Salvador, dans les hauts plateaux de notre pays, dans la zone centrale et dans la partie nord du Nicaragua, dans la région de Chiriquí au Panama.

(The Consul General of Spain): Reverend Father, you referred in your address to a most important subject, namely the anxiety suffered by your father and your family as a result of your absence. A few days ago, the day before yesterday, a communiqué was published in Spain by the family of the Jesuit Father Pérez Alonso concerning his disappearance. Could you please tell us whether you know anything specific about him?

(Father Pellecer replies): Yes. I heard today about the disappearance of the Jesuit Father Carlos Pérez Alonso. He is Spanish and first came to America to work in the San José day school in El Salvador, as a teaching instructor in secondary school education. He was then transferred to Guatemala and always lived in the church of San Antonio, a parish cared for by the Society of Jesus, in district 6. His basic work was caring for the sick, he was the chaplain of various hospitals and various military centres, I understand, and I only found out about his disappearance today.

(Guillermo Contreras Cisneros, journalist): Father, because it was so long, your magnificent statement gives the impression that you have a very retentive memory. You also said that you would perform new deeds and, as a Guatemalan, in view of the bloodbath that this country has suffered, I would like to ask you how you really intend to prove your positive, constant or fitting repentance to the people of Guatemala?

(Father Pellecer replies): I would just like to ask you to repeat what you said about a retentive memory, because I did not quite understand.

(Contreras Cisneros): Yes, of course Father excuse me. Your story was so well told that I do not know whether it is because you have a very good memory or because it is something that you have memorised.

(Father Pellecer): Well, it is the spontaneous story of my life and - why not say so - every step, every moment of what I told you is marked by profound truth. I should tell you that I had an opportunity to go over the same ground today, not long ago, with the bishops, whom I met before coming here, and that refreshed my memory on all these problems. So it is a sincere, profound and spontaneous explanation of the facts, with the stamp of truth and subject, of course, to my ability to express it. Now, how am I going to reform my life, on what bases am I going to build that new platform: I have come to the point where I have to say that my conversion is still very recent, like the birth of a new-born baby. One hundred and twenty-two days are not enough to wipe out several years, 14 years of experience in the use of the three weapons I referred to earlier. One hundred and twenty-two days makes me the equivalent of a new-born child and I therefore need the best possible conditions and treatment if my new life is to prosper, grow and be useful. What are the best conditions? I have decided that the first is my definitive separation from the Society of Jesus, sooner or later, as a member of that Society, I would probably return to either Nicaragua or El Salvador or some other of the Central American countries where our Jesuit work is carried out. I do not want that to happen, and let it be clearly understood that I am informing them of my withdrawal from the Society of Jesus as of this moment. This is the first time I have said this to anyone, and it is the only way that they will learn of my withdrawal from the Society. For obvious security reasons, I have decided not to live in Guatemala, so that I can carry out this work in my own way, as regards both the priesthood and as regards my career as an engineer. I do not know exactly where I shall live, but I do know that I will try to contribute all I can in the field of education and scientific research towards the development of peace, freedom and justice for other peoples who need them as badly as our own.

(Our colleague, whose name, I beg his pardon, escapes me, has the floor):
Father Pellicer, how much interest do they have in infiltrating the Government, have they done so, and, if so, how?

(Father Pellicer replies): Infiltrating the Government, which is considered to be an enemy, was naturally something that was planned, something that was envisaged. The only situation, that is, what made infiltration difficult, was the structure, the actual organization of the Government. Attempts were made to infiltrate the highest levels possible. For example, last November I think it was when a letter was distributed to the officers of the National Police - an attempt was made to obtain lists of their names and addresses in order to send this tract to their homes with the aim of demoralizing, undermining the very fibre of the Government and security forces. The lists were not obtained; their attitude was then a bit like that of the fox in the fable: "I didn't want the grapes anyway" but the truth was that they couldn't be reached.

The lower levels of government service hardly interested us, or rather didn't interest those directly concerned with military operations, because it was assumed that they would not be able to provide enough information. It was thought to be very difficult to overcome the obstacles to reaching the higher levels, but it was considered necessary and possible to make information deals with intermediate levels in various State organizations within the Government itself. Thus there was great interest in infiltrating, in demoralizing what we unfortunately called the enemy.

(Mrs. Terc de Zarco, Journalist): Father, you have already answered some of the questions I was going to ask you. We have listened to your non culpa with great interest and we would like, we believe that, with the intellectual standing, the spiritual rank standing you have attained, we are not the ones to pardon you, but that that is something you will have to settle with the one "on high". However, I would like to ask you something as a newspaperwoman and as a Catholic: when you leave the Society of Jesus, which is understood to be a fairly strict order and with features which could almost be said to be like those of a masonic order, can you continue as a priest? Have you discussed this? Do you intend to continue in the priesthood, or are you going to leave it completely to devote yourself to teaching? How do you feel about leaving the religious order completely?

(Father Pellicer replies): Despite the necessity of my leaving the Society of Jesus, doing so naturally implies something of a sentimental wrench after 14 years shared with all those people, but my maturity, my 35 years, enable me to make these necessary choices. It would be impossible to carry out my new life plan within the Society. Separating from the Society, which, I repeat, does not imply separating from the priesthood, just means a legal problem for me: I now have to find in some country or other a bishop who is familiar with my background and my abilities, who also knows of my sins and my intention to reform and who is willing to receive me into his hierarchy, into the diocese over which he has jurisdiction. If there was no bishop in the entire world willing to do this for me, I would practically cease being a priest, because none of my functions would have any value. However, I think that there will be, that there are many men of such good-will as to pardon me, and that is all the more reason for me to contact a bishop who will be willing to do so.

The Society of Jesus, with the strictness to which you were referring, with its 400 years of experience and its 35,000 members throughout the world - I'll go on to tell you something that might well also be one of your questions - the Society is not going to believe that my testimony, the declaration I am making to the people and yourselves, is deep, personal and sincere. It will probably sound to them like something prefabricated; they will certainly accuse the authorities and the security forces of being responsible for this statement, which I have made so spontaneously before you. Believe me, there is a lot of pride in the Society of Jesus.

(Miss Maria del Mar, Journalist on El Imparcial): In your statement, sir, you mentioned the "operation carried out by the Belgian nuns"; I should like to know if this "Operation Uspantan" is linked to the guerrillas?

(Father Pellecer replies): It is not directly linked with guerrilla groups, but it is an operation which has done much to foster the development of the CUC on the high plateau. For probably eight or nine years, the nuns of the Belgian order introduced their pupils to the reality of life in that region and evoked their sympathy for the situation there, but without taking proper care to dose and orient that exposure, so the young women's sentiments were not distorted. The nuns of the "Holy Family", which is the order's real name, have another house, another community in El Quiqué, where its members work directly with all the hamlets and little villages of Quiché province. So they are familiar with and helped and greatly encouraged the early work of CUC; they have contributed to the work of CUC itself and while, as I have said, the subsequent relationship was not explicitly stated, it was the door to the community. So, while the relationship or the contribution may have begun innocently and while, once more, I cannot generalize about all the nuns, I am bound to say that some of them probably did contribute directly to the guerrillas' cause through the medium of their school and of "Operation Uspantan".

(Mota Santa Cruz, Journalist): What advice or guidance would you give to the other Jesuits and members of religious groups in order to avoid the spreading of this virus in the form of which you have spoken? I will have another question for you later

(Father Pellecer replies): Well, my reply to this question is practically a common-sense reply, that is, there are not two gospels; there are not two Christs; there are not two Gods; there are not two Churches. There is only one faith, the one in which we have always believed; only one God, the one from whom we hope for salvation; there is only one Church, the one in which we met each other, whether it be Protestant or Catholic. Hence, my proposal is for a return to the source, to reflection on the fact that the changes now occurring, the transition from religion to violence, to militancy in revolutionary organizations, do not, as I was saying before, happen overnight, but as part of a process, through a series of innocent and inconsequential actions being committed day by day. Perhaps a valid comparison would be that of a person who has become an alcoholic: he did not acquire his habit the first day, but over an entire year; it gradually came closer and closer. My advice, then, would be to return to the only basic source of love, as expressed in Jesus, the Son of God, and present in all that is brotherhood and in the organized Church. Present, too, in attempts to find answers to the country's social and economic problems, through the exercise of the Church's special authority, which, I think, lies in its capacity for criticism: by saying yes to this and no to that, this may be better than that, and by maintaining for that purpose the ability constantly to engage in dialogue with the country's other authorities.

That, I think, is my basic advice, the most sensible advice that occurs to me.

(Second question from Journalist Mota Santa Cruz): You have asked pardon of all the people who have listened to you, but we are human. Do you believe that the one who should pardon you is God and that it is, therefore, to Him that you should address your prayers?

(Father Pellecer replies): Yes, I have done so many times. I have also been privileged in the spiritual and the religious sphere; I feel that the experience of my life in the Society of Jesus deeply affected this dimension. It enabled me to have a relationship, to maintain a constant, loving, brotherly interchange with Jesus, with God our brother, with the ever-greater God. Believe me when I say I have always done this, that I have always referred to Him, with this basic plea. But I could not

fail to do the same with you for the simple reason that it is a basic principle of our faith that in you I see God; in you I must continue to see Him; in you I must find his presence, since it would be impossible for me to do so directly in any other way. Therefore, I again appeal to you, when I must love as I love Him, and to my other brothers to pardon me, in the knowledge that I have already done so directly to Him.

(Luna Molina, Journalist): In view of your great experience, I would like to ask how you would advise reaching all the other people who are involved in subversion, especially the Catholics?

(Father Pellecer replies): To answer this question I am going to make a reference to what we call the middle class, by which term I mean nothing derogatory. I believe, for example, that, in Guatemala, it is necessary for democratic institutions not only to exist, but to increase, to multiply, to be of all types, to be accessible to all the people of Guatemala, because I have found in nearly everyone with whom I have spoken a deep feeling which they express thus: What can I do, how can I do something for my people? And often the lack of institutional and democratic channels are what bring them to two possible responses: to say, I am not political and so let the politicians solve the country's problems, or to say, the only organizations which offer this and the rest are currently the revolutionary organizations. Now, I am thinking of these replies for adults, for mature persons; for young people it is more difficult, for the following reason: I have often seen how the ancient mysteries of sex, for example, the ancient mysteries of relations with society and in the home have been translated today into political values. For example, there was a time when a young person might craftily have sought the moment when he could escape his parents' control to go to see a pornographic film for which he was underage. Since then the situation has changed and the aim is to get out of the house to go to the meeting which cannot be confessed to one's parents in such and such a place. Often they go out elegantly dressed, saying, Mum, or Dad, I'm going to a party, I'll be back, I'll be back at such-and-such a time, or I'll be back tomorrow, and they may find themselves in a meeting of persons of a distinctive type: all elegant, because they have all said that they are going out to a party. In other words, the range here calls for a very specific reply. My main feeling, however, is that the authorities should see to it that people know about all the democratic institutions, all the possibilities that exist; I think I should tell you that there ought to have been more publicity for the Government's own efforts, both past and present, to develop its infrastructure. To take my own example, it was only a few months ago, when I happened to see the newspaper ¿quién es quién?, that I found out about the existence of the Vice-Ministry for Culture; that means a gross lack of information and an admission on my part that I didn't take the initiative of finding out about the Vice-Ministry and its functions. But set this reply against the numbers of people who have no access to the Press and who still don't know how to read: how much more must they lack this information? Hence, so that Christians and non-Christians may have their opportunity to contribute, to feel that they are producing for their country, let democratic institutions hold their heads high and be more widespread than the sands of the sea.

(Romec Lucas, Journalist): Father, could you explain in detail how the clergy infiltrated the peasant class?

(Father Pellecer replies): I referred to this infiltration in my introduction, and in reply, I am now going to give a detailed casuistic example. One of the successes of the Committee for Peasant Unity was the fact that it respected the customs, the myths and all the rituals specific to the peasants, which they do not do around their parishes - I am speaking of the guilds, the fraternities, the associations for improvement and saints'-day celebrations, etc. - because these rural organizations are usually quite closed. They often depend on the experience of the older or more

powerful members of the village, so it is not easy to become a member of those organizations; furthermore, the roles they fulfil are so minimal that there is no possibility of giving a function to every aspirant. So, the CUC approaches these organizations, gets to know them well, sees which aspects are exploitable and ends up concluding that the people's religious experience must be respected.

Well then, it is realized that there is another large sector which belongs to no social group, which has no religious identification because it does not belong to the traditional organizations, but which does have a popular religiousness, and what happens in this case is that they are offered the Delegates of the Word movement, which has some features that are very important in this respect. Mass can be celebrated at an improvised gathering; the priest can be guided by the tastes and standards of the people; marriages can be celebrated without any payment of the established fees; not only the priest but as many other people as wish to may speak during the sermon; they can meet alone at night; indeed, they often say, let's go to the Delegates of the Word meeting, for there is no other form of entertainment in those places.

This sense of belonging and this cohesion which the movement managed to inspire were part of what I call the success of CUC, the fact that, through religion, it built a social organizing platform which was later used for other purposes. Priests penetrated and approved this entire movement, especially foreign priests, for the simple reason that they are customarily sensitive to the deficiencies they discover among the population, especially the rural population, and are often largely successful in their attempts to resolve the problems they encounter by economic means. Suppose they discover that the main thing lacking in a village is a school: they write to their home countries, institutions, friends and relatives, asking for 50,000 quetzales, to take an example, in order to build a school. With the result that the school that had never got itself built in that remote region comes, prefabricated, in a week, the people themselves help to put it together and there are classrooms for everybody. Naturally the priest who manages to do this has already won himself basic acceptance, in contrast to the native-born priest. CUC has not normally been successful where there are national priests, not only because of the control that the latter have over the rest of the organizations, but also because their functions are competitive.

(Guillermo Larrave, Journalist): Father Pellecer, during your militancy in the EGP, did you learn anything about the presence of the priest Ronald Mckena and what means were to be used to obtain the lists of names of police officers which you just mentioned?

(Father Pellecer replies): You are referring to Father Donald Mckena. I know that he is a priest of Irish origin and I have never met him, I don't know who he is, but I have heard references to him in the Belgian school which I mentioned. One of the nuns at that school, Mother Juana María Solís, I remember her name, referred to him as an arrogant person, someone with whom it was difficult to open a dialogue and who saw the country's problems as quite one-dimensional, with great danger of accelerating the people's pace, especially by some statements that this priest made in some foreign country, I don't remember which.

As I was saying, with regard to the second question, this was the job of those members of EGP who were activists in the military area. The reason why they discussed the problem and the National Propaganda Commission was that they were interested in finding out, in getting an approximate idea of, the total number of police officers and the best ways of getting the tract to them. Well, Carlos Duarte, one of the members of the National Propaganda Commission, said that we had to ask Manolo, one of the members of the national board, for it, that he would obtain the lists; I never found out how they were going to do it, but I did find out that they asked the majority of the settlers to help by supplying the names of police agents they knew to be living in the marginal settlements and quarters. They said that, even if lots of people submitted the same two or three names, that would be something.

(The President of the National Press Club): Mr. Pellecer, you said that you felt guilty and responsible for the bloodbath which both El Salvador and Nicaragua as well as our own country have suffered. At the beginning of this press conference, the Secretary for Public Relations said that you could remain in the country or choose any country you wished. Don't you think that, since you were and are responsible, and notwithstanding the fact that you have asked the Guatemalans for forgiveness, this pardon could be granted to you, if, instead of fleeing for your personal security, you remained in our country and, just as you have done, went from school to school, from settlement to settlement attempting to give your account of things so that there is a true conversion in yourself and in all those who might possibly be inclined towards subversion?

Reply: Naturally that is the ideal solution. How could I not want to apply it, how could I not want to go from family to family to tell them of my experience, the opportunities I have had, how could I not want to knock on each and every door to say, forgive me! But it is obviously impossible, not so much because I can't count on support from the security forces - for I am sure that I can - but because I would then be in the position of confronting as enemies those who used to call themselves my friends, and I don't think that cutting short my own life or giving others a chance to do so is another form of redemption, but the opposite, with all that I can contribute, all that I can create and build: God will first grant the solemn pardon I need and then I shall restore the good that I was not able to do before for the Guatemalan people. For these reasons, then, I feel it is quite impossible to do things that way.

(Julio Lemus, Journalist): I believe I heard something about there having been an intention to seize power at the end of 1981 or the beginning of 1982. I would like to have a few details about procedures and methods for achieving this takeover.

Reply: Virtually the entire Guerrilla Army of the Poor voiced that intention many times; I myself was personally urged by my comrades in the National Propaganda Commission to associate myself with this revolutionary fervour, which, in my judgement, was not well enough founded scientifically or historically to succeed at that time. Naturally I did not have the courage to present this as a criticism within the organization itself; all I dared to say was that I believed instead that there would be no significant change in our country for five or six years. Those were the words I always used. However, if I had expressed any real thought, I would probably have been told I was politically illiterate or lacked faith in the capacities of the people. It should also be noted that this revolutionary fervour reached its peak when El Salvador was announcing the general offensive; it was the time when all the news of the war in El Salvador assumed that it would result in the taking of power by the previously-established Government junta. I personally had the opportunity to be in Costa Rica at the end of January of last year and I was invited to see a film made by the Popular Liberation Forces where, in addition to entitling it "El Salvador Will Overcome", they were already putting forward the names of those people who, in two or three days' time were to go to take power in El Salvador. The slogan in Guatemala then was "Yesterday Nicaragua, today El Salvador, tomorrow Guatemala".

The dates then, that had been proposed, with an extension to cater for last-minute delays, were late 1981 - early 1982. How was this to be achieved? It was assumed that the guerrilla movement had been through two of its four main phases: it had succeeded in its hidden work, that is, preparation, and had succeeded in what they call implantation, making itself known and gaining international recognition, and it was at the time supposedly in the phase of the "generalization of guerrilla warfare", gathering all the masses into the process known as popular revolutionary war and, according to the claims of my ex-comrades, with all the military capacity necessary to confront the Army directly and seize power. This is what I never understood, but, since I was not part of the other "estates" because of the compartmentalization I simply had to believe it or not believe it, but I was certainly required to join in the revolutionary fervour which, I suppose, corresponded to the taking of power in 1982.

(Santa Cruz Horiega, journalist on Patrullaje Informativo y Cercano):

Father Pellecer, I am curious to know how the guerrilla fighters that is, how you managed to unify the Ixiles and the Quiches in the north-western part of Guatemala?

(Father Pellecer replies): Yes, I am not sure how to answer this question for the following reason: I have, frankly, been extremely ignorant of what Guatemala is really like, and I only learned of the traditional historical conflict between these two ethnic groups very recently. Now, one very important thing is this (I am going to go a bit further back in time, and call on your time and patience in order to reply properly on this point, which I think is important): at the beginning of the 1960s, the land on the high plateau had lost virtually all its productive capacity, and it had ceased being productive for two reasons: the rise in the number of smallholdings, owing to the hereditary transfer of land, and the increase in large estates, because growing coffee was no longer profitable unless it was planted over large areas. For these two reasons, peasants emigrated from the country to the city, leaving behind their ethnic groups, their identities as Ixiles, Ketchís, Catechiquels or what have you, to feel like half-breeds in search of shelter with the other half-breeds in the city. However, in the middle of the decade there occurred what is called the "phenomenon of the green revolution", the discovery by a Nobel Prize winner, whose name I don't remember, the discovery of a nitrate-based fertilizer and of hybrid seed, together with insecticides, pesticides and herbicides; with the use of this fertilizer the lands became productive again and the first consequence of this was that the Indian realized that he could go back to his land, could make a living on his own land by growing traditional crops, and being an Indian therefore regained importance at the end of the 1960s. At the beginning of the decade we would have thought that the Indian would say, I am first a peasant and exploited and then an Indian; however, by the middle of the decade the reverse was the case: they said, I am first a Ketchí and then an exploited peasant. This was a difficult problem to overcome for an organization like the CUC, which was trying to approach them, but success lay precisely in respecting ethnic situations and meeting the basic requirement of saying: whether they be Ixiles or Quiches, Mam, Pocomam, or whatever, they are first peasants who are exploited by this system and only secondly are they an ethnic group whose language, customs and traditions must be respected. This was possibly the basic reason why they all overcame their differences, but here I am replying theoretically, am I not.

(Sergio Casazola, journalist): is there any reason in particular why you entered the Jesuit congregation, and did the people in the subversive movement in which you participated receive aid or support from international organizations?

Reply: the reason why I entered the Society of Jesus was one of those questions of historical circumstance; as a student I had always been involved with the Marist brothers of the Liceo Guatemala, it had never occurred to me to become a priest. As I was saying, after finishing my diploma I had always hesitated between law and medicine. Nevertheless, while I was at the University of San Carlos, I met a group of alumni of the Liceo Javier class of 1963, who would frequently invite me to the Liceo Javier playing fields, on the first Friday of every month, which coincided with the masses being celebrated by the Jesuit priests, that is, they invited their alumni to keep up their athletic activities so that they could take us to mass afterwards. They assumed, then, that I was one of those alumni,

and that was how I got to know the Jesuits, and when I was deciding on my career I thought that the order was the career that most satisfied my expectations because of its tremendous range of work areas. As for the aid received by the Guerilla Army of the Poor, aid from the Society was direct, in the form of contributions by its personnel, especially the younger members. I repeat and I must specify that at that time, although our superiors were sometimes aware of our participation, they did not approve it officially but at least gave it their direct blessing. And the other type of aid was the response that the rest of the Jesuit groups in the 90 or so countries in which the Society existed were obtaining for the various petitions being received from Guatemala, plus the channeling of a number of funds and financial resources mainly from Europe and the United States. There is another point to be made here, incidentally: there are a number of businesses which by definition are loss-making, such as some of the cultural radio stations in the country. There has been a lack of control or strict auditing. To go to these businesses and say to them, how is it possible that with permanent deficits you are continuing to have a period of tremendous economic prosperity, where are the supporting documents for this income? The same goes for the Printing Law and even for the broadcasting licences of many radio announcers whom I met, who had a licence to broadcast in Spanish and were broadcasting in native languages or to broadcast on short-wave and were doing so on long-wave.

(Journalist Coronado): Father, you stated that the Society of Jesus was contaminated by the EGP, I would like to know if other religious communities are also contaminated by one side or the other (cut out ...) they cannot speak ill of the Government because I am ... the Society of Jesus, I would like your reply please ...

(Father Pellecer replies): Yes. I stated that the Society of Jesus had a close relationship with the Guerilla Army of the Poor, directly or indirectly. Through its militant members and direct and staunch support. By the same token, in Guatemala, I think mention should be made of the subversive members of the Holy Family of the Belgian order, at least - I repeat - some of them, at least four of five of them. Some of the Brothers of the Faith, perhaps some of the nuns of the Assumption, many members of the La Salle religious order called DESQUET, some members of the order of the (--). And the second part of the reply is, if I must submit my resignation, that is how it should be done, but through the Central American provincial, who is my immediate superior. I will have to write a letter to him, from wherever I happen to be, telling him that I am submitting my resignation and he will have to handle it with Father Arrupe; such procedures usually take approximately six months.

(Roberto Molina de León of Prensa Libre): According to your statements, Father, the Society of Jesus is accused of being a centre of subversion. In view of this fact, would you say that it would be dangerous for Guatemala's institutions for the members of this Society to remain in the country?

(Father Pellecer replies): Yes. I agree that the Society of Jesus and myself as a Jesuit, in general, have been accessories to this subversive process, through the distorted faith we preached, as I told you before, through the direct and indirect aid. Now, for the Society of Jesus to remain in Guatemala, one of the ways for this doctrine not to be spread - so to speak - I suppose that - holding a dialogue and a strict call to attention, even controlling their work, especially for the following reason: the majority of Jesuits in Guatemala, I believe there are 42 members in all, are foreigners, Spaniards. Only three of us were Guatemalans.

Of those present in the last six months. And furthermore, the Society of Jesus in Guatemala has an average age of approximately 55 to 60 years and I believe that to be fair, that is, those of us mainly responsible for this subversive activity are now located in the places I've mentioned, we are already, with my request for pardon, etc., conducting a dialogue and strict call to attention; I believe that this would be necessary.

Journalist .. has the floor ... Father, I would like to ask you three questions: the first is: did your superiors know about the guerrilla activities you were conducting; who were they?

(Father Pellecer replies): I was with two superiors who were aware of my participation in the Guerrilla Army of the Poor, they were the Father Superior, who is the provincial for all Central America and Panama, and the father in charge of training the young Jesuits, Father Juan Hernández Pico, a Spaniard naturalized Guatemalan. Both are currently present and co-operating with the Sandinista Government in Nicaragua.

Another question is, roughly how many priests are participating in guerrilla activities?

(Father Pellecer replies): This is rather difficult for me to state exactly, because my work in Guatemala never concerned the, let's say, the clerical sector, but perhaps I could speak of some 15 or 20 participating directly, but this figure is merely an estimate.

What role do the religious orders fulfil or play in the information campaign directed against such countries as Guatemala and El Salvador?

(Father Pellecer replies): Well, I was saying before that the basic role has two aspects; in the first place, there is this aspect of the theology of liberation which I spoke of before, and this question is quite to the point, for adding this, it has a dual dimension. In addition to the one I mentioned, a true Christian today must denounce everything that indicates an attitude of injustice or corruption or the like. So there is an attempt to make these charges have the greatest effect, stimulate the greatest interest, above all internationally speaking. And that interest was obtained, they succeeded perfectly, because enormous credibility is given to words spoken, not by civil authorities, but by religious ones. It is assumed that a priest or a nun or the clergy in general are not going to lie, that they will give information with strict regard for the truth and this, moreover, is the raw material for the work of many groups, of many people, who are dedicated to achieving what is called solidarity with the Central American countries. So that, in addition to the infrastructures of personnel and financial resources, etc. this aspect of accusation, of the campaign against Guatemala, is to a large extent the responsibility of Church people.

(Journalist Méndez Arauz): I should like to ask guerrilla fighter Pellecer if there are other similar religious movements which could serve as a platform for the work you were conducting. That is one question. The second is, do they have direct contact with the organization Amnesty International? And, finally, I should like to ask you, now that you have made such an extensive statement, have you thought that it might be feasible to write a pamphlet or a book, so that your testimony could be expanded and thus enable a greater number of people to become aware of how they work?

(Father Pellecer replies): Yes. The fact that ... Naturally distributing my testimony is one possibility. Now I could not say exactly when, what is the best time to do so, though I do feel that it is a further means of making people widely aware of the testimony. With regard to Amnesty International it was direct, through Jesuits who are heads of Government, who were able to study in European universities, Frankfurt, etc., and who met long ago the members of the present organization that I mentioned. So the private telephone of the Secretary of Amnesty International was something which we used very frequently. And the first question, could you please repeat it because I've forgotten it, too.

(Secretary for Public Relations, Office of the President): I should like to stress the suggestion we made at the beginning of this conference, namely that the journalists should ask only one question each. For reasons of time and considering the fact that the local correspondents and journalists must return to their offices, we are going to grant the last questions to the following journalists in this order, Byron Gudiel of Tele Prensa and Julio César Hernández. With these questions we will close this press conference.

Yes, Father, I should like a few more details on the questions which have already been asked. The first point is: did you, as a militant in the EGP, know how large the EGP's militant capacity was and the social classes which made it up?

(Father Pellecer replies): I knew that it was the largest of the four organizations forming the quadripartite group, above all because its rank and file, the peasants of the CUC, stated at one point that they numbered approximately 8,000 members. That is, members of long-standing who have been continually active in the Cuerrilla Army of the Poor. Now, I never found out the size of the EGP. For obvious reasons of compartmentalization I never asked, because I always supposed that they were going to give me a negative reply, but I do know that it is the biggest of the four.

Question: the social classes of which it is comprised?

(Father Pellecer replies): the social classes comprising the EGP were basically the peasants and part of the working class living in working-class housing schemes and marginal population settlements; the middle class and intellectuals, but at levels such as management and political co-ordination.

Father, how devastating was the final offensive being prepared for Guatemala going to be, and on what type of weapons were they relying?

(Father Pellecer replies): I have absolutely no knowledge of the weapons' specifications. However, as for whether the peoples' revolutionary war was to be devastating or not, they always said that they would try to make it minimal, because the experience in Nicaragua had deeply affected the Guatemalans' experience. The members of the national board, the only two I knew, used to say, we cannot rebuild a country from scratch. I would tell them that - for the satisfaction which we offered, of the peoples' demands: health, food, education, etc. - we are going to destroy until such time as we begin to lay pavements and replace parks and bridges. If it were possible - Manolo once said - for the war to take place this weekend, then so be it, but there was this awareness that it would be better if there were less destruction, because reconstruction afterwards was much more difficult.

Father ... because of the time factor ... I am going to ask the next two questions together. After Guatemala, what was the other country within the communist objective, and do you know if there is any connection between the seizing of the Spanish Embassy in our country and the members of the peasant organizations?

(Father Pellecer replies): The next country, which was not presupposed or planned to be invaded - so to speak - by socialism, was Honduras, because of its very similar features to the rest of the countries. They generally spoke of what was called the northern cone, it was called the revolution; a decade before, they had thought it would come from the southern cone, from Argentina. Nevertheless, there was an error, a historical misunderstanding, and it now appears that it is the northern cone that is exporting the revolution to the other countries: it should be added that the revolutionary organizations had great interest in the independence of Belize, because it was obviously a corridor, a springboard to get much closer to the possibilities of Cuban aid. And I believe that I am feeling tired, because I have to say once more that I have forgotten the second question; could you please put it again?

Question: through the militancy you found within the EGP, do you remember if there was any peasant organization which participated in the well-known seizing of the Spanish Embassy here?

(Father Pellecer replies): Yes, the CUC definitely had something to do with the seizing of the Spanish Embassy. One name I remember, Vicente Menchú, was one of the names that the Mothers of the Belgian order had been familiar with for years in the work they had done in "Operation Uspantán". In addition, all of them were from the El Quiché area. So that the CUC was definitely involved and later on, as a commemoration of the date of 31 January, there appeared the "Revolutionary Christian" - Vicente Menchú - who was one of the most radical people - so to speak - within the Christian sector.

(Lastly, journalist Julio Cesar Hernandez): Thank you. The last question I should like to ask Father Pellecer is the following: throughout history, the Jesuit congregation has been expelled from various Latin American countries, for example Father Montefor in the ... (---) the President of Mexico expelled them. In Guatemala, before the colonial period, in 1767 and 1871 the revolutions of Garcia Granados and Justo Rufino Barrios. Do you believe that it would be beneficial and acceptable to the people if the present Government were to expel the Jesuit organization from Guatemala? That is the first point. Secondly you, as a professional social communicator, say that there has been a lack of information about the Government's infrastructural work. Would you accept a Government post and, in addition, if you were a member of the propaganda, press and publicity committee of the EGP, do you know who its other members were?

(Father Pellecer replies): Well, I hope that I will not have to bother you by asking you again to repeat the questions because of my fatigue. The fact that the Society of Jesus has been expelled from different countries on several occasions. Well, on the one hand this was due to various circumstances and, on the other, as they were saying at the beginning, the Society of Jesus has proudly turned it to account. That is, our work has been of such a nature that on

several occasions it has got us expelled from certain countries. So I believe that because of this pride factor, it would not be the first or only country from which we would be expelled and I believe that the publicity interest they would try to get out of it and which they would get out of it, internationally, would be great. If I were a member of the Government, I would honestly not proceed in this way, to be consistent with all that I have told you. Let us first exhaust the road of dialogue, let us first exhaust all the real possibilities which the Society of Jesus, with all its members, is really capable of bringing to the welfare of Guatemala, perhaps warning them as a last resort, that it would not be like that if they carried out such a measure, but I believe that, especially from an international standpoint, it would be much to the discredit of the Government, which really is democratic. You spoke later on of the Government, but I did not understand what you said:

Reply: I was referring to the fact that you are a professional social communicator. Would you accept a post in the Government, in order to make people aware of the work the Government is doing? If, for example, the Secretary for Public Relations in the Office of the President asked you to work with him? And, secondly, you who were a member of the publicity and propaganda committee of the EGP, do you know the names of the other members of that committee?

(Father Pellicer replies): Yes. The members, that is easy for me, because there were only four of us: Enrique Corral, a former Jesuit priest, Carlos Duarte, Víctor de León and yours truly. As for the other matter, if the Government did wish to honour me with the offer of a political post, I believe that I would frankly be in a position to assume and accept one for a simple reason: this is part of the vindication that I would have to bring to my people. The actual possibility of this is another matter. Another thing is, too, that I believe that some time must necessarily elapse to enable everyone to become aware of the certainty and depth of what I believe, which is sincere. However, since what is involved is a conversion, it has to be seen, it has to grow, develop, flower, bear fruit. Before this happens, I believe it would be difficult for me to be offered a post of that nature. At any rate, I appreciate the gesture because it is a sign of the pardon which I believe I have already found in you.

(Secretary for Public Relations, Office of the President): we thank the distinguished journalists, diplomats, members of the private sector and university authorities for their presence this evening at this important conference by this Jesuit priest.

Before closing, we should like to inform the journalists present that in the next few days those of the television news, the daily newspapers and radio, who are interested in a few brief exclusive interviews with Father Pellecer may arrange them through the Secretariat of Public Relations, since Father Pellecer has expressed his desire to reply to any question which it may not have been possible to ask on this occasion.

Thank you very much.

Guatemala, 30 September 1961.

THE CONGRESS OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA, BY THE AUTHORITY
INVESTED IN IT, ISSUES THE FOLLOWING DECLARATION TO THE
PEOPLE OF GUATEMALA AND THE WORLD

1. Because of circumstances which are a matter of public knowledge, the political situation of Latin America and the world has suffered a serious deterioration, with a consequent disruption of the peace and tranquility of the peoples concerned. This situation has become more marked in the Central American region because of the clear and open interference of totalitarian groups, which do not respect the principle of non-intervention in the domestic affairs of sovereign States, a principle that Guatemala has always observed in its international relations.
2. In recent years international relations have deteriorated throughout the world, and the formation of terrorist fighter groups has exalted violence and armed action as means of attacking democracy and the right of peoples to exercise, through suffrage, the possibility of choosing the authorities who are to govern them. For the last 16 years, Guatemala has steadfastly maintained this principle of suffrage and the possibility of alternation in the exercise of the Presidency of the Republic.
3. Communist intervention in Latin American countries, leading to the formation of Governments which have violated human rights, the self-determination of peoples, freedom of expression and, above all, the security of the citizenry, has ceased to be a simple action and has now taken the form of decisions aimed at extending Marxism-Leninism to peoples which have been traditionally democratic, peaceful and eager to overcome poverty and underdevelopment within a framework of freedom, work and security, values whose alteration and curtailment today pose the greatest threat for the free peoples of Latin America.
4. Communist aggression and internal subversion in countries with which there had traditionally been friendly relations have created rifts and a fratricidal shock among their peoples; added to this is the campaign of lies and slander being waged against the democratic Governments which have not bent to its harsh rule. Guatemala has been a convenient victim of this foul play. The aims of these actions are only too well known, for, under the pretext of defending human rights, they seek, through intervention in the internal affairs of countries and support for subversive groups which use terror and violence as weapons, to intimidate peoples and destroy their economic power. Distress and hunger are their great allies.
5. We consider it fitting, as the Congress of the Republic, with national representation, for us to dedicate ourselves not only to producing socially beneficial laws in the interest of all, but also to concern ourselves with the tensions now being experienced by Central America, in which we live, and to ask free legislatures throughout the world to examine the situation objectively so that, without tilting the scales, they may understand the reasons why it has been our lot to experience this agonising tragedy and why we are holding back the communist advance with the blood of our people, hoping that this sacrifice will serve as a warning of the danger closing in on our peoples and of the need to form a common front in order to maintain our democratic and representative systems.
6. Conscious of the fact that clear and obvious communist intervention in our internal affairs from countries that were formally our friends is now taking place, we wish to place on record our repudiation of those practices and we reject the intimidating procedures being used by international terrorism, which is

murdering peasants and workers, destroying our means of production, coercing humble and simple people into sharing its ideas and strangling the people it claims to be defending. We cannot and must not remain indifferent at this historic moment we are experiencing, because we believe it is our obligation to support the people, the Government and the army of our beloved country in the struggle they are waging to defend our families, our traditions, our freedoms, and our physical and moral integrity.

By virtue of the foregoing and with a high sense of patriotism, for our own and other peoples, Governments and nations of the world, we make the present

DECLARATION OF THE LEGISLATURE OF GUATEMALA:

1. TO THE PEOPLE OF GUATEMALA: our solidarity in these difficult times of trial, and the expression of our distress at the grief of our brothers in every one of the communities whose natural peace and traditional friendship have been threatened and disrupted, trusting that this terrible wave of violence and terrorism will soon come to an end and that there will be a return to the path enlightened by good deeds and respect for God and for our brothers.
2. TO THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC: our support for decisions aimed at checking the fratricidal struggle, giving work land and bread to the needy, and overcoming ignorance, poverty, lack of understanding and violence, and for all measures designed to maintain the rule of law and suffrage as the only means whereby the people may freely choose its authorities, as it has done hitherto, following the democratic Guatemalan tradition, as will be the case on 7 March 1962, when we will hold general elections.
3. TO THE ARMY AND POLICE OF GUATEMALA: our appreciation of the efforts they are making to maintain order, security and civic liberty and to preserve our national sovereignty, with the resulting sacrifice of useful lives and the natural physical and moral waste which this difficult phase entails, finding desolation and death in the peoples they are seeking to protect.
4. TO THOSE SUBVERTING THE ORDER AND PEACE OF THE COUNTRY: our open, frank and sincere exhortation for them to heed the call of wisdom, Christian love and respect for God and for their brothers, to stop the bloodbath, destruction and death which their thoughtless conduct, or their error or misunderstanding, has led them to carry out, hoping that through the call of conscience, it will be possible to leave behind a past that strayed from virtue and good deeds.
5. TO THE FOREIGN AND STATELESS TERRORIST: Get out of Guatemala!
6. TO THE FREE LEGISLATURES OF LATIN AMERICA AND THE WORLD, our recommendation that, through a calm analysis of the acts of those who inopportunately intervened in countries with a deep faith in democracy and a staunch attachment to Latin American values and self-determination of peoples, they may at least understand our crisis

E/CN.3/1501

Annex

page 38

and accept as a living reality our declaration that we never sought this deterioration of friendship nor the lack of understanding of those who, because of distorted news reports, may turn their back on us and transform us into another Cuba or Nicaragua, subjugated by communism and posing a threat to the other free peoples of Latin America.

Issued by the Congress of the Republic of Guatemala on fifteen December, nineteen hundred and eighty-one.

Jorge Bonilla Lopez
President

David Arturo Vega Villela
Second Secretary

Arnoldo Cano Recinos
Fourth Secretary